

Jean Meynaud

Professeur à l'Université de Lausanne
Directeur d'études
à l'École pratique des Hautes Études

(1965)

Les spéculations sur l'avenir

(ESSAI BIBLIOGRAPHIQUE)

Un document produit en version numérique par Mme Marcelle Bergeron, bénévole
Professeure à la retraite de l'École Dominique-Racine de Chicoutimi, Québec
et collaboratrice bénévole

Courriel : Marcelle_Bergeron@uqac.ca

Dans le cadre de la collection : "Les classiques des sciences sociales"
dirigée et fondée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi
Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
[LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.](#)

Un document produit en version numérique par Mme Marcelle Bergeron, bénévole, professeure à la retraite de l'École Dominique-Racine de Chicoutimi, Québec.

Courriel : marcelle_bergeron@uqac.ca

Jean MEYNAUD

Les spéculations sur l'avenir.

Études de sciences politiques, no **12**, 137 p.

[Autorisation formelle accordée par les ayant-droit de l'œuvre de Jean Meynaud, son épouse, Mme Meynaud-Zographos, Michel Meynaud (fils) et Hélène-Yvonne Meynaud (fille) le 19 octobre 2008 de diffuser toutes les œuvres de Jean Meynaud dans Les Classiques des sciences sociales.]



Courriels :

Mme Meynaud-Zographos (épouse) : meynaud-zographos@orange.fr

Hélène-Yvonne Meynaud (fille) : hymeynaud@free.fr.

Polices de caractères utilisés :

Pour le texte : Times New Roman, 12 points.

Pour les citations : Times New Roman 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 10 points.

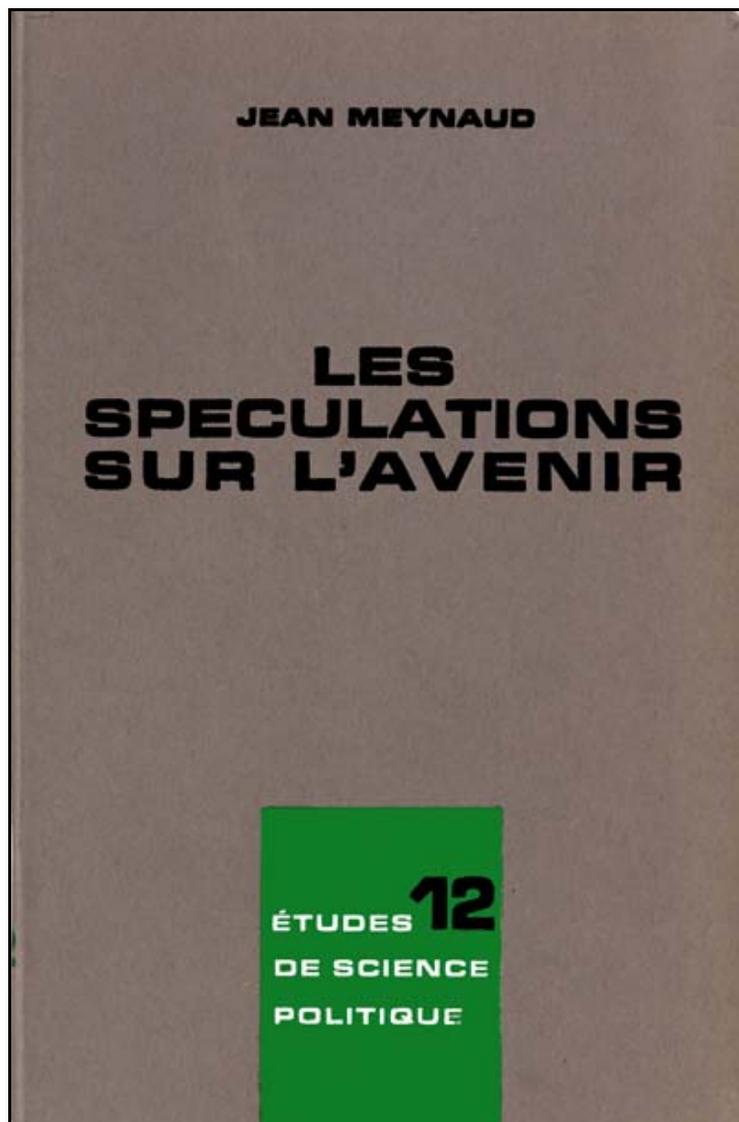
Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2007 pour Windows.

Édition réalisée le 25 juin 2010 et complétée le 28 juillet 2010 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, Québec.

Jean Meynaud
(1965)

Les spéculations sur l'avenir.



Études de sciences politiques, no **12**, 137 p.

[p. 2]

**DANS LA MÊME COLLECTION,
DU MÊME AUTEUR :**

1. *La science politique : fondements et perspectives*, 1960, 228 p., épuisé. Traduction portugaise, Rio de Janeiro, 1960. Trad. serbo-croate, Belgrade, 1960.
2. *Technocratie et politique*, 1960, 116 p., épuisé. Traduction espagnole, Barcelone-Caracas, 1964. Traduction italienne, Bologne, 1965.
3. Les groupes de pression internationaux, 1961, 560 p.
4. *Destin des idéologies*, 1961, 164 p. Traduction espagnole, Barcelone-Caracas, 1964. Traduction italienne, Bologne, 1964.
5. *Les Savants dans la vie internationale* (éléments pour un auto-portrait) en coll. avec B. Schröder, 1962, 224 p.
6. *Planification et politique*, 1963, 192 p. Traduction italienne, Milan, 1963.
7. *Études politiques vaudoises*, sous la direction de Jean Meynaud, 1963, 320 p.
8. *Les consommateurs et le pouvoir*, 1964, relié, 624 p.
9. *Rapport sur la classe dirigeante italienne*, 1964, 368 p., épuisé. Traduction italienne, Milan, en préparation.
10. *Les forces politiques en Grèce*, par Jean Meynaud, assisté de P. Merlopoulos et G. Notaras, 1965, 530 p. Traduction grecque, Athènes, en préparation.
11. *La Migros et la politique : l'Alliance des Indépendants*, en coll. avec A. Korff, 1965, 352 p. Traduction allemande, Zürich, en préparation.

EN PRÉPARATION :

Les partis politiques vaudois.

Sport et politique.

[p. 136]

AUTRES OUVRAGES DE JEAN MEYNAUD

Bibliographie internationale de science politique (rédacteur en chef, années 1952-1959), UNESCO, 1954-1961.

Politique économique comparée, Paris, Les Cours de Droit, 1955 1210 p.

La science politique au XX^e siècle, Lausanne, 1956, 64 p., épuisé.

Aspectos Atuais da Emprêsa pública na França, Rio de Janeiro, 1957, 88 p.

Les groupes de pression en France, Paris (FNSP), 1958, 372 p., épuisé.

Introduction à la science politique, Paris (FNSP), 1959, 376 p., 2^e éd. Traduction espagnole, Madrid, 1959, 2^e éd.

L'élaboration de la politique économique, Aix-en-Provence, 1959, 228 p. Traduction espagnole, Madrid, 1961.

Les groupes de pression, Paris (QS), 1960, 128 p., 3^e éd. Traduction espagnole, Buenos-Aires, 1962. Traduction portugaise, Lisbonne, en préparation.

La médiation : tendances de la recherche et bibliographie (1945-1959), en coll. avec B. Schröder, Amsterdam, 1961, 112 p.

La participation des français à la politique, en coll. avec A. Lancelot, Paris (QS), 1961, 124 p., 2^e éd.

Acheter mieux. L'information objective du consommateur, OECE, 1961, 144 p. Traduction anglaise, OECE, 1961.

Nouvelles études sur les groupes de pression en France, Paris (FNSP), 1962, 468 p.

Les attitudes politiques, en coll. avec A. Lancelot, Paris (QS), 1962, 128 p., 2^e éd. Traduction en langue catalane, Barcelone, 1964. Traduction espagnole, Buenos-Aires, en préparation.

L'action syndicale et la Communauté Économique Européenne, Lausanne, 1962, 70 p., épuisé.

[p. 137]

Les organisations professionnelles en Suisse, avec le concours de A. Korff, Lausanne, Payot, 1983, 344 p.

La révolte paysanne, Paris, Payot, 1963, 310 p. Traduction espagnole, Madrid, en préparation.

I gruppi di pressione in Italia e Francia, en coll. avec C. Risé, Naples, ESI, 1963, 140 p.

Le syndicalisme africain, en coll. avec A. Salah-Bey, Paris, Payot, 1963, 264 p. Traduction italienne, Milan, 1963. Traduction anglaise, Londres, en

préparation. Traduction espagnole, Madrid, en préparation.

La technocratie : mythe ou réalité Paris, Payot, 1964, 300 p. Traduction italienne, Bari, en préparation. Traduction espagnole, Madrid, en préparation. Traduction anglaise, Londres, en préparation.

Problemas ideologicos del siglo XX, Barcelone, Ariel, 1964, 416 p.

[p.135]

Table des matières

[Index](#)

[INTRODUCTION](#)

PREMIÈRE PARTIE :

TYPOLOGIE DES SPÉCULATIONS SUR L'AVENIR

- I. *La fuite en avant*
- II. *Le culte de l'avenir*
- III. *L'attitude prospective*
 1. *Mécanisme de la prospective*
 2. *Ambiguïté de la prospective*
- IV. *L'art de la conjecture*
 1. *Fondement de la démarche*
 2. *Mécanismes de la prévision*
- V. *L'annonce du socialisme*

DEUXIÈME PARTIE

PORTÉE DES SPÉCULATIONS SUR L'AVENIR

- I. *Principe d'interprétation*
- II. *Étude de l'avenir*
 1. *Transformations sociales et changement politique*
 2. *Modification du comportement politique*
 3. *Politique et technique*
 4. *Intervention des savants*
 5. *Rôle de la science politique*
 6. *Évolution des rapports internationaux*
 7. *Position de l'Europe*
- III. *Utilisation de l'avenir*
 1. *Fondement de l'avenirisme*
 2. *Contenu socio-politique de l'avenirisme*
 3. *Sens de l'avenirisme*

[Conclusion](#)

[p. 131 à 134]

INDEX[Retour à la table des matières](#)

Allais, M.
 Amis, K.
 Antonelli, E.
 Armand, L.
 Aron, R.
 Arzoumanian, A.
 Aumont, M.
 Avril, P.

 Baade, F.
 Baby
 Barets
 Barjonet, A.
 Barlow, G.
 Barnes, C.
 Barrat Brown, M.
 Bastie, J.
 Baudry, B.
 Bauer, C.-F.
 Baumier, J.
 Bazelon, D.-T.
 Beaufre, (général)
 Behrendt, R.F.
 Belin-Milleron, J.
 Bell, D.
 Belleville, P.

 Berger, G.
 Bergier, J.
 Bertaux, P.
 Bessy, M.
 Beville, G.
 Bloch-Morhange, J.
 Boisdé, B.
 Bourbon-Busset, J. de
 Bouvier, J.
 Bromberger, S.
 Burnham, J.

 Caillois, B.
 Calder, N. (ed.)
 Carder, R.
 Carstairs, G.M.
 Cartier, R.
 Cavallari, A.
 Cazeneuve, J.
 Charon, J.E.
 Clarke, A.C.
 Cheverny, J.
 Coeren, J.
 Cook, F.J.
 Couffignal, L.
 Courtin, B.
 Crosland, C.A.R.
 Crossmann, R.H.S.
 Crozier, B.
 Crubellier, M.
 Curien, G.

 Daniel, J.
 David, A.
 Davies, J.-C.
 Dean, C.
 Debatisse, M.
 Debuyst, F.
 Delouvrier, P.
 Delruelle-Vosswinkel, N.
 Denno, T.
 Denny, L.
 Dieterlen, P.
 Donnat, L.
 Drancourt, M.
 Drouin P.
 Dru, J.
 Drucker, P.
 Dubarle, D.

- Duboin, J.
Dubois, M.
Duchet, R.
Duclos, J.
Dupré, J.-S.
Duverger, M.
- Ellul, J.
- Fabre-Luce, A.
Farine, P.
Flacelière, R.
Flechtein, O.K.
Fossaert, R.
Fourastié, J.
Frayet, H.
Friedländer, S.
Friedman, M.
Friedmann, C.
Frish, A.
- Gabor, D.
Gagliardi, J.
Gauquelin, M.
Goldschmidt, B.
Gordon, T.-J.
Gouchtchev, S.
Gowing, M.
Grandmoujine, J.
Gravier, J.F.
Criotteray, A.
Grodzins, M.
Gros, A.
Gruber, R. (ed.)
Grüling, W.
Gurvitch, G.
- Haas, E.
Hailsham (lord)
Haldane, J.B.S.
Hall, P.
Hamon, L.
Helmer, O.
Hetman, F.
Hoffmann, S.
- Hogben, L.
Hoggart, R.
Huxley, A.
- Idiart, P.
- Janne, H.
Jay, D.
Jeanneau, B.
Jouvenel, B. de
Jünger, E.
Jungk, R.
- Kleiman, R.
Knief, J.
Koestler, A.
- Lacouture, J.
Lakoff, S.-A.
Laleuf, A.
Lane, R.E.
Lasswell, H.
Latil, P. de
Lauré, M.
Lazard, D.
Le Brun, P.
Leclercq, J.
Leonard
Lerner, M.
Lewinsohn, R.
Lippmann, W.
Low, A.-M.
Luard, E.
- Mallet, S.
Marsh, D.C.
Massenet, M.
Mayer, C.-L.
Means, G.C.
Melchior de Molènes, C.
Mendel, E.
Mendras, H.
Michel, A.
Minguet, R.
Morsa, J.

Mottez, B.
Mottu, P.
Muller, H.
Mumford, L.
Mury, A.

Nathan, R.
Naville, P.
Nossiter, B.D.

Ogly, A.
Oppenheimer, R.
Orwell, G.
Oulif, J.

Packard, V.
Paillet, M.
Papon, M.
Pascal, J.
Pauwels, L.
Perroux, C.
Philip, A.
Piatier, A.
Piel, J.
Piganiol, P.
Pilliet, G.
Polak, F.L.
Poperen, J.
Postan, M.
Prat
Prévoist, R.

Quilliot, R.

Rabinovitch, E. (ed.)
Rathenau, W.
Reed, E. (ed.)
Reuther, W.
Rigaud, J.
Rocheblave-Spenlé, A.-M.
Romains, J.
Romier, L.
Rotblat, J.
Rousseau, P.

Russel, B.
Sartori, G.
Sartre, J.-P.
Sauvy, A.
Schmidt, A.
Servan-Schreiber, J.-J.
Shanks, M.
Sidianski, D.
Simiand, F.
Simon, M.
Snow, C.P.
Sousbie, A.
Stroumiline, S.
Szilard, L.

Texier, G.
Thomson, G.
Thorbecke, W.J.
Thorez, M.
Titmuss, R.M.
Tondriau, J.
Touraine, A.
Tournier, G.
Toynbee, A.

Uri, P.

Vallée-Poussin, E. de la
Vallon, L.
Van Lier, H.
Vassiliev, M.
Vedel, G.
Vermot-Gauchy, M.
Villecourt, L.
Vimont, C.
Vincent, R. de

Waldeck-Rochet
Ward, B.
Wolff, J.
Wolstenhole, G. (ed.)
Woodbury, D.O.

Young, M.

[p. 5]

INTRODUCTION

[Retour à la table des matières](#)

CET ESSAI a pour objet l'analyse et l'interprétation des travaux consacrés à la prédiction de l'avenir. Ayant effectué un vaste dépouillement bibliographique à des fins professionnelles (notamment pour la préparation de séminaires tenus à l'Université de Lausanne et de chroniques destinées à la Revue Française de Science Politique), il m'est apparu souhaitable de dresser un bilan systématique de ces lectures, principalement sous l'angle de l'analyse politique.

À un petit nombre d'exceptions près, les ouvrages et documents retenus à ce titre sont des travaux publiés en langue française (version originale ou traduction) au cours des années récentes. Il ne s'agit donc pas d'étudier la place générale de la réflexion sur l'avenir dans les sciences humaines mais de caractériser et d'évaluer le rôle de ce thème à l'époque présente et dans un pays déterminé. Je n'ai pas cherché à vérifier si les tendances observées en France se manifestent de la même manière et avec une égale intensité dans les autres pays.

L'objectif de cet essai n'est pas d'apporter une contribution originale à la prévision sociale en général et à la prévision politique en particulier. Il est simplement de répertorier, de façon critique il est vrai, les positions d'ordres théorique et pratique prises en ce domaine. Ce petit livre relève donc de la même inspiration qu'un précédent essai sur le Destin des idéologies dont il constitue, en quelque mesure, un prolongement ou un complément.

[p. 6] L'analyse du futur constitue depuis quelques années un exercice intellectuel à la mode : elle suscite la publication, en quantité croissante, de livres et d'articles dont les auteurs s'efforcent de percer les secrets de demain. D'abord centrées sur les problèmes économiques et démographiques, ces études abordent désormais, à titre principal ou accessoire, l'évolution des systèmes et comportements politiques nationaux. C'est exclusivement de ce dernier aspect, certainement le plus fragile et sujet à caution, qu'il sera rendu compte dans cet essai.

De telles préoccupations ne sont certes pas propres à notre époque. Tout au long de l'histoire, les hommes ont tenté d'avoir la révélation de l'avenir. L'examen des rapports entre la divination et la politique, notamment dans l'antiquité grecque, établit que les gouvernants ont rapidement su utiliser à leur profit cette

*prédisposition*¹. Cependant, bien que subsiste le prestige des horoscopes individuels², un trait particularise les essais actuels d'anticipation : la volonté d'annoncer à l'avance les tendances et orientations générales de la vie sociale.

Pour répondre à ce besoin de connaissance du destin collectif, le sociologue risque d'être conduit, de plus ou moins bon gré, à assumer les fonctions de devin social. Il faudrait donc savoir si, appliquée à la détermination de l'avenir politique, la méthode expérimentale, dont les adeptes de la prospective mettent, au moins sur le papier, quelque complaisance à se réclamer, possède une plus grande portée que la consultation des entrailles des poulets ou de la boule de cristal. En considérant le cimetière de fausses prophéties auquel a jusqu'à présent abouti dans tous les domaines (y compris la démographie) le désir de spéculer sur l'avenir, il semble a priori difficile de manifester beaucoup d'optimisme.

La propension actuelle aux spéculations sur l'avenir est en une large mesure le résultat d'une mode d'inspiration équivoque (succès des ouvrages d'anticipation), mais elle dépend aussi de mobiles plus profonds dont il nous manque encore [p. 7] une interprétation systématique³. Il ne sera pas inutile, en commençant, de donner une idée, même incomplète, de la variété des milieux où se manifestent de telles préoccupations⁴.

*

* *

¹ Pour une brève présentation de ces pratiques, se reporter à FLACELIÈRE (R.), *Devins et oracles grecs*, Paris, Presses Universitaires, 1961 (Que sais-je ? n° 939). Intéressante présentation du phénomène mais d'esprit journalistique dans : LEWINSOHN (R.), *La révélation de l'avenir*, De Babylone à Wall Street, traduit de l'allemand, Paris, Gallimard, 1960.

² Au titre de l'exploitation de l'angoisse humaine, signalons qu'une enquête faite aux États-Unis en 1953 pour la seule astrologie a dénombré trente mille professionnels, vingt magazines spécialisés (dont l'un tirant à 500.000 exemplaires) et 2.000 périodiques publiant une rubrique d'horoscopes ; à Paris, 100.000 personnes consultent chaque jour six mille devins (voyantes ou cartomanciennes) : d'après Roger CAILLOIS, *Les jeux et les hommes*, Paris, Gallimard, 1958, p. 81. Voir aussi comme témoignages, entre des dizaines d'autres, de l'exploitation littéraire de ce filon : BESSY (M.), *Bilan de la magie*, Paris, Albin Michel, 1964 ; TONDRIAU (J.), *L'occultisme*, Bruxelles, Marabout Université, 1964, et GAUQUELIN (M.), *L'astrologie devant la science*, Paris, Encyclopédie Planète (1965). La troisième partie de l'ouvrage de Gauquelin est intitulée « Naissance d'une science des influences cosmiques ».

³ G. BERGER a rencontré ce problème sans cependant le traiter de manière systématique : voir en particulier les textes présentés dans le recueil posthume, *Phénoménologie du temps et prospective*, Paris, Presses Universitaires, 1964, pp. 218-275.

⁴ Sans avoir l'intention de décerner un brevet d'antériorité, observons que, dès 1947, Jean FOURASTIÉ publiait *La civilisation de 1960* (Que sais-je ? n° 279), l'ouvrage étant présenté depuis la troisième édition sous le titre de *La civilisation de 1975*. Notons aussi que, dès 1956, le même auteur publiait, en collaboration avec Claude VIMONT, une *Histoire de demain* (Que sais-je ? n° 711). Mais dès 1952 avait été offerte au public français la traduction d'un « essai prophétique » britannique : Low (A.-M.), *C'est arrivé après-demain*, Paris, Corrêa. Signalons sous la plume de Pierre ROUSSEAU une *Histoire de l'avenir*, Paris, Hachette, 1959 (plus orientée vers l'étude des transformations techniques que vers l'analyse des changements sociaux).

C'est ainsi que la Fondation Ciba a organisé un symposium réunissant vingt-sept savants en vue d'étudier les implications pour l'homme de la recherche biologique, celle-ci paraissant désormais susceptible de bouleverser tous les aspects de notre vie : l'un des participants, le biologiste anglais J.B.S. Haldane y présenta un rapport sur les possibilités biologiques de l'espèce humaine pendant les dix mille prochaines années¹. Le Centre Catholique des Intellectuels Français a consacré sa semaine de 1963 à quelques-uns des problèmes que posent aux consciences chrétiennes la notion même de l'avenir et les concepts qui lui sont liés (notamment celui du progrès) : une section du programme était réservée à l'avenir de l'Église². Les Rencontres Internationales de Genève ont fait porter leur session de 1964 sur les conditions d'existence dans le monde de demain³. Les coopératives de consommation se sont efforcées d'entrevoir la situation du mouvement coopératif en 1980⁴. Près de quatre cents jeunes dirigeants de l'économie se sont rassemblés à Paris pour débattre de l'état de l'Europe en 1985⁵. La Nouvelle Société Helvétique a publié un ouvrage sur l'avenir de la Suisse qui débute par l'affirmation que ce pays est inséré dans les circuits mondiaux et que « sa respiration est universelle »⁶.

Les essais de prédiction de l'avenir sont désormais soumis au grand public ainsi qu'en témoigne la série d'articles d'anticipation parus dans Le Figaro sous la signature de S. Bromberger et qui viennent d'être réunis en un volume⁷. L'Encyclopédie Planète a édité une version française du livre d'Arthur C. Clarke, Profiles of the future : déclarant impossible de prédire le futur, Clarke s'attache en cet ouvrage de science-fiction à « définir des limites à l'intérieur desquelles reposent

¹ WOLSTENHOLE (G.), ed., *Man and his future*, A Ciba Foundation volume, Londres, Churchill Ltd, 1963.

² *L'avenir*, Semaine des intellectuels catholiques (6 au 12 décembre 1963), Paris, Fayard, 1964.

³ Texte des exposés et compte rendu des débats in : *Comment vivre demain ?* Neuchâtel, La Baconnière, 1964, le style et le niveau des Rencontres de Genève rappelant à s'y méprendre ceux des conférences des Annales. On trouvera dans cette livraison une communication assez creuse de R. Oppenheimer et une conférence, pas très originale mais plaisante, de R. Cartier. À tout prendre, on trouve bien plus d'éléments d'information dans des ouvrages moins prétentieux tels que : CALDER (Nigel), cd., *The world in 1984*, 2 vol., Penguin Books, 1965 (reproduction d'articles initialement publiés dans le périodique *New Scientist*).

⁴ Numéro spécial de la revue *Coopération*, avril-mai 1964.

⁵ « En 1985 quelle Europe ? » *Professions*, Cahiers du Centre Chrétien des Patrons et Dirigeants d'Entreprise Français, numéro spécial, janvier-février 1964.

⁶ *La Suisse face à l'avenir*, Interrogations d'un petit pays, Annuaire de la NSH (édition internationale), 1963 (ouvrage constituant surtout une apologie des pratiques actuelles, en particulier dans l'ordre de la politique sociale).

⁷ *En 1990*, Paris, Fayard, 1964. Comme exemples antérieurs d'anticipation journalistique, on peut mentionner : JUNGK (R.), *Le futur a déjà commencé*, traduit de l'allemand, Paris-Grenoble, Arthaud, 1953, ainsi que BERGIER (J.), LATIL (P. de), *Visa pour demain*, Paris, Gallimard, 1954 (spécialement le chapitre XVI, « Vers la mécanocratie ») ; GRÜLING (W.) : *Le monde dans cinquante ans*, traduit de l'allemand, Paris, Amiot-Dumont, 1955 ; Voir aussi : ROUSSEAU (P.), *La science du XX^e siècle*, Paris, Hachette, 1964 (en fait deuxième édition revue d'un ouvrage publié sous le même titre en 1954).

[p. 8] *des futurs possibles* »¹. Ce genre d'exercice intellectuel est également pratiqué dans les pays communistes comme le montrent les réponses faites par vingt savants soviétiques à une enquête sur la science et la technique du siècle prochain².

*

* *

La difficulté initiale de cet essai est de sélectionner dans une aussi vaste production les travaux ayant une portée directe ou indirecte pour l'analyse politique, celle-ci comportant, bien entendu, l'étude du combat idéologique. S'il est à la rigueur possible d'ignorer ici les ouvrages relatifs aux techniques de la prévision et de la planification économiques³, le même principe ne saurait être appliqué à l'égard de ceux traitant de l'évolution sociale car les facteurs dégagés à ce titre sont susceptibles d'influencer les comportements politiques.

Ce travail, dont l'extraordinaire aplomb des prophètes et autres inventeurs du futur justifie la présentation au public, comprendra deux parties : l'une consacrée à l'examen des principaux types de spéculation sur l'avenir, l'autre à l'analyse de la signification de ces démarches sous l'angle de la théorie et de la pratique politique.

¹ *Profil du futur*, traduit de l'anglais, préface par Henri Prat, Paris, Encyclopédie Planète, 1964. L'ouvrage se termine par un « tableau du futur » qui, selon l'auteur, « ne doit pas ... être pris trop au sérieux » et dont le point terminal est l'an 2100. Quatre grands phénomènes caractérisent cette date : rencontre avec des extra-terrestres ; cerveau mondial ; génie astronomique ; immortalité. Sur le sens et la portée de la science-fiction, voir Amis (K.), *L'univers de la science fiction*, traduit de l'anglais, Paris, Payot, 1962. Pour une critique marxiste de la littérature des cauchemars cosmiques en tant qu'« arme idéologique délétère de la réaction », voir : OGLY (Arab), « Le cauchemar cosmique dans la littérature de science-fiction », *La Pensée*, avril 1962, pp. 68-90.

² GOUCHTCHEV (S.), VASSILIEV (M.), *La vie au XXI^e siècle*, traduit du russe, Paris, Buchet-Chastel, 1964.

³ C'est le cas, en dépit de son titre général, de l'ouvrage de WOLFF, *La prévision*, Domaine, méthodes, résultats, Paris, Berger-Levrault, 1963. Le livre contient toutefois pp. 20-29 une brève analyse critique des prévisions qualitatives à long terme (utopie, prospective, futurisation) qui se rattache à notre propos. On trouvera une bonne analyse des méthodes actuellement utilisées en matière économique in : PIATIER (A.), *Statistique et observation économique*, 2 tomes, Paris, Presses Universitaires, 1961 (au titre de la prévision, voir surtout le tome second).

[p. 9]

I

TYPOLOGIE DES SPÉCULATIONS SUR L'AVENIR

[Retour à la table des matières](#)

L'OBJET de cette première partie est d'analyser les principales tendances qui se manifestent dans les spéculations sur l'avenir. La classification adoptée à cet égard repose sur une interprétation personnelle des travaux retenus. Ayant pour conséquence d'accentuer les différences entre les divers types de réflexion, cette présentation soulèvera certainement des objections. Mais, par suite de la confusion intellectuelle qui caractérise cette matière – confusion qui est l'un des facteurs du succès remporté par ces spéculations – il serait impossible d'en effectuer une présentation cohérente sans quelque essai de systématisation.

I. LA FUITE EN AVANT

Cette expression désigne les prédictions qui constituent manifestement la simple projection dans l'avenir des positions et souhaits de leurs auteurs. Insatisfaits de la situation présente, ceux-ci pronostiquent, comme s'il s'agissait d'une évolution inéluctable, la réalisation de changements susceptibles de corriger les défauts actuels. Il est rare que les conditions et modalités du passage d'un état social à l'autre fassent l'objet d'une formulation quelconque, les prophéties de cet ordre reposant sur des affirmations vagues et incontrôlables comme la « mutation du capitalisme » ou l'avènement du « néo-capitalisme ».

Typique de cette conception est l'ouvrage de Jacques Le-[p. 10] clercq, *La révolution de l'homme au XX^e siècle*¹. Selon lui, nous allons « vers un monde

¹ Tournai, Casterman, 1963. Relève de la même tendance l'ouvrage de CRUBELLIER (M.), *Un civisme pour notre temps*, Casterman, 1964.

d'égaux », les signes de différenciation sociale n'ayant cessé de s'atténuer dans les pays les plus évolués : ainsi après avoir franchi l'étape qui mène « de l'égalité juridique à l'égalité sociale », nous dirigeons-nous « vers une société fondée sur le travail ». Au total, il devient possible d'affirmer que la société sans classes est en vue ¹.

Quant au problème politique, J. Leclercq estime qu'il ne joue pas un rôle considérable dans l'univers du XX^e siècle : notons toutefois qu'il donne pour preuve de l'apaisement des controverses politiques depuis 1945 l'acheminement progressif de l'Amérique latine vers une sorte de « régularité parlementaire ». Considérant qu'il y a une grande partie de vérité dans les idées de Burham, Leclercq souligne la nécessité de « mettre à tous les postes décisifs des hommes doués des compétences voulues » ².

Un tel simplisme est proprement désarmant. On a mentionné ce livre parce qu'il montre, de manière presque caricaturale, les exagérations et approximations auxquelles conduit l'adoption, sans vérification critique, des thèses sur l'arrivée de la « société opulente ». C'est là pourtant un trait fort répandu comme le montre la lecture d'autres travaux témoignant, en apparence, d'une bien plus grande ambition.

C'est notamment le cas d'un texte dit « Le manifeste des cinq » que ses premiers signataires ont présenté comme des « propositions pour servir de base à une réflexion concertée sur l'organisation, le rôle et les objectifs de la France à l'aube du vingt et unième siècle » ³. Il faut dire d'emblée que la grandiloquence du ton n'a d'égale que l'indigence du contenu et l'imprécision des choix (ainsi à propos de la supranationalité).

Ce manifeste est d'abord un assemblage de lieux communs dont le lecteur de cet essai ne saurait avoir une juste idée sans quelques exemples : « À l'aube du vingt et unième siècle, le nouvel élément décisif est l'approche de l'unité terrestre ; ... il faut éclairer la décision ; ... en matière d'éducation, il faut aussi partir de la notion des besoins futurs ; ... la France [p. 11] fait partie d'un ensemble de nations, elle ne peut et ne doit pas faire cavalier seul ; ... à l'échelle de l'individu, il s'agit de tirer parti de l'accélération industrielle et de l'expansion illimitée des ressources énergétiques qui placent des milliers d'esclaves mécaniques à la disposition de chacun... ». Il n'est pas

¹ Louis Vallon affirme de son côté que « plus que l'action des groupes sociaux, l'évolution technique a contribué à une véritable érosion des puissances bourgeoises traditionnelles. Le développement de la consommation de masse a amorcé une promotion des classes populaires, au sein desquelles nombreux sont ceux qui souhaitent voir les affaires de l'État bien gérées » (in *Le grand dessein national*, Paris, Calmann-Lévy, 1964, p. 211).

² « Nos problèmes, plus techniques que politiques, comportent en général une bonne solution, celle que définissent des gens compétents » (VALLON, *op. cit.*, pp. 212-213). Dans le même sens, R. BOISDÉ, affirme (*Pour une modernisation de la politique*, Paris, Plon, 1962, p. 91) que les programmes des formations traditionnelles, qu'elles soient de droite ou de gauche, tendent à être interchangeables et que les propositions de celles-ci ne sont plus séparées que par « des préjugés et des routines ... surannées ».

³ RIGAUD (J.), *Débat sur la France de demain*, Le manifeste des Cinq et les commentaires des Cent, Paris, Julliard, 1961.

difficile d'imaginer l'absence de qualité et d'originalité des anticipations établies à partir de telles platitudes.

Mais ce texte (dont l'un des rares choix précis est l'option pour une force de frappe nationale) offre aussi de nombreux exemples de fuite en avant. En voici un concernant la condition sociale : « L'égalisation par le haut est réalisable, et donc la suppression du prolétariat. Cette égalisation doit être réalisée dans les pays occidentaux, mais aussi dans les pays sous-développés ». Même manière, totalement dépourvue de portée pratique, d'aborder les problèmes dans l'ordre de la politique économique : « Le Plan ne peut évidemment pas tout régler, mais ses indications doivent être impératives. C'est le seul moyen d'éviter le gaspillage qui est une des plaies de notre temps ».

Égalisation effective de la condition humaine, réalisation d'une planification impérative (c'est-à-dire d'une planification tout court) : ces objectifs méritent de retenir l'attention, mais il n'est pas sérieux d'y faire référence en omettant de dire que leur accomplissement est subordonné à une transformation profonde des structures socio-économiques du pays et, en particulier, à la destruction du pouvoir de l'argent. La fuite en avant c'est aussi, de tels exemples le montrent bien, le refus d'affronter les réalités. À ce niveau, les spéculations sur l'avenir sont pur verbalisme : c'est un aspect de ce progressisme mondain si bien considéré dans le 16^{ème} arrondissement.

Retenons en tout cas de cet exemple la propension des auteurs d'anticipation sociale à interpréter le futur en fonction de leurs idées ou aspirations personnelles (ainsi l'affirmation du manifeste des cinq que les impératifs de son développement économique et de sa défense – mais pourquoi passer sous silence le désir de sauvegarder l'ordre social existant ? [p. 12] – maintiendront la France pendant longtemps encore dans le camp atlantique). Il est à peine besoin d'écrire qu'un tel unilatéralisme ne plaide guère en faveur de l'aptitude des auteurs à exposer une vue sereine de l'évolution politique du monde ¹.

*
* *

L'audace intellectuelle des auteurs de telles anticipations est illimitée. Il suffit pour s'en convaincre de lire les propos de Didier Lazard sur la rencontre des civilisations ². Selon lui, les civilisations convergent dans trois directions : vers une

¹ On aura une juste idée de ce que deviennent de telles spéculations au niveau de la polémique journalistique en examinant l'ouvrage de Jean GRANDMOUGIN, *Dictionnaire de la France de demain*, Paris, Éditions France-Empire, 1965. Les observations faites sur la politique sont de pure inspiration poujadiste : « Fin des politiciens. La politique d'antan est dépassée. La partisanerie n'a plus cours. Depuis que les tables sont rondes, l'exploitation des conflits à des fins politiques frise l'escroquerie. La politique aura trop longtemps consisté à poser les questions de travers » (p. 125).

² *Convergence des civilisations actuelles*, Essai de sociologie prospective, Neuchâtel, La Baconnière, 1963. Dans le même ordre d'idées, voir les considérations de G. CURIEN sur la « courbure de l'espace » et « l'extension de la conscience » in *La morale en politique*, Paris, Plon, 1962, pp. 105-137. L'auteur y présente des « vues sur l'avenir (qui) se différencient à la fois de l'existentialisme et

économie de bien commun ; vers un collectivisme humaniste ; vers une montée de conscience universelle. Ce travail, placé par son auteur sous le pavillon de la prospective, a pour seul intérêt de représenter, sans aucune subtilité, le courant, généralement mieux avisé et mieux informé, du dépassement des idéologies.

Il paraît légitime de rapprocher de la fuite en avant un courant à tendance utopique qui nous présente la vision d'un monde – celui de 1980 ou de l'an 2000 peu importe – fonctionnant désormais de manière harmonieuse et pour le commun profit de tous les hommes ¹. Il est fréquent que ces travaux, dont les auteurs se déclarent volontiers indifférents aux « ismes », s'inspirent du schéma de l'économie distributive. La faiblesse de ces livres est qu'ils supposent le problème résolu et ne nous donnent jamais d'indications précises sur le passage de l'état présent à la situation idéale ². Il n'est pas non plus très facile de suivre les adeptes de ces projets quand leur idée de départ consiste, pour reprendre l'expression d'H. Muller, dans la réalisation d'une « révolution sans perdants » ³.

Ces utopies ont toutefois le mérite de proposer aux hommes des modes d'organisation qui, s'ils étaient applicables, seraient capables de les tirer de leurs ornières et de les soulager de leurs misères. Il n'est guère possible de considérer de la même manière les ouvrages qui, faisant l'apologie des [p. 13] institutions et mécanismes dont l'humanité a tant souffert, nous proposent en somme d'entrer dans l'avenir à reculons. Tel est le cas d'un ouvrage de Charles-Léopold Mayer qui, réfléchissant sur le destin de l'homme, déclare qu'il ne saurait y avoir de progrès sans concurrence et que la concurrence ne saurait exister sans admission de l'inégalité ⁴. Mayer écrit que « le système capitaliste est une conséquence logique du droit de

du marxisme, tout en s'apparentant de quelque manière à l'un et à l'autre ». En voici un spécimen : « L'évolution se fera sans doute vers une plus grande cohésion sociale. Cohésion qui ne s'affirmera pas d'une manière régulière, qui procèdera plutôt par éclatements et refusions, mais cohésion qui se fera, dans l'harmonie ou la douleur » (p. 136).

¹ À titre d'exemple de ce courant, voir le dernier ouvrage de Jean FOURASTIÉ, *Les 40.000 heures*, Paris, Laffont-Gonthier, 1965 (premier volume d'une nouvelle collection dite « Inventaire de l'avenir »). L'auteur, tout en témoignant de certaines inquiétudes quant à notre avenir social lointain, croit possible d'étudier l'humanité du XXI^e siècle, c'est-à-dire d'un monde connaissant une situation d'abondance économique. Estimant que cette humanité accèdera au socialisme, il précise toutefois qu'« en fait, la plupart des problèmes qui intéresseront l'homme de l'avenir ont peu de rapports avec la propriété privée des moyens de production » (p. 27). L'appropriation privée des biens de production étant foncièrement liée à une situation de rareté relative, il me paraît difficile d'envisager le fonctionnement d'une économie d'abondance et, encore plus, le passage à une telle économie dans le respect des privilèges de la propriété, même « estompés ». Voir à ce propos l'ouvrage de BAZELON (D.T.), *The paper economy*, New York, Random House, 1959. L'auteur y soutient que l'économie américaine pourrait dès maintenant apporter l'abondance aux habitants de ce pays mais que le mouvement est freiné et compromis par les préoccupations financières et comptables des managers.

² Voir par exemple : LEONARD, *Demain*, La vie quotidienne en 1970, Neuchâtel, La Baconnière, 1963.

³ H. MULLER annonce la publication d'un volume *L'an 2000* dans lequel il exposera un modèle de civilisation communautaire et solidaire.

⁴ *L'homme face à son destin*, Paris, Rivière, 1964.

propriété et du droit d'association, lesquels résultent des principes mêmes de la liberté individuelle » et il ajoute que « les crises économiques sont nécessaires pour rétablir l'équilibre en pénalisant l'extravagance et l'imprévoyance »¹. Nous voici donc invités à considérer l'époque de Louis-Philippe et l'ère de la reine Victoria comme celles de l'accomplissement optimal de la destinée humaine.

On s'en voudrait presque de citer de tels anachronismes si le Conseil National du Patronat Français – oublieux des services que lui ont rendus le capitalisme d'État et le système de programmation indicative – n'avait jugé utile d'adopter et de publier en date du 19 janvier 1965 une charte de l'économie libérale de contenu strictement manchestérien. Dans ce document, le patronat, qui s'estime aujourd'hui en position de force (liaison avec la thèse du déclin des idéologies), repousse de manière éclatante les tendances favorables à une certaine redistribution du pouvoir économique privé. Il est douteux que ce retour au « maître de forges » aboutisse à une consolidation définitive des prérogatives patronales dans un pays où le prestige des hommes d'affaires ne semble pas très élevé. Le manifeste en tout cas présente l'avantage de clarifier la situation².

II. LE CULTE DE L'AVENIR

[Retour à la table des matières](#)

Bien proche de la précédente, cette tendance, probablement plus mystificatrice encore, comporte une caractéristique particulière : la propension de ses partisans à faire état d'une [p. 14] rupture fondamentale dans l'évolution de l'humanité ou, si l'on préfère, à voir dans l'opposition entre le passé et l'avenir (l'« en-arrière » et l'« en-avant ») le principe du conflit essentiel de notre temps. Face aux transformations en train de s'accomplir, l'expérience lentement accumulée par les générations précédentes n'apporte plus que des critères fallacieux (ainsi les notions de droite et de gauche). Élément de l'idéologie technocratique, cette apologie de l'avenir – un avenir qui, de lui-même, apporte aux hommes la faculté de résoudre les difficultés et tensions anciennes – souligne l'absolue nécessité de découvrir de nouvelles manières d'agir et de penser. Cette transformation radicale est spécialement indispensable dans le secteur de la politique où continuent de s'affirmer les mots d'ordre et préjugés anciens. Encore qu'une telle conception imprègne de nombreux travaux, c'est

¹ *Op. cit.*, pp. 249-250.

² Notons toutefois qu'assez rapidement le CNPF, par la voix de son président, s'est efforcé d'atténuer la portée de cette déclaration en soulignant qu'il n'a jamais fait aucun doute pour le patronat que l'État doit conduire l'économie dans ses grandes orientations (*Le Monde*, 2 mars 1965, p. 18). Il y a donc encore de beaux jours pour la « planification à la française ».

probablement l'ouvrage de Louis Armand et Michel Drancourt, *Plaidoyer pour l'avenir*¹, qui en fournit l'expression la moins nuancée.

Le point de départ du raisonnement – qui, d'ailleurs, constitue à divers égards la base de toutes les spéculations analysées dans cet ouvrage – est l'ampleur et, plus encore peut-être, l'accélération du progrès technique à notre époque. Il en résulte des modifications si profondes qu'elles équivalent à une « métamorphose » : le terme se trouve sous la plume de spécialistes en sciences sociales², mais il est également utilisé par des physiciens et biologistes – ainsi H. Prat pour lequel « la métamorphose de l'homme, commencée depuis des milliers de siècles, prend en ce moment une allure explosive »³. L. Armand et M. Drancourt ne craignent pas de dater avec précision la survenance de ce bouleversement – une précision tout à fait dépourvue de cette ironie malicieuse à la Huxley que les thuriféraires de *Plaidoyer pour l'avenir* feignent d'y trouver : « En moins de six ans, écrivent-ils, nous sommes passés de l'ère du charbon et de l'acceptation de la pénurie (que nous trouvons commode d'appeler [symbole grec₁ *, MB]...) à celle de la possibilité de l'abondance que nous appelons [symbole grec₂ **, MB] »⁴. Passage capital car, si au niveau technique il y a filiation entre [p. 15] ([symbole grec₁] et [symbole grec₂], sur le plan sociologique, les deux époques « portent des potentiels souvent diamétralement opposés »⁵.

Sans entrer dans une discussion approfondie, observons que beaucoup de savants sont hostiles à de tels découpages qui reposent sur une vulgarisation à bon marché de notions insuffisamment précises. L'histoire des techniques – bien plus exigeante que la présentation d'une vue cavalière des civilisations – suggère de n'utiliser qu'avec prudence et longtemps après l'évènement la notion de « mutation technologique ». La plupart des conséquences que l'on attendait d'un soi-disant âge de l'électricité (par exemple un mouvement spontané de décentralisation industrielle) ne se sont pas produites. En somme, il est peut-être prématuré d'évoquer dès à présent la survenance d'un « âge nucléaire »⁶, surtout si l'un des buts de l'opération est de discréditer les

¹ Calmann-Lévy, 1961.

² Ainsi FOURASTIÉ (Jean), *La grande métamorphose du XX^e siècle*, Essais sur quelques problèmes de l'humanité d'aujourd'hui, Paris, Presses Universitaires, 1961. J. Fourastié témoigne en cet ouvrage d'un optimisme exceptionnel quand à l'avenir lointain de l'humanité ; selon lui (p. 51), dans un délai de 300 à 500 ans, règneront comme avant 1750 des conditions économiques et techniques identiques d'un bout à l'autre de la planète.

³ In *Métamorphose explosive de l'humanité*, Paris, Société d'Édition d'Enseignement Supérieur, 1961, vol. II, p. 317. Partisan d'une force internationale, H. Prat estime qu'elle pourra sans doute être réduite à quelques unités d'aviation chargées d'arroser les zones de troubles avec des pulvérisations calmantes (*Ibid.*, p. 308). Ce serait en somme le gouvernement mondial par le moyen des « tranquillisants ».

* [Pour ceux qui possèdent les caractères spéciaux, le symbole est φ_1 , MB.]

** [Pour ceux qui possèdent les caractères spéciaux, le symbole est φ_2 , MB.]

⁴ *Op. cit.*, p. 40.

⁵ *Ibid.*, p. 41.

⁶ L'ouvrage de D. DURABLE (*La civilisation de l'atome*, Paris, Éditions du Cerf, 1962) ne rend pas évident, malgré le vœu de son auteur, que la découverte de l'atome a tout changé. Désireux aussi de promouvoir une « nouvelle façon de penser », l'auteur, tant pour les utilisations pacifiques que militaires de l'énergie nucléaire, ne paraît guère s'écarter des schémas classiques. C'est ainsi qu'il

idéologies traditionnelles en suscitant des espoirs que la suite de l'évolution ne confirmera pas nécessairement.

On peut en dire autant de ceux qui, se fondant sur les incontestables facultés d'endoctrinement et de persuasion qu'apporte la télévision à ses manipulateurs, annoncent déjà l'ère de la « télécratie ». Que la télévision modifie les conditions techniques du gouvernement des hommes et de la propagande politique, c'est certain. Qu'elle constitue un instrument d'action tout puissant sur les attitudes socio-politiques – l'arme absolue en matière électorale, le mode de conditionnement intégral des esprits – c'est bien moins sûr. Il est probable que la télévision trouverait assez rapidement ses limites si, au lieu d'utiliser, en les flattant, les penchants habituels de la nature humaine, elle s'attachait à une œuvre de redressement des perspectives. Croit-on sérieusement, par exemple, que la télévision pourrait en un mois, ou en beaucoup plus de temps, guérir entièrement l'homme de l'antisémitisme et, plus largement des préjugés raciaux ? ¹.

L. Armand et M. Drancourt n'hésitent pas, pour leur part, à préconiser la table rase : « Toutes les idéologies sont périmées, aussi périmées que les structures économique-politiques [p. 16] dont elles sont contemporaines. Elles ont été établies avant la deuxième phase de la révolution industrielle, celle qui ouvre l'ère de l'abondance et de la planétisation » ². Il convient d'observer les phénomènes économiques et sociaux de notre époque en évitant de se référer aux textes de penseurs « respectables mais dépassés ». Le problème est que l'homme trouve « l'état d'esprit indispensable pour mettre en œuvre l'équipement de [symbole grec₂], » : il ne saurait y parvenir qu'en acceptant d'abandonner les principes qui, jusqu'à maintenant, ont inspiré les choix politiques.

Ce conseil pourrait être pris au sérieux si les auteurs nous apportaient une conception de rechange. Mais, prompts à repousser l'acquis intellectuel du passé – sans d'ailleurs légitimer ce refus autrement que par des motifs inconsistants – *Plaidoyer pour l'avenir* est d'un vide absolu quand il s'agit de déterminer les principes susceptibles de guider les hommes en phase [symbole grec₂]. Réserve faite d'assez nombreux « slogans » élémentaires (se mettre à l'échelle des dimensions du nouvel âge pour rester dans la course ; construire pour l'avenir ; décloisonner l'administration ; développer l'« encéphale de la collectivité », miser sur la jeunesse...) on n'y trouve aucune suggestion intéressante pour l'adaptation des structures sociopolitiques aux transformations techniques – problème que pourtant nombre de penseurs de l'époque « paléo-culturelle » ont su poser en des termes qui gardent leur actualité (en commençant par Saint-Simon et Marx à la problématique desquels, d'ailleurs, L. Armand et M. Drancourt rendent involontairement bien des hommages).

n'innove pas beaucoup en déclarant (p. 70) que les doctrines marxistes portent assez largement la responsabilité des obstacles psychologiques entre les deux camps.

¹ On trouvera des vues mesurées et objectives sur ce problème in : CAZENEUVE (J.), OULIF (J.), *La grande chance de la télévision*, Paris, Calmann-Lévy, 1963 (spécialement pp. 157-174).

² *Op. cit.*, p. 17.

La lecture d'un tel ouvrage, qui foisonne de cocasseries¹, apporte certes un argument à ceux qui refusent de prendre au sérieux le péril technocratique. Cependant la perspective change si l'on considère ce livre non comme un élément de révélation de l'avenir, mais au titre de la défense du système établi (capitalisme d'État compris) – défense dont on peut d'ailleurs admettre qu'elle n'est pas dépourvue de considérations opportunistes. Toutes les thèses du « néo-capitalisme » [p. 17] (égalisation des conditions de vie ; dissolution des cloisonnements entre les classes ; établissement de la hiérarchie dans les entreprises sur la base de la qualité des hommes...) y sont reprises sans que les auteurs, oubliant à ce propos l'esprit de la méthode expérimentale, éprouvent le besoin d'en vérifier l'exactitude.

Mentionnons aussi le respect, qui semble bien étrange de la part d'esprits « néoculturels », à l'égard de l'Alliance atlantique : estimant qu'en dépit de leurs « rodomontades » les Français « ont vécu depuis 1945 à l'abri du bouclier américain », L. Armand et M. Drancourt croient devoir invoquer l'impuissance qui nous frapperait « si demain les Américains retiraient leurs troupes d'Europe et la priveraient des garanties qu'ils lui ont prodiguées jusqu'ici »². Une telle affirmation (il serait peut-être préférable d'écrire « abdication ») illustre parfaitement le caractère sélectif et partiel du refus des vieilles idéologies. Au surplus, l'éloge de l'atlantisme est cohérent avec cette autre déclaration que « le profit est un élément normal du bon fonctionnement de la société » même s'il ne doit pas être « le seul critère »³.

Conviés à un effort d'élucidation de l'avenir, nous retombons finalement, en dépit de quelques concessions, aux idéaux de l'époque (ainsi pour la « démocratisation des études ») sur des thèses d'inspiration conservatrice (cas de l'« atlantisme » qui, en divers pays – et notamment en Italie – a contribué à la cristallisation des structures socio-politiques et à la consolidation des privilèges). Il est contradictoire de plaider pour le changement et d'exalter des facteurs artificiels de rigidité sociale comme l'intervention américaine à travers le monde.

*
* *

C'est également autour de cette idée centrale – l'idée que l'espèce humaine est en train d'accomplir une mutation – qu'est organisé l'ouvrage de Pierre Bertaux, *La Mutation Humaine*⁴. Mais, à l'appui de son affirmation, l'auteur n'apporte [p. 18] rien

¹ On pourrait aisément en faire une anthologie. Résistant à cette tentation, nous signalerons seulement la curieuse équation : Technique + Organisation = Culture (p. 153) dont les auteurs tentent de démontrer la véracité par l'exemple de la pollution atmosphérique.

² *Op. cit.*, p. 82.

³ *Ibid.*, p. 123.

⁴ Paris, Payot, 1963. On peut en rapprocher l'ouvrage de VAN LIER (H.), *Le nouvel âge*, Tournai, Casterman, 1962. L'idée de l'auteur est que nous assistons à une mutation d'univers. L'ouvrage entre sans difficulté dans la catégorie du culte de l'avenir aussi bien par la grandiloquence de son style que par le conformisme de ses affirmations. Ainsi, pp. 78-82, « la société sans classe » : nous sommes prévenus que « la technique concrète corrode toute classe, quelle qu'elle soit » et qu'il n'y a pas de place dans le monde où nous vivons pour l'aristocratie stable de l'argent. Il n'aurait certes pas

d'autre que la collection de faits disparates et de portée bien inégale qui depuis plusieurs années déjà alimentent ce type d'anticipation. L'argumentation est en somme banale et l'auteur, qui ne tient aucun compte de la vaste littérature publiée sur la décision politique au cours des dernières années, ne nous épargne même pas le couplet sur la machine à gouverner. Après tant d'autres, il nous montre le Pentagone de Washington et l'État-major soviétique en train de calculer sans répit à l'aide de cerveaux électroniques les perspectives d'une guerre mondiale. P. Bertaux a-t-il vraiment le sentiment, pour ne rien dire des fantaisies et improvisations khrouchtchéviennes, que l'embourbement des États-Unis dans la politique vietnamienne à la fois si différent et si proche de ce que fut le nôtre, découle du verdict des calculatrices électroniques ? Et y a-t-il quelque chose au monde qui, malgré le risque d'un conflit nucléaire, ressemble davantage à l'impérialisme de la belle époque – la méthode des pilonnages diplomatiques amplifiant la technique, encore artisanale, de la diplomatie de la canonnière – que la conduite de l'actuel gouvernement des États-Unis ?

En dépit de ses insuffisances et de son caractère pamphlétaire, la doctrine léniniste apporte bien plus d'éléments pour la compréhension de la politique américaine d'aujourd'hui que le livre de P. Bertaux. Celui-ci conclut son travail en nous demandant d'« avoir de l'avenir dans l'esprit » mais il reconnaît honnêtement que ce conseil est de Talleyrand en 1815. L'idée de l'avenir compte donc parmi les nombreuses idées neuves qui ont déjà beaucoup servi.

III. L'ATTITUDE PROSPECTIVE

[Retour à la table des matières](#)

En mai 1957 était fondé à Paris le Centre International de Prospective pour réaliser « l'étude des causes techniques, scientifiques, économiques et sociales qui accélèrent l'évolution du monde moderne et pour la prévision des situations qui pour [p. 19] raient découler de leurs influences conjuguées ». Le Centre, qui s'est transformé en Centre d'Études Prospectives-Association Gaston Berger au lendemain du décès de celui-ci, édite une revue, *Prospective* (douze numéros parus à ce jour), qui expose la philosophie de l'entreprise et présente des cas d'application ¹.

été inutile que l'auteur nous explique comment il concilie ce propos avec l'existence en Belgique des puissantes dynasties familiales de l'oligarchie financière qui ne paraissent guère gênées ou amoindries par l'arrivée du « nouvel âge ».

¹ Revue publiée par les Presses Universitaires. Voir également le tome XX de *l'Encyclopédie française*, Paris, 1959, troisième partie : « Prospective ». Se reporter aux réflexions de Jean PIEL, « Prospective et pensée anticipatrice », *Critique*, décembre 1960, pp. 1070-1082. Consulter enfin : TOURNIER (G.), *Le cœur des hommes*, Essai sur le monde actuel et la prospective de Gaston Berger, Paris, Fayard, 1965.

Le fondement de cette construction est que l'homme laissé à lui-même témoigne normalement d'une mentalité « rétrospective » : prisonnier d'un carcan invisible de souvenirs, de traditions et d'habitudes, il accepte généralement une vue de l'évolution mondiale qui s'inspire trop du passé. Il est indispensable, compte tenu de l'accélération de l'histoire – expression que les adeptes de ce courant répètent à satiété sans en faire la moindre analyse critique – d'inverser cette prédisposition naturelle en donnant aux hommes, et spécialement à leurs conducteurs, une mentalité prospective qui leur assure pleine conscience des possibilités humaines dans le cadre d'un avenir de plus en plus éloigné. Pour reprendre une des expressions de Gaston Berger, il s'agit de réaliser une « conversion du regard », c'est-à-dire de concentrer l'attention sur le futur et de le saisir dans sa nature originale : mais il faut pour cela appliquer d'autres méthodes que celles valant pour le passé ¹.

Il est difficile d'admettre que les premiers adeptes de ce courant, malgré l'absence de perspective historique qui caractérise leur système, aient eu le sentiment d'inventer un type spécifique de démarche intellectuelle en suggérant aux hommes de considérer l'avenir. On peut en revanche accepter l'idée qu'ils ont eu le propos de donner un tour plus systématique à des activités souvent pratiquées de manière empirique et discontinue. Une telle ambition est-elle justifiée ?

1. MÉCANISME DE LA PROSPECTIVE

[Retour à la table des matières](#)

« La prospective, nous dit J. de Bourbon-Busset ², n'est pas une science qui aurait ses lois ... (ni) un art qui aurait ses [p. 20] règles, encore moins, évidemment, une sorte de panacée qui aurait des recettes ». Caractérisée par un état d'esprit qui exige « imagination et rigueur », la prospective s'analyse en une prévision dotée de trois caractéristiques particulières – lointaine (dépassant le cadre de quinze ans qui est l'horizon de la prévision habituelle) ; globale (évitant les cloisonnements, étudiant de très près les « zones frontières » et réalisant le couplage des diverses sciences) ; désintéressée (conduisant chacun à se départir de son point de vue particulier et à repousser la tentation de l'égoïsme intellectuel). Par ailleurs, souligne Bourbon-Busset, l'objectif de l'entreprise prospective n'est pas de « deviner l'avenir probable, mais (de) préparer l'avenir souhaitable et même peut-être (d') aller plus loin : tâcher de rendre probable l'avenir souhaitable » ³.

¹ In *Prospective*, n° 1, pp. 2-3.

² Même revue, n° 10, pp. 1-10, passim.

³ Dans un article sur « La prospective économique » (*Revue Économique*, mars 1965, pp. 312-325), R. PRÉVOST ne craint pas d'écrire, à partir de telles déclarations, que « la prospective, en nous apportant une conception nouvelle du temps et de la puissance de l'homme projeté dans le monde, a profondément modifié les techniques et même les idées que l'on pouvait se faire de l'efficacité de la

Ce point est essentiel pour comprendre correctement l'attitude exposée. La prévision ordinaire tente de donner une idée des événements probables auxquels il faudra s'adapter tandis que, finalement, la prospective cherche à fixer des objectifs possibles auxquels il conviendra de parvenir. Autrement dit, la prospective qui se veut pratique et orientée vers l'efficacité, contient un élément de volonté face à l'évènement. La prévision de l'avenir s'accompagne du désir d'exercer une influence sur le cours de l'évolution. Bref, la prospective c'est essentiellement le souci de construire l'avenir lointain.

À plusieurs égards, comme le lecteur l'aura noté, l'attitude prospective se rapproche du culte de l'avenir. Néanmoins, il a paru utile de distinguer les deux espèces d'anticipation dans la mesure où la première implique plus de rigueur d'esprit que la seconde et, en apparence au moins, un effort plus grand d'objectivité. Normalement, la prospective comporte davantage de nuances que les spéculations sommaires à propos de [symbole grec₂]. Cependant, par suite du caractère flou des concepts de base et des techniques de prévision qui particularisent l'attitude prospective, la séparation adoptée en ces pages reste vague et, en quelque mesure, problématique.

[p. 21] Malgré cette imprécision ou en partie à cause d'elle, la notion de prospective a conquis en peu d'années une large audience. On n'hésite pas à l'appliquer à tous les secteurs de l'activité humaine sans oublier l'art et la littérature ¹. Or, pour rester dans le cadre de l'analyse politique, les premiers résultats acquis ne paraissent pas justifier cet enthousiasme. Plusieurs livraisons de *Prospective* sont certes consacrées aux structures et responsabilités du gouvernement des hommes. Mais, tout en présentant une analyse intelligente des thèses traitées, ces cahiers n'apportent généralement rien qui n'ait déjà été exposé, et parfois à d'innombrables reprises, dans les ouvrages et revues spécialisés ².

prévision » (p. 325). Prévost pense-t-il vraiment que les dirigeants publics et privés ont attendu G. Berger pour prendre conscience du problème de l'ajustement des moyens aux fins ?

¹ Voir par exemple le numéro d'octobre 1962 de *La Table Ronde* sur « la société de demain » où l'on trouve évoqués, en quelques pages, des thèmes aussi larges que « l'avenir de l'esprit », « la dimension planétaire », « l'art dans la société de demain »... En définitive, ce n'est pas un recueil très stimulant. Voir à un niveau plus modeste le n° 2 de 1962 de la *Revue Économique Franco-Suisse* : « L'homme, demain ». On trouvera quelques notions sur les applications industrielles de cette méthode in : BAUEIR (G.-F.), « La prospective », *Revue Économique et Sociale*, octobre 1963, pp. 293-308. On cite souvent à ce propos le cas de la Société Nationale d'Études et de Construction de Moteurs d'Avion (*SNECMA : Une expérience de prospective appliquée*, Paris, Fayard, 1963). La prospective tient une large place dans la fonction de synthèse dont Maurice PAPON a présenté la théorie in *L'ère des responsables* : il semble qu'une étude, même rapide, de l'histoire aurait permis à l'auteur de découvrir que la tendance des chefs à aborder globalement, avec des vues d'avenir, les problèmes et difficultés de l'homme s'est manifestée bien avant l'apparition des « conseillers de synthèse ». Consulter enfin : BLOCH-MORHANGE (J.), *Fonder l'avenir*, Paris, Fayard.

² Voir en particulier les livraisons suivantes : n° 3 sur les « rapports de l'Occident avec le reste du monde » qui contient un exposé, de facture classique, des problèmes posés par les pays sous-développés ; – n° 5 sur « le progrès scientifique et technique et la condition de l'homme » qui apporte certains aperçus ingénieux sur les « sociétés scientifiques » (sociétés de plus en plus

Il est difficile d'interpréter comme une méthode d'investigation neuve cette vulgarisation de notions bien connues à l'usage du public cultivé. Au surplus, en règle habituelle, les adeptes de la prospective deviennent extrêmement vagues, sinon évasifs, dès qu'il s'agit de préciser les orientations futures des problèmes. Encore une fois, cette sagesse est préférable aux anticipations hardies sur l'avènement de l'âge néo-culturel, mais elle établit qu'en voulant demeurer sur un plan sérieux, les spécialistes du déchiffrement de l'avenir lointain trouvent assez rapidement leurs limites.

Cette impuissance est parfois ouvertement reconnue. Ainsi, examinant l'avenir économique des pays sous-développés – problème sur lequel l'on a déjà écrit des centaines de volumes – l'auteur d'un rapport général prospectif écrit : « Il n'est guère possible de choisir entre l'hypothèse optimiste et l'hypothèse pessimiste. Elles sont toutes deux fondées sur des raisonnements très logiques et ne font intervenir que le mesurable et le connu. Nous ne savons pas quels événements nouveaux, éventuellement quelle découverte nouvelle, peuvent venir bouleverser les éléments du problème. Dans l'état actuel des choses, toute opinion exprimée sur l'avenir lointain est fonction de la personnalité de celui qui la propose »¹. Je ne résisterai pas à la cruauté de dire que nous ne l'ignorions pas : mais existe-t-il beaucoup de problèmes politiques à pro-[p. 22] pos desquels le chercheur pourrait en conscience formuler une réponse de style différent ?

Considérons maintenant la croissance urbaine qui est l'un des secteurs sur lesquels porte le plus volontiers l'effort de prévision. Il est presque impossible de recenser tous les colloques qui, en France et à l'étranger, se sont préoccupés de scruter l'état de nos villes en l'an 2000 et de définir les conditions d'une politique idéale d'aménagement urbain. Paris, à l'instar des autres très grandes villes, bénéficie à ce propos d'une attention particulière². Le Centre d'Études Prospectives vient de publier un ensemble de travaux sur l'urbanisation³. L'élément essentiel de ce cahier est un « exposé général » qui rassemble de façon claire mais superficielle des données déjà fort bien connues. Les problèmes que soulève l'urbanisme y sont évoqués mais généralement en termes d'une rare prudence. Le rapport souligne bien que l'un des obstacles à une politique cohérente est la propriété privée du sol urbain : il déclare qu'il est « de plus

dominées par la science et dans lesquelles le savoir se transforme très rapidement en pouvoir ; sociétés résolument optimistes ; sociétés urbaines avec un résidu de main-d'œuvre agricole) ; – n° 9 sur « le développement des moyens d'expression » qui donne (pp. 63-72) quelques considérations prospectives dont les auteurs expliquent la faiblesse et l'imprécision par la médiocrité des recherches accomplies jusqu'à présent dans ce domaine – recherches dont ils ne semblent connaître qu'une bien petite partie.

¹ In *Prospective*, n° 3, p. 90.

² Citons à ce propos, en dehors des documents officiels publiés par le District : BASTIE (J.), *Paris en l'an 2000*, préface de Paul Delouvrier, Paris, Sedimo, 1964, ainsi que PILLIET (G.), *L'avenir de Paris*, Paris, Hachette, 1961. Voir aussi GRIOTTERAY (A.), *L'État contre Paris*, Paris, Hachette, 1962. Comparer avec : HALL (P.), *London 2000*, Londres, Faber, 1963.

³ Ils forment le n° 11 (juin 1964) de la publication *Prospective*. Voir aussi : *Vers une nouvelle civilisation urbaine*, Paris, Fayard, 1962 (Centre Catholique des Intellectuels Français : Recherches et Débats, n° 38).

en plus inexact d'assimiler la propriété d'un terrain en ville à celle d'un champ ». Mais au lieu de prendre position sur une solution sinon optimale du moins acceptable, il propose « une étude prospective spécifique à l'intérieur de la prospective d'ensemble de la cité ». C'est en somme une position plutôt rassurante pour les spéculateurs fonciers.

En réalité, il est probable que l'on a aujourd'hui tendance à sous-estimer les périls du chaos urbain que nous devons au « laisser-faire » anarchique des cinquante dernières années¹. D'après les déclarations répétées de nombreuses sommités médicales, l'homme éprouverait des difficultés croissantes à s'adapter aux conditions de l'expansion technique et notamment à la concentration urbaine (d'où une surmortalité provoquée par les maladies dégénératives et les maladies de civilisation...). Mais est-on en mesure de prédire objectivement de tels phénomènes ?

[p. 23]

2. AMBIGUITÉ DE LA PROSPECTIVE

[Retour à la table des matières](#)

L'attitude prospective, ne serait-ce que par ses analogies avec la démarche prévisionnelle et par la propension de ses adeptes à s'inspirer du style universitaire, tend à laisser croire qu'il est possible de donner un caractère objectif à cet effort de préparation de l'avenir, jusqu'ici, nous n'avons pas encore mis le point explicitement en doute. Or, dans la mesure où la prospective représente une combinaison de « probable » et de « souhaitable » (rectification par une action appropriée du cours naturel probable ou, du moins, pronostiqué) cette supposition n'est pas acceptable. Sans oublier le poids de l'idéologie dans l'observation et la formulation sociologique², comme aussi, bien entendu, dans l'établissement de solutions dites d'intérêt général, il peut être légitime de se réclamer d'un processus objectif pour la conjecture du « probable » mais le choix du « souhaitable » comporte nécessairement l'intervention de jugements de valeur.

Le point a été expressément reconnu par D. Gabor, professeur de physique électronique à l'Université de Londres, dans un ouvrage consacré au monde que, compte tenu des inventions techniques disponibles, les hommes sont susceptibles de se créer³. Selon lui, notre civilisation court trois grands risques : la guerre atomique,

¹ Selon le *Bulletin mensuel d'information* du Bureau Politique du Comte de Paris, n° 181. Pour l'analyse des conséquences du pouvoir de l'argent sur l'établissement urbain, l'ouvrage fondamental est : MUMFORD (L.), *La cité à travers l'histoire*, traduit de l'américain, Paris, Seuil, 1964.

² Renvoi pour l'étude de ce problème au récent ouvrage de Pierre DIETERLEN, *L'idéologie économique*, Paris, Éditions Cujas, 1964 (livre qui est un rappel sévère mais juste et donc salubre de nos infirmités intellectuelles).

³ *Inventons le futur*, traduit de l'anglais, Paris, Plon, 1963. Voir aussi THOMPSON (G.), *L'avenir prévisible*, Paris, Calmann-Lévy, 1958. L'auteur, prix Nobel de physique, déclare : « La sociologie

le surpeuplement et l'inadaptation à l'âge du loisir. Désireux de prendre part à la réforme sociale, Gabor déclare n'avoir de remèdes à proposer qu'en fonction de son « idée personnelle de l'avenir ». Il affirme expressément que l'avenir ne saurait être prédit mais qu'il est loisible de l'inventer. On peut hésiter à admettre cette formule et, en tout cas, à l'adopter pleinement quand il s'agit de dégager le probable : après tout, la démarche d'invention du futur qu'accomplit Gabor a pour fondement la constatation et l'évaluation d'un certain nombre de grandes tendances à l'œuvre dans nos sociétés. Sans cet effort prévisionnel initial, auquel il semble possible de conférer une certaine objectivité, le dispositif de correction ou de redresse-[p. 24] ment n'aurait pas de point d'application. Cependant, si l'intention d'agir sur l'évolution est présente dans l'opération, il est clair qu'une part de subjectivité affecte la nature de celle-ci.

La prospective reflète donc, inévitablement, la conception de l'individu ou du groupe qui est chargé de la mettre en œuvre. Ce mode de procéder est légitime mais comporte une ambiguïté qu'il est indispensable de souligner. La préparation de l'avenir se fonde, explicitement ou implicitement, sur le choix de certaines valeurs. Des lors, à moins d'accepter l'idée de l'unification par la technique des grandes options humaines, les tenants des diverses conceptions en présence seront portés à donner un contenu différent à l'effort prospectif envisagé. Il en résultera presque nécessairement chez chacun d'entre eux une tendance à défendre son point de vue propre et, pour cela, à le déclarer conforme à l'esprit et au mouvement de l'époque. Finalement, la jonction entre la réflexion intellectuelle et la dimension pratique s'effectuera par le truchement d'une philosophie de l'histoire, que l'on se rattache à l'un des courants existants ou que l'on s'efforce d'en susciter un nouveau (fondé par exemple sur l'idée que, dans son fonctionnement actuel, le capitalisme conduit spontanément à la société sans classes). Centrée sur une volonté d'action efficace, la prospective ne saurait être idéologiquement neutre, même si ses adeptes, qui ne manquent pas de prétention, s'affirment « désintéressés ».

Il y a plus. Dès le moment où l'on envisage une intervention pour contrarier ou renforcer le probable, il devient nécessaire de préciser que l'un des facteurs de l'avenir envisagé (facteur d'intensité variable selon l'état de la pesée que l'on veut exercer sur le cours spontané des choses) est la volonté d'en promouvoir l'accomplissement. Et, dans ces conditions, à moins d'en rester à l'exercice de style, il faut donner une vue exacte des mesures que l'on se propose d'appliquer à cet effet ainsi que des obstacles susceptibles de compromettre l'exécution de ce dessein.

[p. 25] Considérons, eu égard à ces remarques, le document intitulé *Réflexions pour 1985*¹. Ce rapport est l'œuvre d'un groupe constitué par le Premier Ministre à la fin de 1962 afin d'examiner « sous l'angle des faits porteurs d'avenir » la situation de la France en 1985 ou plus exactement « ce qu'il serait utile de connaître des à présent de la France de 1985 pour éclairer les orientations générales du V^e Plan ». Il ne me paraît pas utile d'insister sur le contenu de ce document qui, en dépit d'un certain ton

n'a pas encore trouvé son Newton, sans parler de son Planck et, dans ce domaine, prédire c'est deviner » (p. 7).

¹ Rapport publié par la Documentation Française (1964).

pontifiant, reste d'une grande banalité, y compris dans la prévision des dangers liés à la civilisation industrielle. C'est toujours le procédé qui consiste à expliquer avec solennité des idées de sens commun ou déjà vulgarisées par les journaux. Serait-ce là décidément un trait inévitable de la prospective ?

Notons cependant que le groupe a fait un choix politique important en rejetant la perspective d'une société de consommation à l'américaine et en évoquant la possibilité de création d'une société originale qui reçoit dans le corps du rapport de multiples dénominations (ainsi celle de « société de l'expression »). Ce refus de donner à l'argent un empire absolu sur la vie des hommes constitue, certes, un apport à la construction d'une civilisation humaine dont il n'y a pas lieu de sous-estimer la valeur¹ : encore faut-il dire que jusqu'à présent ces manifestations d'indépendance à l'égard de l'orthodoxie capitaliste – en particulier celles qui furent incorporées dans le texte final du IV^e Plan – sont demeurées assez platoniques malgré la publicité fort bien agencée dont elles ont fait l'objet.

Le groupe 1985 va plus loin en soulignant que l'Europe n'aura pas trop de « toute sa masse, de tout son génie et de toute sa volonté » pour se soustraire aux « invasions économiques » qui la menacent. Ce serait fort bien dit si l'on nous précisait ce qu'est cette Europe appelée en renfort contre la pénétration du dollar et l'infantilisme de la société opulente. Il n'aurait peut-être pas été mauvais de signaler que la plupart des gouvernements européens, y compris ceux à parti-[p. 26] cipation socialiste, se déclarent fermement opposés à toute mesure susceptible de réduire l'influence de l'Amérique sur notre continent. Il aurait été également indiqué de montrer que l'inspiration centrale du Traité de Rome – ce Traité qui ignore si complètement le travailleur et le consommateur – est de promouvoir en Europe une économie de marché de style américain. Enfin il aurait fallu dire que si nous parvenons à éviter une totale américanisation de notre mode de vie matérielle ce ne sera pas dans le cadre d'une « confrontation » avec les États-Unis, selon le mot du groupe 1985, mais au prix d'un sévère combat qui ne prendrait pas nécessairement fin avec la dislocation des alliances militaires. La prospective serait-elle en définitive l'art de se donner bonne conscience tout en évitant de tirer les conséquences des postulats idéologiques ou moraux de départ ?

*

* *

En définitive, la démarche dite prospective, loin de constituer une nouveauté, correspond à l'itinéraire qu'ont toujours emprunté, et qu'empruntent nécessairement ceux qui, dans un domaine quelconque, veulent agir sur l'orientation spontanée de l'évolution pour en modifier le cours : en choisissant comme exemple un livre récent, disons que telle est la démarche adoptée par J. F. Gravier quand il propose, en fonction d'une conception déterminée de l'aménagement territorial, un plan de

¹ Parmi les manifestations les plus récentes et les mieux venues de ce rejet, mentionnons la série d'études publiées par Économie et Humanisme sous le titre *Maîtriser l'opulence*, 1964.

réanimation des régions en retard ou en décadence¹. La valeur de la méthode dépend évidemment de l'aptitude de l'utilisateur à dominer le problème posé : or les adeptes de la prospective n'ont pas fait la preuve qu'ils sont en mesure d'appréhender correctement ou, si l'on préfère, de manière significative, les problèmes de la société globale.

Si on la juge sur les travaux qui nous sont communiqués, la prospective fait irrésistiblement penser au « premier jour » des grands concours administratifs : un exposé brillant certes mais aussi peu compromettant que possible et aussi respectueux que possible de toutes les autorités établies. Pourtant, on commettrait une sérieuse erreur en se bornant à une vue aussi anodine de ces démarches. Le Commissariat du Plan, quoiqu'en définitive il ne planifie pas grand chose, a tout de même rendu des services au pouvoir capitaliste. Dans le contexte social où elle a été créée, la prospective apporte aux groupes dirigeants une faculté d'action ou une capacité d'influence supplémentaire en donnant un caractère apparent d'objectivité, sinon même une allure de nécessité, aux souhaits formulés ou inspirés par ces groupes. L'avenir esquissé par le groupe 1985 n'est nullement le seul que les Français pourraient envisager ou inventer : mais le propre de la démarche de ce groupe, ne serait-ce que par sa propension à jouer les oracles, est de suggérer que tel sera leur destin.

À ce titre, la prospective prend place dans l'arsenal idéologique de la couche dominante : ainsi la seule nouveauté de ce procédé, en dehors du nom qui lui fut attribué, est-elle d'ouvrir à ceux qui s'en servent, une nouvelle possibilité d'influencer la destinée humaine sans spécifier leur idéologie de référence².

IV. L'ART DE LA CONJECTURE

[Retour à la table des matières](#)

J'en arrive à l'entreprise intellectuelle dite Futuribles (terme emprunté par l'initiateur de cette activité, Bertrand de Jouvenel, au théologien Molina qui proposa jadis la constitution d'une *sciencia media* portant sur la connaissance de ce qui est susceptible d'arriver selon les différentes manières d'agir). Partant de l'idée que l'avenir est à la fois ce qui nous importe le plus et ce qu'il est le plus difficile de connaître, le projet Futuribles – ce terme selon Jouvenel respirant la contingence – a

¹ In *L'aménagement du territoire et l'avenir des régions françaises*, Paris, Flammarion, 1964.

² C'est là une position qu'adoptent volontiers les esprits attachés à la conservation de l'ordre social. Parlant de la Droite, E. de La Vallée-Poussin déclare que « son trait le plus saillant est peut-être son dédain des idéologies » in « Suis-je un homme de Droite ? » *Res Publica*, 1960, n° 3, pp. 253-265. Est-il nécessaire de redire que le refus de l'idéologie est simplement l'acceptation idéologique de l'ordre existant ?

pour ambition de contribuer à l'établissement des règles d'une « conjecture raisonnée ».

À l'origine (avril 1961), les promoteurs entendaient limiter l'effort de réflexion à l'avenir des structures institutionnelles [p. 28] en Europe au cours de la période décennale (la relative inertie des institutions rendant la prévision moins difficile en ce domaine que dans d'autres). Cependant, au fur et à mesure de la mise en exécution du projet (quatre-vingt huit fascicules de *Futuribles* déjà publiés au début de mars 1965), le champ d'analyse s'est considérablement élargi et il semble que, désormais, cette entreprise s'étende progressivement à tous les secteurs de la discipline politique.

Bien qu'orientées toutes deux vers la réflexion sur l'avenir, l'activité *Futuribles* diffère considérablement – et d'une manière qui semble heureuse – de l'attitude prospective. En limitant aux dix prochaines années la période d'investigation, *Futuribles* réduit la part de devinette qui s'attache inévitablement aux spéculations à très long terme¹. D'un autre côté, sous réserve que l'on s'en tienne strictement au projet initial qui est exclusif de toute formulation normative, il s'agit réellement d'un essai de prévision et non de cette tentative ambiguë de diriger systématiquement le futur sous couleur de le prévoir. Certes, comme nous le verrons plus loin, la diffusion de tout pronostic dans l'opinion est susceptible d'agir sur le cours des choses. Mais, sans négliger les relations quasi inévitables qui s'établissent entre la prévision et l'activité consultative, il me semble souhaitable de distinguer autant que possible les deux séries de démarches.

Autre trait de cette entreprise qui en accentue la légitimité : l'attention systématiquement portée aux problèmes de la méthodologie de la prévision et la volonté d'échapper en cette matière aux formules purement impressionnistes. Cette préoccupation a conduit les animateurs du projet à s'interroger sur la validité des démarches entreprises, l'une des marques de ce souci étant la tenue à Genève, en juin 1962, d'un colloque sur les tentatives de prévision rationnelle des modifications affectant les systèmes sociaux et politiques². D'autres colloques, deux à ma connaissance (juillet 1963 et avril 1965), ont également été consacrés aux problèmes de méthodologie. Mais, sous cet angle, le plus grand apport est celui de Jou-[p. 29] venel lui-même dont il convient d'esquisser les principaux aspects.

¹ On trouvera un bon exemple de semblables démarches en consultant l'étude de GORDON (T.-J.) et HELMER (O.), « Prospective à long terme », *Bulletin Sedeis*, n° 913, 10 mars 1965. Les auteurs utilisent le terme « prospective » dans le sens d'un tracé de la carte des futurs possibles par opposition à la prédiction d'un seul futur. Leur champ d'analyse particulièrement vaste embrasse aussi bien les découvertes scientifiques que la prévention de la guerre. La présentation des résultats de l'enquête, qui émane de la Rand Corporation, est d'allure tout à fait scientifique mais, dès que la politique est en jeu, les observations faites ne s'éloignent guère des postulats officiels de la politique américaine. Ainsi lit-on sans surprise, vu l'origine de ce document, qu'au titre des mesures propres à abaisser la probabilité d'une guerre un « consensus important » s'est manifesté au sein du groupe des personnalités consultées quant à la « formation d'un bloc occidental de forces conventionnelles » (p. 30).

² Voir le compte rendu de cette réunion par Michel MASSENET in *Bulletin Sedeis*, n° 849, 1^{er} avril 1963.

1. FONDEMENT DE LA DÉMARCHE

[Retour à la table des matières](#)

En de nombreuses occasions, Jovenel a manifesté le souci que la science politique s'attache davantage à favoriser l'activité prévisionnelle : tel a été le cas, en particulier, lors du 6^{ème} Congrès de l'Association Internationale de Science Politique (Genève, septembre 1964) auquel il a présenté un rapport qui exprime et éclaire son point de vue en la matière¹. Plusieurs des observations et propositions formulées dans ce document paraissent susceptibles d'obtenir un large accord : notamment l'idée que l'objet premier de la prévision politique est de contribuer à l'amélioration de la décision publique² ainsi qu'à la détection des troubles susceptibles d'affecter le fonctionnement du système ou encore l'affirmation qu'une telle vocation ne saurait être remplie si les intéressés ne sont pas en mesure d'appuyer leurs pronostics sur une connaissance étendue du comportement politique et sur une évaluation attentive, future par voie d'estimation conjecturale, des réactions éventuelles du public. En revanche, d'autres formules semblent mériter un examen critique : ainsi la suggestion que l'un des apports propres de l'analyse politique à l'élaboration de la décision peut et doit être de se prononcer sur le rang d'exécution et sur la compatibilité de dispositifs ou mesures dont le détail échappe à sa compétence.

Cette proposition repose sur l'idée, apparemment correcte, que de nos jours les décisions publiques s'étendent à une telle variété d'objets que l'on ne saurait attendre du théoricien politique qu'il soit instruit en tous ces domaines. Sans contester le point de départ de cette remarque, et sans négliger le rôle de l'expert, il paraît douteux que le conseiller soit capable, sous un angle quelconque, d'émettre des avis fondés sur des dispositifs ou mesures dont le contenu ne lui est pas relativement familier. Or, il est fréquent que pour l'appréciation concrète d'une intervention, les détails comptent plus que les principes. Il paraît dès lors souhaitable que les théoriciens politiques soient correctement informés des divers domaines de l'activité publique, ce résultat ne pouvant être atteint que par une spécialisation des premiers par grandes branches de cette activité. Une telle ambition est probablement irréalisable avec la configuration actuelle des sciences sociales qui est contraire aux exigences de la recherche et tout à fait étrangère aux enchaînements de la pratique. Mais il ne serait probablement pas impossible de lui donner corps si l'on consentait à adapter l'appareil

¹ *Political science and prevision* (ronéoté).

² Sur les théories modernes de la décision, voir une étude de Bertrand de JOUVENEL, *Bulletin Sedeis*, n° 809, 20 janvier 1962, et une série de commentaires de ce texte par des spécialistes, même revue, n° 813, 1^{er} mars 1962. Signalons que les problèmes de la planification à long terme ont fait l'objet, dans le cadre du projet *Futuribles*, d'une étude en trois fascicules de Michel VERMOT-GAUCHY (le second en collaboration avec André SOUSBIE), *Bulletin Sedeis*, n° 850, 10 avril 1963 n° 851, 20 avril 1963 ; n° 852, 1^{er} mai 1963.

d'investigation et d'enseignement des sciences sociales aux structures et conduites effectives de notre monde.

Reste à déterminer si les sciences sociales et, en particulier, l'analyse politique sont ou, au moins, seront un jour capables de formuler le genre de théorie permettant de passer du pari subjectif à la prévision objective dans l'énoncé des résultats à attendre ou des conséquences à anticiper d'une décision quelconque. C'est l'interrogation que l'on a présente à l'esprit en lisant le dernier ouvrage de Bertrand de Jouvenel sur *L'art de la conjecture*¹, livre complexe qu'il faut lire lentement si l'on veut en pénétrer la substance et en saisir l'inspiration. Jouvenel découvre des perspectives neuves mais laisse subsister de sérieux points d'interrogation, il apporte des raisons de croire en la possibilité d'une prévision politique mais ne craint pas de donner des raisons d'en douter. Ainsi, tout en affirmant qu'en dépit des difficultés de l'entreprise, toute une partie de l'avenir nous est connue ou peut l'être², il n'hésite pas à citer des cas d'erreurs graves dans la prédiction imputables à des esprits d'une rare éminence (par exemple la déclaration de Condorcet en 1872 qu'à l'avenir les guerres et les révolutions allaient devenir moins fréquentes).

L'ouvrage de Jouvenel représente la démarche d'un homme convaincu de la légitimité et de l'utilité de son projet mais trop bien au courant des difficultés et insuffisances des sciences de l'homme pour ne pas formuler de lui-même – [p. 31] qu'il soit ou non en mesure d'y répondre de suite – les objections que soulève l'effort envisagé. Il suffit pour illustrer cette absence de sectarisme d'observer que l'auteur a choisi le mot « art » pour désigner un effort d'analyse d'une grande rigueur.

Il est banal à cet égard de souligner que la prévision s'analyse en une explication à rebours. Mais dès lors que l'explication demeure insuffisante, la prévision doit normalement être affectée des mêmes défauts. Bertrand de Jouvenel, certes, n'a pas tort de marquer que « rien ne porte mieux à organiser le savoir que d'en user à fin prédictive »³. Mais, que le stimulant de la formulation théorique se situe à l'un ou l'autre bout de la chaîne explication-prévision, l'amélioration de l'art de la conjecture et, en particulier, l'adoption par les chercheurs de critères convergents restent subordonnées au perfectionnement de la théorie et, pour commencer, à l'adoption d'un vocabulaire uniforme.

¹ Monaco, Éditions du Rocher, 1964. Bertrand de JOUVENEL a fait précéder son livre de plusieurs essais parmi lesquels, sans établir une liste exhaustive, on peut citer : « De la conjecture », *Bulletin Sedeis*, n° 815, 20 mars 1962 ; « L'art de la conjecture politique », *La Table Ronde*, octobre 1962, *op. cit.*, pp. 40-48 ; *Essai sur l'art de la conjecture* (longue étude ronéotée soumise aux participants à la réunion de juillet 1963). La consultation de ces premières ébauches permet de saisir les exigences croissantes de l'auteur à propos de son système.

² Sous le titre « Comment le XX^e siècle était imaginé en 1899, par Émile Faguet », le *Bulletin Sedeis* (n° 824, 20 juin 1962) a pris l'heureuse initiative de republier l'une des études contenues dans l'ouvrage de cet auteur, *Questions politiques*. Il serait intéressant de multiplier l'application de ce procédé dont on pourrait tirer une plus juste idée de la nature et de l'ampleur des graves erreurs commises sur le sens de l'évolution (ainsi que, peut-être, des raisons de ces échecs).

³ In *La Table Ronde*, *op. cit.*, p. 41.

Jouvenel, dont la démarche de base est d'examiner le processus de l'esprit dans la prévision, croit possible, tout en soulignant les dangers du raisonnement analogique, d'établir une sorte de modèle des diverses variables qui commandent le cours des choses et, selon leur degré de permanence, facilitent ou compliquent la prévision. Dans son dernier ouvrage, il suggère plusieurs procédés de prévision politique (en particulier la simulation qui permet de reproduire en miniature le système dont on tente de prédire l'évolution). Il lui semble même possible de s'attaquer à la prévision des idées. Le point est justement de savoir si ces procédés sont effectivement applicables au domaine des conduites politiques.

2. MÉCANISMES DE LA PRÉVISION

[Retour à la table des matières](#)

L'ambition du système intellectuel de *Futuribles* est de conjecturer le probable et, pour cela, de saisir le cours éventuel des modifications structurelles du système social et politique. En elle-même, cette utilisation du raisonnement pro-[p. 32] babiliste, qui bénéficie aujourd'hui d'une large audience dans plusieurs secteurs des sciences humaines, ne paraît pas contestable. Cependant, son extension à l'analyse politique, spécialement sous l'angle de la prévision, soulève des questions de principe auxquelles l'on n'a encore consacré que trop peu d'attention.

Il existe de nombreuses conceptions de la probabilité sur le sens et la portée desquelles les spécialistes les plus qualifiés divergent : c'est le cas notamment pour la probabilité dite subjective qui se rapporte à l'état d'esprit du sujet, à la certitude ou l'incertitude de ses convictions. Bien différente de la probabilité statistique (celle-ci se mesurant par la fréquence relative d'un type donné d'évènement dans une série plus étendue de même type), la probabilité subjective, prise en un sens large, interviendrait dès qu'une personne émet une préférence dans une situation d'incertitude ou formule un pronostic sur l'issue d'un évènement. En cette acception, la notion de probabilité est certainement applicable à l'étude de l'avenir politique mais quelle garantie particulière de validité en résulte-t-il pour la prévision ?

En résumé, la principale inquiétude que l'on peut entretenir à cet égard est que, dans la plupart des cas, les phénomènes politiques ne sont pas des phénomènes suffisamment nombreux pour qu'il s'avère possible de leur appliquer la méthode probabiliste avec un minimum de fondement statistique. Il arrive que l'on se trouve devant un problème d'une irréductible nouveauté : ainsi on peut douter qu'il y ait un précédent historique d'unification politique véritablement significatif à l'égard du processus actuel d'intégration européenne, d'où l'aspect très problématique d'un modèle de simulation en ce domaine ¹.

¹ Comme le montre bien l'ouvrage du Center for Research on World Political Institutions de Princeton, *Political community and the North Atlantic area*, Princeton University press, 1957.

Cette circonstance rend difficile en matière politique de passer du stade du pari à celui de la prévision. Si l'on veut néanmoins participer à l'amélioration de la démarche prévisionnelle, la meilleure attitude paraît être de perfectionner les conditions du pari, c'est-à-dire de développer l'information et d'étendre la connaissance des mécanismes. Plusieurs études de la série [p. 33] *Futuribles* nous apportent à ce propos des matériaux de valeur.

C'est notamment le cas d'une note de Michel Massenet sur « les méthodes de prévision en sciences sociales »¹. Celui-ci répartit l'ensemble des procédés disponibles entre deux types fondamentaux : le recours à l'extrapolation qui repose en définitive sur une hypothèse de continuité ou, si l'on préfère, sur l'idée que l'évolution ultérieure s'accomplira sans rupture brutale ; la méthode du mouvement qui, au départ, ne postule pas l'invariance et admet, au contraire, que la réalité future puisse différer qualitativement de la situation présente. Ce second type de prévision exige que l'on soit capable, comme l'écrit Massenet, de lire dans le présent l'annonce du changement même. Il s'agit de repérer parmi les forces à l'œuvre dans la réalité présente – des forces dont en bien des cas la configuration même nous échappe – celles qui ont capacité de produire des changements ou de perturber le jeu établi. Le succès de l'opération suppose que l'on soit apte à identifier les « causalités naissantes ». Sur tous ces points, Massenet apporte des exemples intéressants pris chez de grands auteurs et formule d'utiles conseils. Sans entrer dans une analyse détaillée du problème, disons que de toutes les lacunes actuelles, l'une des plus graves consiste dans notre ignorance des conditions et perspectives du changement d'échelle (seuil où la quantité se change en qualité) dans l'ordre des phénomènes politiques.

Passons maintenant à une application de ce système de pensée : un assez long travail de Michel Massenet lui-même sur « la politique extérieure d'une Europe unie »². La démarche contraste heureusement avec la fuite en avant des Européens inconditionnels qui voudraient précipiter nos pays dans l'union politique sans trop se soucier du contenu éventuel de la politique extérieure d'un tel ensemble et, par exemple, sans se demander si une Europe unie pourrait éviter de prendre à son compte le projet de réunification de l'Allemagne dans l'esprit et aux conditions de la République Fédérale. [p. 34] Mais la question, facile à traiter si l'auteur se borne à exprimer la politique qui lui semblerait la meilleure en une telle hypothèse, devient plus complexe quand l'objet de l'analyse est, conformément à l'intention du projet *Futuribles*, de conjecturer la politique probable d'une telle Communauté. Une réponse à ce problème exige alors que l'on soit capable de faire un pronostic correct sur l'état des forces qui détiendraient en pratique le contrôle de la politique communautaire et

Méthode de cette recherche : l'établissement à partir de quelques cas d'intégration qui se sont produits dans le passé d'une échelle de conditions favorisant le mouvement d'unification et l'application de cette échelle à la zone de l'Atlantique-Nord. Or, les considérations présentées sur cette base à propos de l'établissement éventuel d'une Communauté Atlantique ne sont guère probantes. Pour une analyse critique de cet effort : SIDJANSKI (D.), *Dimensions européennes de la science politique*, Paris, Librairie Générale de Droit et de jurisprudence, 1963, pp. 27-37.

¹ *Bulletin Sedeis*, n° 867, 1^{er} novembre 1963.

² *Bulletin Sedeis*, hors série (1964).

sur la constellation des facteurs susceptibles, avec la marge associée à l'intervention des personnalités, d'influencer leur comportement.

La note de Massenet est intéressante à plus d'un titre pourtant, il apparaît difficile de le suivre quand il écrit que « l'originalité du fait européen dans le monde ne pourra s'exprimer dans le neutralisme ». S'adressant aux Européens « qui prêtent aujourd'hui l'oreille aux sirènes du neutralisme », Massenet déclare que de telles tendances « reposent sur une illusion d'optique : l'on raisonne comme si la menace soviétique n'existait pas... ». C'est une opinion, mais si l'on considère le mobile de la série Futuribles, ce n'est pas là qu'est le problème : conjecturer le probable en ce domaine c'est se demander si les « causalités naissantes » interviennent ou non en direction de l'atlantisme. Sans entrer dans la discussion du problème, il semble bien que la capacité hégémonique des États-Unis est aujourd'hui en baisse. L'on ne saurait exclure que les méthodes d'expansion du *big business*, même si les dirigeants capitalistes s'en accommodent assez bien dans l'ensemble, n'aboutissent à créer, à la longue, un castrisme européen ¹. Il est possible, sans être encore probable, que l'atlantisme se trouve déjà en proie à des forces de dissociation assez puissantes pour que les discours favorables ou hostiles à la Communauté Atlantique constituent seulement des exercices de style (situation pouvant amener mais ne devant pas provoquer nécessairement un relâchement de l'américanisation de nos mœurs) ².

La note de Michel Massenet, écrite dans un but d'analyse [p. 35] scientifique, montre bien les difficultés du passage de l'exposé méthodologique à l'application pratique, c'est-à-dire, en l'espèce, à la recherche de causalités naissantes ³. En matière de pensée sociale, l'idée d'une séparation radicale entre l'idéologie et la science constitue un idéal lointain, si même elle ne représente pas une simple illusion. La

¹ 3 070 opérations d'investissement américain en Europe entre janvier 1958 et janvier 1965 dont 77 % dans les pays de la C.E.E. et 23 % dans ceux de l'A.E.L.E. (selon un rapport de la Chase Manhattan Bank publié en mars 1965). Pour apprécier l'esprit dans lequel le *big business* entend procéder à l'exploitation de nos pays, il suffit de lire la page de « relations publiques » publiée par General Motors dans *Le Monde* du 17 mars 1965, p. 19 (ainsi que, avec quelques variantes, dans plusieurs autres journaux européens). On y lit : « General Motors au service des marchés mondiaux d'aujourd'hui et de demain ». On apprenait en même temps que G. M. va construire à Anvers, avec le produit des bénéfices réalisés en Europe, une usine d'assemblage qui doit débiter, dès 1967, 250.000 voitures par an.

² Signalons à cet égard l'intérêt d'une note de Pierre NAVILLE, « L'U.R.S.S., les États-Unis et les contradictions impérialistes » publiée pour la première fois dans *Les Temps Modernes* (décembre 1952 et mai 1953) et reproduite in NAVILLE (P.), *Questions du socialisme*, I. La classe ouvrière et le régime gaulliste, Paris, Études et Documentation Internationales, 1964, pp. 357-391. Sans faire expressément de la prospective, Naville voyait juste en affirmant que l'expansion du « surimpérialisme » américain provoquerait nécessairement sa contestation.

³ Il paraît impossible et il serait certainement inutile de discuter dans les mêmes termes le rapport de Maurice ALLAIS sur « L'avenir de la Communauté Atlantique », *Bulletin Sedeis*, n° 902, 20 novembre 1964. Il n'y a dans ce document, pourtant publié dans la série Futuribles, aucun effort pour conjecturer le probable ni même pour exposer les divers aspects du problème. C'est un plaidoyer unilatéral qui exprime même le regret (pp. 46-47) que l'Occident ne soit pas intervenu à Budapest en 1956. Notons que M. ALLAIS a gagné le « Grand Prix de la Communauté Atlantique » pour son livre *L'Europe Unie route de la prospérité*, Paris, Calmann-Lévy, 1960.

démarche prévisionnelle n'échappe pas à cette servitude et, dès lors, tout en accueillant avec beaucoup de faveur les efforts méthodologiques entrepris à cet égard – efforts susceptibles de contribuer aussi au progrès de l'explication – ¹ il serait souhaitable que l'on attachât plus d'importance aux conditions sociales et humaines capables d'en permettre une utilisation aussi impartiale que possible.

Notons également, au titre de la série *Futuribles*, une bonne étude méthodologique de la prévision en matière de relations internationales due à Saul Friedländer ². Celui-ci, qui tient pour impossible de transposer dans ce domaine, en raison de sa spécificité même, les lois et méthodes d'investigation utilisées ailleurs pose correctement le problème en soulignant l'insuffisance des systèmes de rapports de causalité établis jusqu'à présent par les théoriciens de la vie internationale. Toutefois, il croit possible de fonder une certaine recherche prévisionnelle à partir de l'étude historique, de l'analyse de la formation des décisions et de la théorie des jeux. Sur cette base, il tente d'édifier les fondements généraux d'une prévision rationnelle applicable au secteur de la prévision à court terme. Selon lui, la prévision courte n'est utilisable que pour certaines catégories de décisions et de conflits. Les situations complexes (interaction de plusieurs conflits) lui échappant. Solidement charpenté, ce schéma entre dans la catégorie des travaux qui, par leur prudence et leur modération, donnent une qualité scientifique aux études de l'avenir politique.

[p. 36] Nous aurons à mentionner, dans la suite de cet essai, plusieurs des études publiées dans la série *Futuribles*. L'impression qui se dégage d'une lecture complète de la série est celle d'une grande dispersion dans les modes de raisonnement et les techniques d'investigation utilisées par les auteurs. L'art de la conjecture politique demeure, ses promoteurs ne cessent d'ailleurs de le dire, marqué d'incertitude. On peut penser que c'est seulement à partir d'une systématisation de l'explication, et dans la mesure où celle-ci s'avèrera possible, que les démarches prévisionnelles disposeront d'une base solide et irrécusable. Cependant, on doit admettre que la simple prise en considération par une science du problème prévisionnel constitue le signe d'une transformation épistémologique fondamentale. Ne serait-ce qu'à ce seul titre, l'apport de *Futuribles*, malgré certains travaux qui ne répondent pas à l'intention du projet, est clairement positif.

¹ On trouvera de nombreuses idées sur les techniques de la prévision in : BELL (D.), « Douze modes de prévision en science sociale, Énumération préliminaire », *Bulletin Sedeis*, n° 863, 20 septembre 1963. Ce travail aurait eu plus de portée si l'auteur, au lieu d'énumérer et d'examiner sans plan systématique les procédés retenus, les avait groupés par affinité méthodologique et hiérarchisés par degré de capacité explicative.

² « La prévision en relations internationales (Fondements méthodologiques et applications à la prévision à court terme) » I, n° 872, 20 décembre 1963 ; II, n° 873, 1^{er} janvier 1964 ; III, n° 874, 10 janvier 1964.

V. L'ANNONCE DU SOCIALISME

[Retour à la table des matières](#)

De nombreux partisans de la prospective, et spécialement les tenants du culte de l'avenir, proclament, aidés par les cent voix de la propagande, la faillite définitive des vieilles idéologies : encore que, selon un procédé éprouvé, le rejet des doctrines sociales vise aussi bien le libéralisme que le socialisme, c'est tout spécialement cette dernière position qui est en cause. À quoi bon s'accrocher à des doctrines anciennes de révolution ou de réforme quand le capitalisme réalise de lui-même tous les jours les adaptations et ajustements nécessaires (*supra* : la fuite en avant...). Mais en plusieurs pays économiquement avancés dont la France, cette thèse d'une auto-corrrection du capitalisme – qui en ferait un système économiquement et moralement supérieur à tout autre – est loin de rallier l'unanimité des citoyens. Pour des dizaines de millions d'Européens, le socialisme, sous une forme ou une autre, continue de représenter l'espérance de l'avenir, le pro-[p. 37] blème étant seulement de savoir si les récentes transformations socio-économiques ¹ n'imposent pas une révision des positions et tactiques traditionnelles. Voici un échantillon des différentes positions adoptées à cet égard.

Commençons par les Communistes. « Notre époque est celle des grandes transformations révolutionnaires », écrit Maurice Thorez ², mais ces transformations, loin de justifier ou de permettre le maintien du *statu quo* « ouvrent aux peuples la voie du communisme. Il ne se passe pas d'année sans que le monde capitaliste ne se ressente des coups puissants du mouvement révolutionnaire. Les bastions de l'impérialisme tombent, les chaînes de l'esclavage colonial se brisent, le vieux monde d'exploitation et d'oppression va inexorablement à sa perte ». Et, examinant *L'avenir de la démocratie* ³, Jacques Duclos continue de voir dans l'édification du communisme la condition de son épanouissement : « ... La France, souligne-t-il ... ne pourra s'assurer un avenir digne de ses meilleures traditions qu'en s'engageant dans la voie de la démocratie, d'une démocratie jeune, vigoureuse, sachant discerner les forces économiques et politiques à combattre et ne reculant pas devant les exigences du combat à mener contre elles » ⁴. Contrairement aux exposants des mérites de [symbole grec₂], les communistes ont donc soin de fonder leur lutte sur la tradition historique en la présentant comme la prolongation des expériences du passé, celle des jacobins, celle aussi de la Commune de Paris.

¹ Dont on trouvera un essai d'évaluation objective in IDIART (P.), *La quantité humaine*, Paris, Les Éditions Ouvrières, 1962.

² In *Cahiers du Communisme*, novembre 1962, pp. 10-31.

³ Paris, Éditions Sociales, 1962. Voir aussi un exposé de WALDECK-ROCHET, « L'avenir démocratique de la France », *France Nouvelle*, 6-12 juin 1962, pp. 13-20.

⁴ *Op. cit.*, pp. 248-249.

Dans le cadre du dialogue ouvert entre les communistes et des membres d'autres secteurs de l'opinion, une mention spéciale doit être faite de la réunion tenue à l'abbaye de Royaumont du 17 au 20 mai 1961 sur le thème de l'avenir de l'humanité (idéaux et critères du progrès social)¹. De très vaste ambition, cette rencontre entendait couvrir les divers aspects du progrès : historiques, économiques et sociologiques, scientifiques et philosophiques. Il en est résulté un ouvrage hétérogène et un peu décousu, mais riche de substance, dont plusieurs des thèmes concernent directement le propos de cet essai.

[p. 38] Citons d'abord la controverse, de portée essentielle, sur le sens du progrès technique : à l'idée d'une sorte d'unification du monde par la technique², s'est opposée la thèse que le progrès technologique a des conséquences bien différentes selon le régime social et que l'on commet une erreur en faisant du progrès technique, quelle que soit son importance, le facteur décisif du progrès lui-même (thèse du déterminisme technologique dont nous trouverons diverses expressions dans la suite de ce travail). André Barjonet a contesté que dans la société actuelle l'on puisse envisager la fin de la politique au sens habituel du terme : par contre, une fois supprimée la division en classes, le vieux rêve du remplacement du gouvernement des hommes par l'administration des choses cesserait d'avoir un caractère utopique³.

Mentionnons également les considérations très pessimistes de G. Gurvitch sur le destin de la technocratie dans les sociétés capitalistes. « Cette "nouvelle féodalité" économique, administrative et militaire, a-t-il déclaré ... ne peut être arrêtée dans sa course vers le fascisme que par des révolutions sociales. Si celles-ci ne se produisent pas avec une rapidité suffisante dans les structures du capitalisme organisé, le fascisme ne pourra être évité, sauf d'une façon verbale »⁴. Observons d'ailleurs que G. Gurvitch n'a pas exclu l'hypothèse que l'U.R.S.S. ne devienne « la victime de l'engrenage technocratique spécifique, perdant ainsi une partie des acquisitions de la révolution »⁵.

¹ Le texte des exposés et des interventions a été publié in *Quel avenir attend l'homme ?* Paris, Presses Universitaires de France, 1961. Voir aussi l'étude de l'économiste soviétique ARZOU MANIAN (A.), « Le mouvement révolutionnaire et les problèmes du monde actuel », *Économie et Politique*, novembre 1964, pp. 10-111 (rapport établi dans le cadre de l'Institut d'Économie Mondiale de l'Académie des Sciences de l'Union Soviétique).

² « J'ai l'impression qu'en ce moment, a déclaré J. Fourastié (p. 109), les pays de l'Est et les pays Occidentaux construisent la même maison ».

³ « ... La fin de la politique, estime-t-il, ... n'est possible que dans une société sans classes, dans une société où les biens naturels et les biens moraux, c'est-à-dire la culture, seront produits en masse et où, par conséquent, ne se poseront plus, en somme, que des problèmes concrets, des problèmes qui peuvent être résolus par des méthodes scientifiques de calcul et où vraisemblablement les ordinateurs électroniques et d'autres machines de ce genre pourront jouer un rôle décisif » (*op. cit.*, pp. 128-129). Disons que la survenance d'un tel état suppose l'accomplissement de tant de conditions – établissement de la paix internationale, liquidation de toutes les sources de division sociale, production de biens matériels assez grande pour satisfaire tous les besoins considérés comme légitimes ... – que sa réalisation, dans un avenir prévisible, semble bien improbable.

⁴ *Op. cit.*, p. 153.

⁵ *Ibid.*, p. 157.

Notons enfin l'observation d'un délégué roumain sur la valeur de l'action politique qui contraste ouvertement avec les positions de la technocratie occidentale ¹ : « La grande révolution socialiste a démontré aux masses exploitées que le sens de la vie doit être conquis par la lutte politique... La dialectique du phénomène politique et éthique est telle qu'en luttant pour l'existence, les masses accèdent, en même temps, aux valeurs spirituelles » ². On ne saurait envisager d'opposition plus claire à la thèse préconisant le rejet de toutes les idéologies traditionnelles.

[p. 39] Encore qu'exprimé avec plus de nuances, le même point de vue se retrouve sous la plume d'auteurs qui, tout en admettant l'existence de transformations socio-politiques, n'entendent pas pour autant placer le socialisme dans la catégorie des idéologies mortes. Caractéristique d'un tel courant est l'ouvrage de Roger Quilliot, *La société de 1960 et l'avenir politique de la France* ³, dont les thèses ont été l'objet d'une critique serrée de la part des Communistes ⁴.

Orienté vers la recherche de « perspectives » – terme que les adeptes de la prospective repoussent comme impliquant une démarche trop limitée – ce livre débute par l'analyse de « l'héritage ». Au risque de passer pour un esprit de type « paléoculturel », je confesse que la méthode me semble bonne. La société française de 1960 hérite d'un long passé sans la connaissance précise duquel l'analyse prospective risque de valoir à ses auteurs de larges déboires. Quilliot examine ensuite le « mouvement » (c'est-à-dire la modification insensible du paysage social par le cours quotidien des choses), les comportements et les classes sociales. Sur la base de ces observations, il se prononce en faveur d'un socialisme « modeste, patient, conscient de la relativité de ses démarches » mais qui évite de se laisser entraîner aux compromissions par souci d'efficacité ⁵.

On signalera enfin l'ouvrage de R. Fossaert, *L'avenir du capitalisme* ⁶, qui constitue un intéressant travail de prospective socio-économique tendant à préciser l'évolution probable de ce régime. Selon Fossaert, nos sociétés sont en marche vers le socialisme, le changement de régime pouvant résulter soit d'une catastrophe économique-politique, soit d'une série de mutations successives. Le déclin du

¹ Telles que les symbolise un Louis ARMAND. Voir sa proclamation « Vive la technique ! » *Les Nouvelles Littéraires*, 13 juin 1963.

² *Op. cit.*, p. 305. Observation à rapprocher de l'affirmation de R. GARAUDY selon lequel l'essentiel du marxisme c'est son caractère pratique (*Perspectives de l'homme*, Existentialisme, pensée catholique, marxisme, Paris, Presses Universitaires, 1959, p. 329).

³ Paris, Gallimard, 1960. Notons cette déclaration liminaire : « La réflexion sur un passé lointain peut être relativement sereine : la plongée dans l'actualité ne va jamais sans passion. La tentation est forte de prendre ses rêves pour des réalités et, selon qu'on se veut révolutionnaire ou réformiste, de noircir le tableau ou d'estomper les contrastes ».

⁴ Voir QUILLIOT (Roger), SIMON (Michel), « Échange de vues avec un intellectuel socialiste », *La Nouvelle Critique*, avril-mai 1962, pp. 5-47.

⁵ Comparer avec les vues émises par divers spécialistes in « Quelle vie politique demain ? » France-Forum, décembre 1962-janvier 1963, pp. 4-16.

⁶ Paris, Éditions du Seuil, 1961. [Ce volume de M. Fossaert est diffusé sur le site des Classiques des Sciences sociales à l'adresse suivante : <http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.for.ave2>, MB]

capitalisme résulte en tout cas d'une adultération progressive qui, lui étant imposée par la nécessité de survivre, se traduit par une extension du capitalisme d'État.

Cette forme d'organisation – « dont il ressort que le capitalisme progresse en se déchirant » – constitue la transition qui par une série d'étapes intermédiaires, mènera du capita-[p. 40] lisme au socialisme. En raison du caractère progressiste du capitalisme d'État, la gauche doit s'efforcer d'en provoquer l'élargissement et la consolidation au moyen d'une action politique fondée sur les tendances réelles de l'économie. Nous retrouvons ainsi le trait propre de l'analyse prospective (mais utilisée pour une fois dans un sens non conforme à l'intérêt patronal) : la volonté d'accélérer l'évolution dans le sens souhaité en incitant les intéressés à conformer leurs actions pratiques aux possibilités ouvertes et, par là, à contribuer à leur réalisation.

Beaucoup seront sans doute portés à qualifier d'optimiste la thèse de Fossaert sur le caractère progressiste du capitalisme d'État dont les liens avec le capitalisme privé sont si nombreux et si denses. Il n'est pas du tout sûr que les institutions sociales de type public ou semi-public fonctionnant dans un contexte capitaliste soient capables d'effacer les maux dont les hommes continuent de souffrir en cette phase de profonds bouleversements techniques. La mise en œuvre du Welfare State a apporté bien des déceptions, notamment en Grande-Bretagne : il est peu probable que l'on en puisse attendre une authentique libération des hommes ¹. Analysant la société britannique d'aujourd'hui, R. M. Titmuss, professeur à l'Université de Londres, l'a qualifiée dans une brochure de la Société Fabienne *d'irresponsible society*, une société ou s'affirment sans cesse de nouvelles formes et manifestations d'injustice sociale ².

*
* *

« L'histoire du capitalisme s'achève, l'histoire du socialisme commence », écrit Jean Baby qui voit dans ce passage « le sens le plus profond de l'époque où nous vivons » ³. Mais de quel socialisme s'agit-il ? En un ouvrage sur l'avenir du socialisme qui eut beaucoup de retentissement, C.A.R. Crosland déclarait qu'il faut désormais définir le socialisme non pas en termes de nationalisation ou de

¹ Voir à ce propos : MARSH (D.C.) : *The future of the Welfare State*, Penguin Books, 1964.

² Brochure reproduite in *Essays en « the Welfare State »*, nouvelle édition. Londres, Unwin University Books, 1963, pp. 215-243 ; voir aussi : SHANKS (M.), *The stagnant society*, Penguin Books, 1961. Sur l'état présent de la société et des mœurs britanniques, on recommande la lecture du petit livre de CARSTAIRS (G.M.), professeur de médecine psychologique à l'Université d'Édimbourg, *This island now*, Penguin Books, 1964. Une fois au pouvoir, les Travailleurs réussissent-ils à faire une politique socialiste ? R.H.S. CROSSMANN émet à ce propos des doutes considérables : *Planning for freedom*, Londres, H. Hamilton, 1965.

³ In *Un monde meilleur*, Recherche marxiste, Paris, Maspero, 1964.

planification mais par référence au bien-être social et à l'égalité des hommes ¹. Mais [p. 41] d'autres entendent réserver la qualification de socialistes à ceux-là seuls qui acceptent l'établissement, à titre provisoire, d'une « dictature révolutionnaire du prolétariat » en vue d'obtenir « le règne de l'abondance et de la liberté » ².

En première analyse, on peut être porté à qualifier cette dernière position de dogmatique mais il suffit d'apercevoir les ultimes conséquences de l'adoption d'une conception souple pour comprendre les partisans de la rigueur. Citons, par exemple, l'interprétation, par Jules Romains, du capitalisme américain comme « un socialisme qui cherche son nom » : cet écrivain en arrive au point de considérer la théorie de la mass *production* comme « un socialisme de haute complexité » ³. Admettons que l'exemple retenu est un peu caricatural mais beaucoup, après avoir souri de la formule de J. Romains, seront prêts à qualifier la Suède d'État socialiste alors qu'il s'agit d'un État typiquement capitaliste à sécurité sociale relativement développée (situation facilitée par les fructueux trafics réalisés, grâce à la neutralité, durant les deux guerres mondiales). Or cette dégradation de la notion de socialisme n'est pas sans conséquences au niveau des luttes partisans.

Il n'entre pas dans le cadre de cet essai de discuter le problème de la définition de cette idéologie. Dans son essai d'anticipation de la société socialiste, J. Baby, après avoir rappelé que « dans notre monde, les rapports humains sont devenus, en premier lieu, des rapports d'argent » ⁴ souligne que l'un des traits essentiels d'accomplissement du socialisme sera le dépérissement de l'argent. De nombreux opposants au système actuel estimeront sans doute que la volonté de réaliser un tel dépérissement constitue la légitimation la plus haute de l'attitude socialiste et que l'abolition de la propriété privée des moyens de production représente la condition nécessaire d'une telle évolution : mais l'expérience que nous avons désormais des pays socialistes montre que ce n'est pas ou pas encore une condition suffisante. L'établissement d'un socialisme authentique, y compris dans les pays se disant socialistes, reste encore une perspective lointaine ⁵.

¹ *The future of socialism*, Londres, Cape, 1956 (réimprimé en 1961). Dans la même perspective, voir : JAY (D.), *Socialism in the new society*, Londres, Longmans, 1962, et PHILIP (A.), *La gauche*, Mythes et réalités, Paris, Aubier, 1964.

² Selon J. KNIEF in *Partisans*, n° 18, décembre 1964-janvier 1965, p. 14 (numéro spécial sur « le socialisme aujourd'hui »).

³ In *Passagers de cette planète, où allons-nous ?* Paris, Flammarion, 1955, pp. 167-167.

⁴ *Op. cit.*, p. 149.

⁵ Depuis quelques années, le passage de la société soviétique de la phase socialiste à la phase communiste a donné lieu à plusieurs proclamations et publications dont la prudence dans le pronostic reste la caractéristique majeure. Voir en particulier : *Vers le communisme*, Recueil des documents au XXII^e Congrès du Parti Communiste de l'Union Soviétique, 17-31 octobre 1961, Moscou, Éditions en Langues Étrangères, 1961 ; « Le Communisme aujourd'hui et demain », *Recherches Internationales à la lumière du Marxisme*, n° 18, 1960 ; « L'U.R.S.S. du féodalisme au communisme » (neuf études de S. STROUMILINE), même publication, n° 27, 1961. Pour une série de vues critiques, consulter : « The future of communist society », *Survey*, A journal of Soviet and East European Studies, octobre 1961 ; « The future of communist society, A symposium », *Problems of Communism*, novembre-décembre 1960, pp. 1-37 ; « L'avenir du communisme après le

[p. 42, sans texte]

XXII^e Congrès », *La Nef*, n° 9, janvier-mars 1962. Voir enfin : DENNO (T.), *The communist millennium : the Soviet view*, La Haye, Martinus Nijhoff, 1965 (selon l'auteur, l'utopie communiste est une part essentielle des fondements du marxisme qui considère la nature humaine comme un produit variable de l'environnement et comme susceptible de modifications sous l'effet de changements dans les conditions sociales).

[p. 43]

II

PORTÉE DES SPÉCULATIONS SUR L'AVENIR

[Retour à la table des matières](#)

L'OBJET de cette deuxième partie est d'examiner la signification socio-politique des tendances précédemment analysées. Beaucoup des études faites sous le pavillon de l'avenir nous sont présentées comme une contribution objective à l'explication et à la prévision du futur. Or, en de nombreux cas, il est impossible d'accepter une telle prétention. En réalité, une large part de ces travaux constitue un essai de diversion et une tentative de mystification au profit des groupes dominants – ceux du capitalisme privé mais aussi ceux du capitalisme d'État associés aux premiers par tant de liens. Le culte de l'avenir prolonge et justifie en quelque sorte la thèse du déclin des idéologies. Avant d'entrer dans le vif du sujet, il est donc nécessaire de trouver un principe général de répartition qui permette de qualifier sans équivoque les multiples démarches intellectuelles évoquées en cet essai.

I. PRINCIPE D'INTERPRÉTATION

Sur la base d'une pratique déjà assez longue des études de l'avenir, il semble possible de diviser celles-ci en deux catégories : les unes qui tentent véritablement de prévoir ou, au moins, d'explorer l'avenir et qui, finalement bien peu nombreuses, représentent à proprement parler un effort de conjecture ; les autres qui, avec ou sans référence à la caution du raisonnement scientifique, consistent à dresser un tableau de l'avenir conforme aux intérêts sociaux et préférences idéologiques de leurs auteurs. Il est manifeste qu'en moyenne les [p. 44] secondes témoignent de beaucoup plus d'optimisme que les premières. On s'oriente ainsi vers l'exaltation de l'avenir que l'on peut définir comme un discours tendant à persuader les hommes de la capacité que posséderait désormais le système capitaliste d'apporter par lui-même, au prix de quelques ajustements sociaux modérés, une solution aux problèmes de notre monde.

Le premier de ces courants s'attache à la détermination de l'avenir tandis que le second a pour principe d'effectuer une utilisation idéologique de ce facteur. Il paraît difficilement contestable que le culte de l'avenir, dont les adeptes sont si prompts à dénoncer l'inutilité ou la malfaisance des vieilles idéologies, est lui-même une idéologie ayant pour fonction de faire croire aux pauvres et aux déshérités, à tous les groupes exploités par le pouvoir capitaliste, qu'il n'est plus besoin d'avoir recours à la lutte politique pour transformer ou améliorer leur sort. Il est commode, au prix d'un néologisme, de qualifier d'avenirisme cet effort de démobilisation de la revendication sociale dont les liens avec l'idéologie technocratique sont nombreux.

Le mécanisme d'action de l'avenirisme relève d'un principe simple et bien connu : la capacité de l'image de l'avenir que l'on suggère ou impose d'influencer sensiblement le déroulement de l'avenir lui-même¹. Les sociologues utilisent, pour rendre compte de cet effet, la notion de prédiction créatrice, notion qui est une catégorie particulière de la sociologie de la connaissance. Elle est fondée sur l'idée que les croyances collectives « tendent à engendrer leur propre réalisation pourvu qu'elles soient généralisées dans le groupe »². Il n'est pas nécessaire, pour l'accomplissement de cette influence, que les croyances considérées expriment correctement ou intégralement la réalité : il suffit qu'elles présentent un certain degré de vraisemblance ou, si l'on veut, qu'elles n'apparaissent pas radicalement incompatibles avec les faits. Dans cette perspective, ne l'oublions pas, toute prévision est susceptible d'influer sur le public même si un tel objectif n'est pas directement visé par celui qui a établi le pronostic ou en assure la transmission.

Nous analyserons donc les études de l'avenir sous le double aspect d'un effort de prévision et d'un essai d'endoctrinement, la conjecture d'une part, l'avenirisme de l'autre. Ce mode de classification qui paraît correspondre à la réalité des démarches accomplies au titre des spéculations sur le futur comporte toutefois deux difficultés d'application : la première concerne la répartition de ces démarches dans l'une et l'autre catégorie ; la seconde tient aux rapports qui s'établissent quasi nécessairement entre les deux courants au niveau de la pratique. Il convient de préciser brièvement le sens de chacun de ces obstacles.

À l'égard de la répartition, il n'existe pas de procédé ou critère qui permette de l'accomplir de manière irrécusable. Et des lors, l'auteur de la distribution ne saurait éviter de trancher les cas douteux sans mettre en œuvre son propre jugement. Ainsi me paraît-il légitime d'attribuer une coloration idéologique à la prospective parce que, même prudente ou nuancée dans ses conclusions, elle constitue, dans son utilisation habituelle, l'un des véhicules de ce « néo-conservatisme » éclairé, si en honneur aujourd'hui dans de nombreux secteurs du monde politique (qui ne se situent pas tous à la droite de l'opinion).

¹ Pour une étude approfondie de cette propriété, se reporter à l'ouvrage monumental de Fred L. POLAK, *The image of the future*, Enlightening the past, orientating the present, forecasting the future, traduit en anglais du néerlandais, 2 vol., Leyden, Sythoff, 1961.

² Définition de H. JANNE in *Cahiers Internationaux de Sociologie*, n° 33, 1962, p. 23.

L'effort de discrimination est particulièrement nécessaire à l'égard des travaux qui représentent, sous une apparence scientifique, de simples plaidoyers idéologiques. Parfois la déformation est si nette que l'on n'éprouve aucun mal à rétablir la nature exacte de la démarche considérée. On en donnera comme exemple une étude de la série Futuribles, due à Michael Postan, professeur d'histoire économique à l'Université de Cambridge, et qui porte sur « Le système économique et social en 1970 »¹. On trouve dans ce texte des affirmations difficiles à admettre sous la plume d'un universitaire : ainsi l'idée que désormais « la majorité des grandes entreprises sont... publiques, en fait et en droit ». C'est la légitimation [p. 46] de la thèse que l'évolution présente du capitalisme aboutit à donner à la gestion des grands trusts et autres combinaisons d'affaires un caractère d'intérêt public (la conséquence finale de cette position étant, quoi qu'on en dise, de reconnaître, selon le slogan bien connu, que tout ce qui est bon pour General Motors...). Ainsi se trouve escamoté le grand pouvoir économique privé avec ses implications directes sur la vie politique dont disposent, en tant de pays, des firmes comme la Standard Oil N.J. ou Unilever.

Il est vrai certes que de telles concentrations d'affaires ont une importance considérable pour la vie économique des pays dans lesquels elles interviennent : mais on travestit la réalité en dissimulant qu'aujourd'hui comme hier ces firmes sont administrées en vertu de critères de rentabilité privée par des hommes qui n'ont finalement de compte à rendre à personne.

La nature idéologique de la démarche de Postan est claire mais parfois l'adhésion aux thèses des groupes dirigeants est moins nette et l'effort de discrimination exige plus de réflexion. C'est le cas pour un récent ouvrage de Hans Frayer (ancien professeur à l'Université de Leipzig) qui, de manière particulièrement ambitieuse, nous propose une théorie du temps présent conçue à la fois comme un tour d'horizon, une rétrospective et une prospective². Démarche scientifique ou essai de persuasion ?

Le mécanisme de raisonnement de Frayer, qui entend étudier les conséquences de l'extension à toute la terre du système industriel, est de dégager de l'observation de notre monde un certain nombre de tendances dont il déclare qu'elles convergent vers un modèle d'organisation (le terme modèle étant pris par lui dans le sens de loi de structure). L'un des traits essentiels de ce modèle – qui traite de manière très superficielle des dangers de la bureaucratisation pour la liberté de l'homme – est l'extension de l'administration des choses, la puissance de cette pratique grandissant à mesure que s'étendent les domaines de la vie sociale soumis à l'administration. [p. 47] Frayer affirme toutefois que le passage à ce modèle (qui lui semble contenir une chance d'épanouissement de l'idéal démocratique) risque d'être gêné par des résistances, spécialement la tendance au totalitarisme dont la caractéristique (régimes communistes compris) est de ne pas considérer l'homme comme une personne. Finalement, malgré la lourdeur de la démonstration qui nous est offerte, le livre d'Hans Frayer qui s'en tient à un point de vue unilatéral dans l'interprétation de notre

¹ *Bulletin Sedeis*, n° 795, 1^{er} septembre 1961 (republiée dans *Il Politico*, juin 1962, pp. 358-378).

² *Les fondements du monde moderne*, Théorie du temps présent, Paris, Payot, 1965.

univers, relève bien plus du combat idéologique que de l'essai de conjecturer l'avenir social.

Passons maintenant à la seconde difficulté de la classification proposée qui tient à l'interaction dans la pratique des deux courants considérés. Sur le terrain des principes méthodologiques, elle résulte d'une commune propension à rechercher dans le présent l'annonce du futur. Cette rencontre suscite une perméabilité réciproque qui se manifeste notamment à l'égard du mobile de base caractérisant chacune de ces deux démarches. Cependant l'influence que ces courants sont susceptibles d'exercer l'un sur l'autre ne paraît pas égale.

De l'adepte de la conjecture et du tenant de l'avenirisme, il est douteux que le premier agisse de manière sensible sur le second, le culte de l'avenir exigeant à l'égard de l'interprétation sociale une latitude ou liberté de manœuvre que n'autorise pas la démarche prévisionnelle. L'humble chercheur tenu de donner quelque consistance à ses affirmations ne saurait évidemment se lancer dans les spéculations sur [symbole grec₂]. En revanche, on peut redouter que le conjecturiste n'échappe pas pleinement à la contagion de l'avenirisme auquel tant de tribunes et organes d'information du pays réservent une si large place.

En principe, la conjecture a pour mobile initial la compréhension de l'avenir ou, plus exactement, des mécanismes susceptibles de le déterminer. Mais, nous l'avons dit, toute prévision est susceptible d'influer sur le cours des choses, ne serait-ce que par les réactions correctrices qu'elle peut déclencher dans les milieux intéressés. Cette éventualité a chance de [p. 48] s'accomplir, même si l'auteur de la prédiction ne s'occupe pas de la provoquer : il faut simplement, pour que cette éventualité entre dans le domaine du possible, que le pronostic atteigne les hommes qui disposent des facultés ou leviers nécessaires à la correction¹. Toutefois, on ne saurait s'étonner que l'auteur d'une prévision tente de faire prévaloir son point de vue et soit porté, en somme, à effectuer quelque propagande pour ses idées. En principe, ces efforts ne modifient pas la nature de l'activité prévisionnelle déjà accomplie quoique le désir de convaincre ses interlocuteurs puisse pousser le conjecturiste à déformer, voire même à trahir un peu, sa pensée initiale (simplification excessive ; établissement de conclusions prématurées ou insuffisamment nuancées...).

La situation changerait par contre si l'art de la conjecture en venait, sous l'influence de la prospective, à passer, même de façon discrète et partielle, de la formulation du « probable » à la spécification du « souhaitable ». Ainsi en irait-il si le conjecturiste, place devant plusieurs évolutions possibles sans être capable de déterminer la plus probable, sélectionnait celle convenant le mieux à ses sentiments ou désirs propres et s'efforçait ensuite d'accroître ses chances de réalisation, déjà

¹ Pour une présentation différente des conséquences de la prévision, voir l'essai de Michel MASSENET, « Introduction à une sociologie de la prévision », *Bulletin Sedeis*, n° 857, 20 juin 1963. Étudiant les rapports entre la prévision et l'action dans une société en mouvement, il en distingue deux grandes séries : la prévision comme source d'invariance en vue de l'action (rôle consistant dans l'octroi aux praticiens d'une régularité de substitution) ; la prévision comme source directe de l'action (en tant qu'elle présente à l'esprit des perspectives plus précises sur l'avenir).

augmentées (puissance de l'image de l'avenir) par la sélection arbitraire effectuée au départ. En acceptant de prendre des positions de cet ordre, la conjecture ne mériterait finalement pas plus de crédit scientifique que l'avenirisme dont précisément la recette est de vulgariser, sous une phraséologie audacieuse ou prudente, une notion de l'avenir social qui convienne aux groupes bourgeois des secteurs privé et public dont elle émane.

On n'entend nullement contester par là qu'il puisse être utile d'indiquer aux autorités les moyens permettant d'agir, dans un sens ou dans l'autre, sur l'évolution pronostiquée. Le tout est simplement de ne pas mélanger les genres et, en particulier, de ne pas présenter comme une évolution spontanée le mouvement qui, en réalité, doit résulter d'une action entreprise pour agir sur le cours des choses. Il s'agit d'éviter les manœuvres et subterfuges que permet la présentation en une formule [p. 49] unique du « probable » et du « souhaitable ». Ou alors il faut donner une égale chance d'être entendu à toutes les prospectives qui sont nécessairement aussi nombreuses que les idéologies de référence, sans oublier, en plus, les divergences techniques (ainsi les disputes au sujet de l'avenir respectif des divers modes de transport).

Les tenants du culte de l'avenir manifestent en général une assez grande indifférence, sinon un total dédain, à l'égard de l'expérience historique. Une telle position est peut-être légitime si elle a pour but d'éviter soit le raisonnement par extrapolation en fonction d'un proche passé (tendance induisant les militaires à refaire la dernière guerre), soit la stérilisation des démarches de l'imagination créatrice. Mais, conçue au sens d'une rupture, l'opposition entre le passé et l'avenir soulève les plus expresses réserves : après tout, que serait l'avenir, même doté des plus merveilleuses machines électroniques, si nous étions brusquement amputés du capital d'expérience hérité du passé ? Sans retomber dans l'ornière du pragmatisme historique (les « leçons de l'histoire », disons que l'une des qualités qui manque le plus aux adeptes de l'avenirisme est le sens de la relativité des perspectives que permet d'acquérir l'étude de l'histoire, spécialement celle de l'histoire lente. Il est vrai que cette relativité est bien inutile quand il s'agit de convaincre ou d'endoctriner un public mis en condition par les grands moyens de communication. Il serait fâcheux que de telles habitudes retentissent sur les spécialistes de la conjecture (ce qui n'est encore nullement vrai dans la plupart des cas).

II. ÉTUDE DE L'AVENIR

[Retour à la table des matières](#)

Nous examinerons d'abord le courant qui s'attache à la prévision ou, plus modestement, à l'exploration de l'avenir probable sans introduire dans le mécanisme même d'établissement et de formulation du pronostic la préoccupation d'agir [p. 50] sur l'évolution observée. Tout pronostic de cet ordre reste bien entendu sujet aux causes d'erreur qui affectent la validité de l'explication et aux facteurs socio-idéologiques qui en compromettent l'objectivité.

Au titre de l'avenir politique, les ouvrages qui apportent des éléments de valeur sont en très petit nombre, les plus significatifs étant souvent ceux qui s'en tiennent à l'interprétation des tendances présentes sans tenter expressément de prédire l'avenir. La série Futuribles contient à cet égard plusieurs notes d'un intérêt certain, la qualité du pronostic émis étant étroitement lié à la capacité de l'auteur d'apprécier correctement la situation actuelle¹. Quant à la prospective, il en sera relativement peu question dans cette rubrique, d'abord parce que les pronostics émis en matière politique par les auteurs se réclamant de cette attitude sont si vagues ou si prudents qu'ils en perdent toute utilité et aussi parce que ces pronostics s'inspirent, en moyenne, d'un souci de sauvegarder ou d'améliorer l'ordre capitaliste qui n'est pas conforme aux exigences de la recherche expérimentale.

Les travaux relatifs à l'avenir politique sont très dispersés et il est difficile d'en tirer une vue complète de l'évolution de notre monde. Beaucoup sont le reflet de soucis immédiats (ainsi avenir des partis politiques dans la phase post-gaulliste). Au risque d'attribuer à ce courant plus de cohérence qu'il n'en a effectivement, nous regrouperons ces travaux autour d'un thème de portée générale : la place et le sens de la politique dans le monde de demain. Il me semble que ce thème permet de rassembler la plupart des efforts de quelque importance accomplis au titre de la prévision politique.

¹ Sans établir ici de palmarès, j'ai pris grand intérêt à la lecture des travaux (tous deux dans le *Bulletin Sedeis*) de D. SIDJANSKI, « L'Europe unie sera-t-elle fédéraliste ? », n° 855, 1^{er} juin 1963, et G. SARTORI, « L'avenir des parlements », n° 878, 20 février 1964 (à rapprocher des travaux d'un colloque tenu à Rome en juin 1964 sur « Il Parlamento nella società moderna : La Dieta Polacca », *Rassegna Parlamentare*, mai-juin-juillet 1964, pp. 269-356). On n'en saurait dire autant de l'étude d'A. FRISCH, « Évolution de la démocratie en Europe », *Bulletin Sedeis*, n° 887, 20 mai 1964 : celui-ci procède en particulier à une critique de la notion de démocratie économique – si peu d'actualité pourtant au niveau de la pratique – qui rend un son typiquement manchestérien. Nous voici prévenus que « la démocratie économique ... possède un caractère exclusivement matériel ... (qu') elle est dépourvue de tout idéal, de tout objectif supérieur, de toute valeur politique dans le sens strict du mot ». C'est, sous couleur de prédiction, le retour à P.-E. Flandin oui ne craignit pas, en son temps, de fustiger le matérialisme des travailleurs.

1. TRANSFORMATIONS SOCIALES ET CHANGEMENT POLITIQUE

[Retour à la table des matières](#)

Il est impossible de poser correctement le problème du changement politique sans tenir compte de l'ampleur et du rythme des transformations sociales, elles-mêmes liées aux modifications technologiques. Mais si la nécessité de l'établissement [p. 51] de telles liaisons est évidente, il s'en faut de beaucoup que nous disposions d'un schéma théorique qui précise globalement ou permette au moins de fixer, cas par cas, le sens et la portée de telles relations. Il paraît légitime d'admettre, au vu de l'expérience historique, qu'en de nombreuses situations, peut-être dans la majorité des cas, le changement politique, tel qu'il résulte de l'affrontement des groupes, exprime l'adaptation progressive ou brutale de l'appareil gouvernemental aux besoins de l'évolution économique et aux contraintes qu'elle suscite. Mais, poussée à l'extrême, cette norme d'interprétation risque de conduire à une sous-évaluation de l'autonomie relative du politique et de susciter une double erreur d'interprétation : la première étant d'admettre que les transformations sociales engendrent partout les mêmes conséquences politiques ; la seconde étant d'ignorer ou de minimiser le rôle que peut jouer le politique comme promoteur des transformations sociales.

Selon Jouvenel, la partie du changement politique commandée par les transformations sociales serait finalement la moins importante. Il est difficile d'admettre que l'autonomie du politique à l'égard du social soit aussi grande, spécialement dans une perspective de longue durée. Mais il faut reconnaître, qu'en dehors de l'interprétation marxiste, dont l'adaptation à notre monde n'a été que très imparfaitement réalisée, nous ne disposons pas d'un modèle qui permettrait de disserter avec une réelle sécurité intellectuelle de l'interaction de ces deux séries de phénomènes. Cette lacune aggrave la difficulté de la prévision politique ou, plus exactement, conduit les différents auteurs à formuler des prévisions divergentes en fonction de positions idéologiques préétablies.

Pour avoir une juste idée de la portée de ces controverses, considérons le rôle socio-politique des phénomènes de production et de consommation de masse liés à la croissance industrielle. Selon tout un courant, particulièrement répandu aux États-Unis, c'est dans ces phénomènes que résiderait le facteur essentiel d'évolution et donc la clé principale, sinon [p. 52] exclusive, d'interprétation de notre temps. Écoutons à cet égard P. Drucker nous dire que « la révolution mondiale de notre temps est "made in U.S.A.". Ce n'est pas le communisme, le fascisme, le nouveau nationalisme des peuples non occidentaux ou n'importe lequel des "ismes" qui apparaissent dans les titres de journaux. Ce sont là des réactions secondaires à l'ébranlement fondamental ... Le vrai principe révolutionnaire est l'idée de la *mass-production*. Aucun des événements que nous rapporte l'histoire de l'homme n'égale, en vitesse, en universalité et en portée la transformation que ce principe a introduit dans les

fondements de la société durant la courte période de quarante ans nous séparant du lancement, par Henry Ford de son modèle T »¹.

Ces idées exprimées par Drucker dès 1949, dans la ligne de recherches antérieures d'E. Mayo, tendent à substituer à la notion de « capitalisme » celles de « civilisation industrielle », d'« ordre industriel », de « société industrielle ». Elles relèguent à une position secondaire la forme et l'inspiration de l'appareil gouvernemental : « La crise de l'État, écrit Drucker dans un ouvrage plus récent, n'est pas une question de république ou de monarchie, de séparation de pouvoir ou de pouvoir souverain, de constitution orale ou de constitution écrite, ou encore de tel ou tel système d'élection. C'est encore moins une question de capitalisme ou de socialisme et ce n'est même pas une question de démocratie ou de dictature »². Cependant Drucker n'est pas très prolix sur les conditions et modalités de reconstruction de l'État selon ses vues : il évoque la nécessité d'une « nouvelle ère de philosophie politique » mais les concepts qu'il avance à cet effet – efficacité, continuité, pluralisme, ordre social – correspondent soit à des lieux communs soit à des aspirations confuses. Il souligne toutefois que l'un des principaux facteurs de la réussite relative de la formule américaine a été le caractère non idéologique des partis américains qui en a fait des agents d'unité. Et il ajoute que « le parti idéologique ... est un anachronisme gratuit. Voulant subordonner le bien-être national à la rec-[p. 53] titude doctrinaire, il est de moins en moins capable de former un gouvernement »³.

C'est la une position logique si l'on admet que l'ordre social établi apporte une réponse convenable aux problèmes de notre temps. Drucker retrouve la méfiance manifestée par les milieux conservateurs, à toutes les époques de l'histoire, vis-à-vis des idéologies de contestation du système existant. C'est l'utilisation pour la défense du monde capitaliste d'une recette éprouvée, le problème du sociologue étant de déterminer les mobiles qui, en certains pays (États-Unis, Suisse...), conduisent les couches non privilégiées, c'est-à-dire la majorité du peuple, à accepter de telles consignes.

Des vues analogues ont été présentées au public français par J. Fourastié et A. Laleuf en un livre au titre significatif : *Révolution à l'Ouest*⁴. Il y a dans cet ouvrage, qui est un hymne à la gloire de la civilisation industrielle des affirmations qui laissent perplexe : ainsi une vigoureuse attaque contre Descartes « le dernier des anciens » (« le Français moyen pense comme Descartes ; et le drame est que, pensant comme Descartes, il croit penser scientifiquement au sens moderne du mot... ») ou encore l'affirmation que « le moindre élève du Dr Kinsey sait sur Phèdre plus que Racine ». Mais le point essentiel de la démonstration est, là aussi, l'idée que le progrès technique constitue le facteur décisif de notre avenir.

¹ In *The new society*, The anatomy of the industrial order, New York, Harper, 1949, p. 1.

² *Que sera demain ? Prévisions*. Paris, Les Éditions d'organisation, 1961, p. 216.

³ *Que sera demain ? Op. cit.*, p. 218.

⁴ Paris, Presses Universitaires, 1957.

« ... Dans tous les pays du monde, écrivent Fourastié et Laleuf, les hommes perçoivent de plus en plus clairement que les facteurs prépondérants de toute civilisation ne sont pas, comme on l'a cru longtemps, les facteurs juridiques ou politiques, le régime de la propriété, les "rapports de production", la domination militaire ou policière, mais *les techniques de production*. Ce sont en effet les techniques de production qui commandent à *long terme*, ou du moins conditionnent, mais d'une manière assez précise, les précédents facteurs et même des facteurs plus profonds tels que les modes, les mœurs, les croyances, les conceptions du monde »¹. Ajoutons que, d'après Fourastié et Laleuf, le terme « capitalisme » est trompeur [p. 54] pour désigner la situation des États-Unis : un « nouveau système économique » s'y est peu à peu constitué pour lequel manque encore un mode de désignation unanimement accepté, Fourastié et Laleuf ayant le sentiment que le meilleur est celui de « démocratie économique ».

À qui connaît le niveau de concentration du pouvoir économique réalisé aux États-Unis, ce texte peut paraître étonnant et il l'est effectivement. Témoignant l'an dernier devant une commission du Sénat américain, Gardiner C. Means a déclaré que les cent plus grandes corporations de l'industrie de transformation contrôlent 58 % des terrains, bâtiments et équipements utilisés dans cette branche de l'activité économique (contre 44 % en 1929)². En réalité, pour désigner une telle situation, il n'est pas besoin de chercher des termes nouveaux, l'expression de capital de monopole existant depuis longtemps et convenant parfaitement aux phénomènes considérés.

C'est à Raymond Aron que l'on doit la formulation la plus nette et la plus cohérente de la thèse attribuant un rôle prépondérant à l'ordre et au comportement industriels dans l'agencement des sociétés humaines³. Ces idées sont désormais trop bien connues pour qu'il soit nécessaire de les exposer ici en détail. En acceptant le risque d'une formulation très élémentaire, disons que pour Aron la société industrielle constitue, par opposition à la société traditionnelle, le concept majeur de notre époque. Cette société se caractérise par cinq traits que l'on trouve aussi bien dans l'économie soviétique que dans l'économie capitaliste (séparation radicale de l'entreprise d'avec la famille ; division technologique du travail ; accumulation du capital ; calcul économique ; concentration ouvrière sur le lieu du travail). En ce domaine, le trait caractéristique de la problématique d'Aron est « d'éviter au point de départ l'opposition socialisme-capitalisme et de considérer socialisme et capitalisme comme deux modalités d'un même genre, la société industrielle »⁴.

¹ *Op. cit.*, p. 9.

² D'après le *New York Times* (International edition), 3 juillet 1964.

³ *Dix-huit leçons sur la société industrielle*, Paris, Gallimard, 1962 (Idées). Voir aussi la suite de ces développements in *La lutte de classes*, Nouvelles leçons sur les sociétés industrielles, Paris, Gallimard, 1964 (Idées). Faisant un compte rendu du premier de ces ouvrages, J. DANIEL déclarait dans *L'Express* (numéro du 24 janvier 1963) que « Raymond Aron a découvert en Asie que l'U.R.S.S. et les États-Unis appartiennent à la même famille » (p. 25).

⁴ *Dix-huit leçons...*, *Op. cit.*, p. 50. Il est intéressant de relire les commentaires qu'inspirait à Lucien ROMIER en 1929 l'observation comparée des États-Unis et de l'U.R.S.S. (*L'homme nouveau*. Esquisse des conséquences du progrès. Paris, Hachette, pp. 107-108) : « Entre les tendances

Cette problématique a suscité une vive opposition de la [p. 55] part des marxistes (ainsi que l'on montre les débats de la Semaine de la pensée marxiste de janvier 1964 qui portaient sur le thème de la société industrielle). Ils lui ont reproché de faire abstraction de la lutte des classes et de réduire le matérialisme historique à un déterminisme technologique (*supra*). Ils lui ont fait grief de créer une catégorie qui, fondée sur l'identité des problèmes techniques découlant de l'industrialisation, néglige les régimes socio-politiques dont le contenu détermine la répartition des facteurs de la production entre les divers emplois possibles et commande la distribution du produit. Ils ont aussi insisté sur la pauvreté du concept de société industrielle – pauvreté analogue à celle du concept de « secteur tertiaire » dont l'origine remonte aux travaux de Colin Clark et qui eut, voici quelques années, une certaine vogue : selon eux, l'existence d'un secteur industriel ou la présence d'une croissance industrielle moderne ne suffit pas pour définir une société.

Ayant exposé en plusieurs écrits les raisons qui m'ont conduit à accepter l'idée de l'altérité foncière des sociétés industrialisées de l'Est et de l'Ouest, je n'entends pas les reprendre ici de nouveau. Je dirai simplement que l'analyse faite par Aron du capitalisme ne me paraît pas convaincante. Il est vrai que pour plusieurs causes, dont la course aux armements, ce régime est parvenu depuis la fin de la guerre à éviter les crises majeures (*infra*). Mais rien dans son fonctionnement social actuel ne justifie qu'on lui prête un contenu nouveau (thèse du néo-capitalisme). Nul n'a jamais établi que le capitalisme du temps présent comporte une diminution de la puissance de l'argent et, qu'il s'agisse de la distribution du pouvoir ou de la répartition des ressources, une réduction de l'inégalité sociale sous toutes ses formes (les défenseurs les plus astucieux de ce système, tel J.K. Galbraith, se bornant à affirmer que désormais les citoyens-consommateurs de masse ne s'intéressent plus tellement au problème de l'égalité) ¹.

L'évolution du capitalisme n'apporte rien qui oblige à remettre en cause l'idée de l'altérité des sociétés industrialisées. [p. 56] Pour être équitable envers la thèse de l'unité, il faut dire que divers aspects du fonctionnement pratique de la société

profondes qui entraînent la civilisation des États-Unis et les essais de création d'une société prétendue nouvelle par les communistes russes, existent des analogies évidentes. D'un côté comme de l'autre, c'est le culte exclusif de la science appliquée, de la technique avec un grand T et le même effort, triomphant en Amérique, balbutiant en Russie, pour adapter toutes les formes sociales aux besoins, non plus de l'individu, mais de la masse humaine, esclave, précisément, de la technique et des machines. Les analogies ne proviennent pas d'une rencontre de hasard. Elles ont une cause précise : l'absence, le dédain ou la haine de la tradition... Et Romier ajoutait (p. 109) que le monde tout entier regarde ces « deux foyers nouveaux ... tournés exclusivement vers l'avenir ... avec une curiosité où se mêlent la répulsion et l'attraction ». Voir aussi les remarques faites à ce propos par B. RUSSEL in *Ma conception du monde*, traduit de l'anglais, Paris, Gallimard, 1962 (Idées), pp. 53-67.

¹ Robert E. LANE va jusqu'à dire que les travailleurs redoutent l'égalité : « The fear of equality », *American Political Science Review*, mars 1959, pp. 35-51. Il est vrai que cette affirmation ne repose que sur les déclarations faites par un groupe de 15 Américains (dont 10 *blue collars* et 5 *white collars*) à revenu moyen. On peut donc hésiter à généraliser ces constatations.

soviétique – ce que Jean Dru appelle pudiquement des « zones d'ombre »¹ – suggèrent certaines similitudes troublantes avec les pratiques capitalistes (stratification socio-professionnelle, éventail des salaires...). Selon une interprétation, ce seraient là des accidents ou crises de croissance n'ayant pas d'importance quant à la réalisation de l'objectif final. Sans contester l'existence de ces écarts par rapport au modèle socialiste, ils ne semblent pas assez importants pour effacer les divergences de fond entre les deux grands types de sociétés industriellement développées. Au surplus, on peut admettre avec J. Baby qu'il n'est pas légitime de juger de l'avenir du socialisme, dont la mise en œuvre n'en est qu'à ses débuts, sur la façon dont il fonctionne actuellement en Union Soviétique².

L'idée que le capitalisme n'a pas subi à notre époque de mutation sociale profonde est compatible avec l'existence de changements à l'intérieur du système, notamment au titre de la distribution professionnelle des travailleurs. Le point aujourd'hui le plus saillant est la montée des cadres dans la population active. Selon les recherches de l'Institut National d'Études Démographiques (régulièrement publiées dans la revue *Population*), la croissance de cette catégorie, déjà très sensible durant les dix dernières années, ira s'intensifiant dans un proche avenir : l'Institut prévoit en effet un doublement des cadres supérieurs (disposant d'une licence ou d'un doctorat) d'aujourd'hui à 1975 tandis que la population active totale n'augmenterait que de 14 %. Bien que ces prévisions comportent des éléments d'incertitude, elles correspondent à des tendances certaines dont nous ne sommes encore que très imparfaitement capables d'entrevoir les répercussions politiques.

La question a été abondamment discutée à propos de la classe ouvrière, divers auteurs employant pour exprimer les transformations déjà effectuées ou prévisibles les termes de [p. 57] « nouvelle classe ouvrière »³. En réfléchissant au labour monumental que déploya F. Simiand pour établir un système de liaison entre le mouvement de l'action collective ouvrière et le déroulement de la conjoncture, l'on reste un peu confondu de l'audace avec laquelle d'aucuns prétendent trancher

¹ In *De l'État socialiste, L'expérience socialiste*, Paris, Julliard, 1965, pp. 174-186.

² *Op. cit.*, p. 161.

³ Voir en particulier les deux ouvrages suivants (parus pratiquement au même moment) : BELLEVILLE (P.), *Une nouvelle classe ouvrière*, Paris, Julliard, 1963, et MALLET (S.), *La nouvelle classe ouvrière*, Paris, Seuil, 1963. Consulter également : TOURAINE (A.), MOTTEZ (B.), « Classe ouvrière et société globale », in *Traité de sociologie du travail* de G. FRIEDMANN et P. NAVILLE, Paris, A. Colin, 1961-1962, tome 2, pp. 235-281. Pour une critique marxiste de ces positions : MURY (G.), « À propos de la "nouvelle classe ouvrière" », *Économie et politique*, janvier 1965, pp. 90-110. Consulter enfin les travaux de la dernière Semaine Sociale de France : *Le travail et les travailleurs dans la société contemporaine* (Lyon 1964), Lyon-Paris, 1965. Pour un point de vue belge, voir les travaux de la 45^e Semaine sociale wallonne : *L'évolution de la classe ouvrière*, Bruxelles, Centre d'Information et d'Éducation Populaire, 1963. Les ouvrages sur l'automatisation et ses répercussions sur les travailleurs sont nombreux : voir en particulier NAVILLE (P.), *Vers l'automatisme social ? Problèmes du travail et de l'automatisme*, Paris, Gallimard, 1963. Au titre des rapports entre patrons et ouvriers, on peut mentionner : AUMONT (M.), *Construire l'entreprise*, Paris, Fayard, 1964 (quoique les vues d'avenir présentées dans ce travail n'emportent pas la conviction).

actuellement, sur la base d'une période très courte, ce difficile problème¹. La survivance d'une période de chômage étendu ne laisserait probablement pas grand chose debout de ces ingénieuses spéculations et des conséquences politiques que, sans désespérer, l'on s'efforce d'en tirer².

On utilise assez volontiers dans ces débats la notion d'« américanisation » de la classe ouvrière, le terme signifiant que le groupe des travailleurs tend désormais à ne plus vivre à part ou en marge des autres groupes sociaux et prend l'habitude de donner aux luttes pour des avantages matériels la prépondérance sur les combats idéologiques. Or, les enquêtes qui nous sont présentées incitent précisément à beaucoup de prudence dans l'interprétation des changements. Il est vrai que de nombreux salariés de condition modeste accèdent à un certain niveau de confort sans d'ailleurs être en mesure pour autant de résoudre correctement le problème de la nourriture et du logement. Cependant cette amélioration laisse subsister en une large mesure les problèmes traditionnels. Ainsi, sur le plan de la production et de l'entreprise, le fossé demeure-t-il entier entre ceux qui ont pouvoir de décider et ceux qui, voués à des tâches d'exécution, se trouvent totalement écartés de la gestion.

Certaines de ces enquêtes signalent toutefois une tendance des ouvriers à s'intégrer dans l'entreprise dont le rythme d'activité détermine leur rémunération globale et commande la sécurité de leur emploi : d'où l'apparition d'un nouveau syndicalisme qui, faisant porter l'effort sur une entreprise particulière, s'éloignerait des mots d'ordre confédéraux ou fédéraux et serait donc porté à oublier les problèmes qui se posent au niveau national. Ce syndicalisme serait ainsi prêt à accepter et, au besoin, à revendiquer, une collaboration avec les di-[p. 58] rections d'entreprise plus étendue que par le passé. Parmi les différentes catégories de salariés industriels, ce seraient les ingénieurs et les techniciens, dès qu'ils sont assez nombreux pour acquérir une conscience de groupe, qui témoigneraient de la plus nette orientation gestionnaire.

En définitive, il ne semble pas que le processus d'« américanisation » soit déjà accompli et, même, que les conduites relevées à ce titre constituent un élément irréversible de la situation. Bien que généralement confuses, les aspirations du syndicalisme de participer au pouvoir (public ou privé) de décision économique ne semblent pas avoir été réduites à néant par la distribution, sur une base restreinte et souvent au prix d'un lourd endettement, d'un certain nombre de biens de consommation durables. Sans oublier les efforts entrepris de divers côtés pour obtenir la domestication des groupes ouvriers et l'acceptation par ceux-ci du régime

¹ Difficultés qu'illustre bien la communication faite par J. BOUVIER à l'Institut Français d'Histoire Sociale sur le thème : « Mouvement ouvrier et conjonctures économiques », *Le Mouvement Social*, juillet, septembre 1964, pp. 3-30.

² Voir *Les nouveaux comportements politiques de la classe ouvrière*, sous la direction de Léo HAMON, Paris, Presses Universitaires, 1962.

capitaliste, il est permis d'avancer que ces tentatives n'ont eu encore que des résultats modestes ¹.

Il n'est pas indispensable de s'attarder sur les études consacrées à d'autres groupes sociaux en raison de leur aspect fragmentaire ² ou de leur caractère plus littéraire que sociologique ³. Au total, les études mentionnées sous cette rubrique ne nous apportent pas beaucoup d'indications positives sur l'état des changements sociaux et le genre d'influence qu'ils sont susceptibles d'exercer sur les rapports politiques. L'analyse de ce problème serait certes plus facile si nous disposions de recherches sur les changements dans l'attitude des générations successives sous l'effet des variations techniques. Mais si le thème donne lieu à de nombreuses affirmations péremptoires, il n'a que rarement fait l'objet, spécialement en France, d'examen systématiques.

Mentionnons toutefois à ce propos une récente étude de la Bibliothèque Prospective sur *Les conflits de génération* ⁴. Elle apporte en particulier des éléments intéressants sur les conflits de génération dans le monde rural français (importance du rôle de ferment tenu par la J.A.C.) et sur les [p. 59] facteurs qui déterminent les rapports entre générations. Ainsi fait-elle ressortir que l'accélération du rythme des progrès technologiques et le développement de l'instruction réduisent la valeur de l'expérience dont les anciens aiment à s'enorgueillir. Pour nous, le problème est de savoir si les jeunes sont plus indifférents que leurs aînés aux aspects passionnels de la politique et s'ils tendent à considérer celle-ci principalement comme un instrument au service du mieux-être. C'est bien possible, mais les vieilles habitudes ne reviendraient-elles pas si des problèmes de style ancien surgissaient ⁵ ?

¹ Voir à ce propos l'intéressant ouvrage de LE BRUN (P.), *Questions actuelles du syndicalisme*, Paris, Seuil, 1965 : Le Brun souligne à juste titre (p. 113) que la réalisation de l'unité syndicale est la clé de toutes les autres questions.

² Ainsi en va-t-il pour les paysans au titre desquels on pourra lire : DEBATISSE (M.), *La révolution silencieuse*, Le combat des paysans, Paris, Calmann-Lévy, 1963, ainsi que MALLET (S.), *Les paysans contre le passé*, Paris, Seuil, 1962. Pour une vue globale récente, se reporter à : MENDRAS (H.), « L'agriculture et l'avenir de la société rurale », *Bulletin Sedeis*, n° 905, 20 décembre 1964, et discussion de cette étude, même revue, n° 911, 20 février 1965.

³ C'est le cas des articles publiés sur « les femmes dans la société de demain » par *La Table Ronde*, décembre 1964, pp. 9-71. Signalons la publication d'une brochure sur *La Femme dans l'avenir* due à un groupe d'études prospectives des sociétés Shell et Shell-Berre (la principale préoccupation de ce travail étant l'harmonisation des tâches familiales et professionnelles). En ce domaine, comme en tant d'autres, les meilleurs instruments d'analyse sont les études qui, sans céder à la mode de la prospective, s'efforcent de préciser correctement la situation actuelle. Voir à cet égard : MICHEL (A.), TEXIER (G.), *La condition de la française d'aujourd'hui*, 2 vol., Paris-Genève, Gonthier, 1964 (surtout le premier volume).

⁴ Paris, Presses Universitaires, 1963, p. 152.

⁵ Signalons, bien qu'il se situe dans une perspective très différente de la nôtre, le livre de Marguerite DUBOIS, *Génération en conflit*, Lyon, Éditions du Chalet, 1953. Voir aussi le numéro de *La Nef* sur « les relations parents-enfants », janvier-avril 1965 (spécialement l'article de Rose de VINCENT sur les conflits, pp. 29-38). Le volume des Rencontres internationales de Genève 1962 porte sur *La vie et le temps, Les générations dans le monde actuel*, Neuchâtel, La Baconnière, 1962 : mais il n'y a pas grand chose à tirer pour l'analyse sociale de cet ouvrage décousu qui appartient au genre littéraire-moraliste.

Compte tenu de ces insuffisances, on peut s'étonner de la rapidité et de la netteté avec lesquelles certains pronostiquent dès maintenant la survenance de transformations décisives dans le comportement politique des Français.

2. MODIFICATION DU COMPORTEMENT POLITIQUE

[Retour à la table des matières](#)

L'appel à une telle modification dans le cadre des institutions sociales existantes et pour améliorer le fonctionnement de celles-ci est un aspect typique de la fuite en avant. On mentionnera à ce propos l'exhortation d'adopter une idéologie spirituelle faite aux Européens par le Réarmement Moral, ce groupe protestant qui combine à merveille la prédication évangélique et la défense du capitalisme. Le mouvement nous fait savoir, par la plume de Philippe Mottu, que la réponse au défi communiste est une transformation des mobiles humains qui permette d'assurer le changement, non pas de l'un ou l'autre camp, mais de tous les êtres humains (communistes compris). Instrument fondamental de cette modification : le recueillement grâce auquel l'homme retrouvera les quatre coordonnées gravées au plus profond de sa conscience : l'honnêteté, la pureté, le désintéressement et l'amour ¹. En attendant cette problématique reconversion, le mouvement, il est vrai, se livre à la plus banale des propagandes anti-communistes – tâche pour laquelle il ne semble pas manquer de fonds.

[p. 60] Encore qu'il s'inspire de considérations bien différentes, Maurice Lauré emprunte un itinéraire analogue en écrivant que « la Révolution qui rétablira la puissance de notre pays est celle qui libèrera les forces psychologiques enfermées en nous ... Il suffit de prendre le contre-pied de notre comportement actuel pour découvrir quels changements la Révolution attendue doit introduire dans nos mœurs. Nous sommes en proie à l'égoïsme et au scepticisme, avons-nous dit ? Fort bien : il faut donc que nous libérions notre faculté de dévouement » ². Il est vrai que Lauré ajoute rapidement que « s'en remettre à l'attirance exercée par une vertu serait peut-être risquer d'attendre trop longtemps la rénovation de notre puissance »...

Il y a toutefois un autre genre de modification : celle qui intervient spontanément sous l'effet des transformations socioéconomiques. À vrai dire, nous ne connaissons que très imparfaitement le mécanisme et l'ampleur éventuelle de tels changements, certains estimant que de toute manière il est impossible de modifier la nature

¹ *L'Occident au défi*, Neuchâtel, La Baconnière, 1963 (spécialement la troisième partie).

² *Révolution dernière chance de la France*, Paris, Presses Universitaires, 1954.

humaine¹. Or la faiblesse de nos connaissances théoriques en ce domaine n'a d'égale que l'assurance avec laquelle on nous certifie, périodiquement il est vrai, que les hommes sont en train de changer radicalement d'attitude. La dernière des occasions favorables à ce genre de prédiction a été la consultation électorale de novembre 1962 qui valut à l'UNR de larges succès électoraux que les adversaires de cette formation n'avaient pas prévus.

Écoutons à ce propos les vues d'un candidat malheureux, J.-J. Servan-Schreiber² : « Le 25 novembre 1962 sera une date dans l'histoire de France ... C'est à partir de dimanche qu'une époque commence ... Les idéologies ne remuent plus rien. La passion des idées pour elles-mêmes, l'abstraction politique, est morte ... Il suffit de parler plusieurs semaines de suite avec des hommes qui vivent hors du monde des idées, en butte à chaque instant aux réalités de la terre, de l'usine, de la famille, de l'école, pour savoir que jamais, plus jamais, ils ne seront émus ni atteints en matière politique par des [p. 61] sentiments. Ils sont branchés sur une seule longueur d'ondes : le concret. Ils n'écoutent que ce qui compte, ou peut compter pour modifier les conditions de leur existence, de celles de leurs enfants. Ils ne donneront plus leur énergie, leur confiance, leur dévouement, leurs votes, qu'aux hommes d'action ». La politique-passion ou la contestation idéologique est-elle donc définitivement morte en France, le gaullisme ayant joué à cet égard le rôle d'un révélateur ?

Voici maintenant le point de vue d'un universitaire B. Jeanneau qui, lui aussi, interprète les élections sous l'angle de « la mutation politique française »³. Tentant de préciser les « éléments durables de la situation, Jeanneau part de l'idée que l'homme, sans s'écarter plus hier qu'aujourd'hui de la politique, la voit différemment. Trait caractéristique de ce changement : « Tout un vocabulaire pourtant traditionnel, tout un ensemble de concepts pourtant vulgarisé ne mordent plus sur l'opinion ... les masses n'adhèrent plus à l'univers des valeurs politiques des élites cultivées... ». Parmi les notions ainsi rejetées, Jeanneau signale celle du primat du politique sur l'administratif et le technique, celle aussi de l'exaltation du militant plutôt que de l'expert et du spécialiste. Sous l'influence d'une information plus imagée et moins intellectualisée, le citoyen est ainsi devenu indifférent aux idées abstraites : il affiche un parti pris de réalisme, une sorte de préjugé favorable à l'application de la méthode scientifique à la politique, une propension au rejet du dogmatisme. Et c'est chez les jeunes que cette mentalité nouvelle se retrouve avec la plus grande intensité.

Au total, en dehors de facteurs épisodiques (hostilité exacerbée à l'égard des hommes et des méthodes de la IV^e République), l'électeur de 1962 aurait obéi à une triple incitation profonde : méfiance à l'égard des clivages politiques habituels ; intérêt pour l'administration des choses ; tendance à abandonner aux experts ce qui est trop complexe pour être compris de l'homme moyen. Jeanneau tenant ces

¹ Le dernier effort en date pour éclaircir ce difficile problème est : DAVIES (J. C.), *Human nature in politics*, The dynamics of political behavior, New York-Londres, Wiley, 1963 : sans répondre à toutes les questions posées, l'ouvrage apporte d'utiles contributions.

² In *L'Express*, numéro du 29 novembre 1962, p. 56.

³ Étude publiée sous forme ronéotée en supplément au n° 47, mars-avril 1963, de *France-Forum*.

modifications pour permanentes, on voit que le point de vue de l'universi-[p. 62] taire est proche, quoique sensiblement plus nuancé, de celui du journaliste.

Il est clair que les élections des 18-25 novembre 1962 ont constitué une grave défaite pour les partis traditionnels. Notons toutefois, pour apprécier à sa juste mesure la portée d'une éventuelle mutation, que l'UNR n'obtint que 31,9 % des suffrages exprimés au premier tour (40,5 au deuxième tour). Communistes et socialistes pris ensemble eurent 36,8 % au premier tour et 37,7 au second. Si mutation il y a, elle n'a pas touché la majorité des électeurs qui est demeurée fidèle aux étiquettes anciennes. On peut hésiter à tirer de cette consultation – que caractérisa le ralliement des modérés aux listes gaullistes – des conclusions définitives sur le comportement politique des Français, une prudence particulière paraissant au surplus de rigueur tant que le problème posé sera, d'une manière ou d'une autre, celui de la présence du général de Gaulle à la tête de l'État.

Que des changements soient intervenus depuis 1945 et que, dans l'ensemble, le culte de l'efficacité technique tende à prévaloir aujourd'hui sur l'empressement aux luttes idéologiques, ce sont là des suppositions qu'il est peut-être légitime de faire : mais le rayonnement de la personne du chef de l'État empêche précisément que l'on puisse faire un compte exact de ces tendances nouvelles. En d'autres termes, nous ne sommes pas en mesure de préciser ce qui, dans la situation présente, relève d'une mutation durable des conduites politiques et ce qui dépend d'un élément temporaire, au moins sous sa forme actuelle, de pouvoir personnalise.

Durant ces dernières années, le thème de la « dépolitisation » a connu une assez large audience. Or toutes les études d'esprit sociologique faites à ce propos ont établi que la participation des Français à la politique n'est probablement pas très différente de ce qu'elle est habituellement en France ni de ce qu'elle est couramment dans des pays approximativement comparables ¹. Les clubs s'interrogent volontiers sur l'avenir des partis politiques ² : si j'étais à la place de leurs di-[p. 63] rigeants, c'est plutôt du destin des clubs que je me préoccuperais. Il serait bien extraordinaire que les seconds ne survivent pas aux premiers : mais rien ne garantit que les partis seront mieux qu'autrefois en mesure de remplir leur mission qui est, en premier lieu, de mobiliser

¹ Voir sur ces problèmes l'ouvrage de l'Association Française de Science Politique : *La dépolitisation, mythe ou réalité ?* (sous la direction de G. VEDEL), Paris, A. Colin, 1962. Pour une critique marxiste de la thèse de la dépolitisation, voir les articles publiés dans *La Nouvelle Critique*, février-mars 1964, pp. 1-38. Voir aussi l'interview donnée par SARTRE sur ces problèmes au périodique *Le Nouvel Observateur*, 19 novembre 1964, pp. 2-5 (« La dépolitisation n'est pas ... une donnée de fait ; c'est le résultat d'une lutte que mènent l'État, la grande industrie et le commerce avec leurs appareils de propagande et de diffusion »).

² Signalons pour mémoire le dernier livre du Club Jean Moulin, *Un parti pour la gauche*, Paris, Seuil, 1965. Le Club s'y prononce pour la création d'un « parti d'action ». Il ne dit pas à ses lecteurs que la formule fut utilisée en Italie dès le mois de juillet 1942 par des hommes, dont plusieurs de grande valeur, qui voulaient éviter le retour aux pratiques habituelles de la politique et aux partis traditionnels. Le Partito d'Azione, qui lui aussi ambitionnait de constituer un nouveau mode de regroupement des forces de gauche, se scinda très vite en plusieurs tronçons et fut dissout au début de 1947, ses membres ayant rejoint celles des formations voisines avec lesquelles ils se sentaient le plus d'affinités (Parti Républicain et surtout Parti Socialiste).

les énergies humaines autour et en fonction de la réalisation d'un projet global. En réalité, l'efficacité de cette mobilisation n'est-elle pas compromise par l'esprit même de la civilisation technique ?

3. POLITIQUE ET TECHNIQUE

[Retour à la table des matières](#)

C'est là un vieux thème de la réflexion humaine auquel l'intensification du progrès technique donne une nouvelle actualité. Nous partons pour l'examiner d'une note publiée par P. Avril dans la série Futuribles, « Avenir de l'activité politique »¹, et qui offre ample matière à réflexion : sévère pour l'idéologie technocratique dont il dénonce les « invraisemblances », Avril souligne que la politique ne saurait être réduite aux activités industrielles et commerciales même si elle subit l'influence des méthodes qui y prévalent. La présence de l'homme politique dans la société de demain ne lui paraît pas sérieusement menacée car les fonctions qu'il exerce en propre – celles d'intermédiaire, de négociateur et de « clarificateur » – deviennent sans cesse plus nécessaires à mesure que la société gagne en complexité et les problèmes en technicité.

Ce point de vue contraste avec le jugement de J. Ellul qui vient de publier un ouvrage dont le titre même, *L'illusion de la politique*², illustre à merveille la thèse centrale qui est l'impuissance croissante des hommes politiques à maîtriser la machine de l'État et, corrélativement, l'impuissance du citoyen dont le rôle se borne à contrôler des hommes sans pouvoir réel sur le cours des événements. C'est un ouvrage sévère puisqu'il débute par l'affirmation que « nous parlons sans fin de politique pour couvrir inconsciemment le vide de la situation ». C'est aussi un livre solide qui analyse, avec beaucoup [p. 64] de pénétration, les facteurs d'annulation du jeu démocratique dans les sociétés techniciennes. C'est enfin un livre courageux qui se refuse à peindre de couleurs roses le phénomène bureaucratique et dénonce l'imposture que l'on commet en qualifiant de « démocratique » des méthodes et procédés de gouvernement dont les citoyens et ceux qui les représentent sont pratiquement exclus (ainsi la planification)³.

¹ *Bulletin Sedeis*, n° 891, 1^{er} juillet 1964.

² Paris, Laffont, 1965. Pour comprendre les fondements spirituels de la pensée de J. ELLUL, se reporter à son ouvrage : *Fausse présence au monde moderne*, Tribune Libre Protestante, Paris, 1963.

³ Une note d'A. FRISCH, « L'avenir des technocrates » (*Bulletin Sedeis*, n° 901, 10 novembre 1964), va dans le même sens que l'ouvrage d'Ellul, en tenant pour probable que les technocrates continueront à gagner du terrain et de l'influence. Toutefois Frisch admet que la transformation des technocrates en système, c'est-à-dire en technocratie, suppose des conditions qui ne sont pas et ne seront peut-être pas remplies. Rappel de l'ouvrage bien connu de Michael YOUNG, *The rise of the*

Le diagnostic d'Ellul est sévère et l'argumentation ne laisse pas beaucoup d'espoir quant à la possibilité de renverser le courant. Il semble que l'on puisse admettre une large partie du diagnostic sans accepter entièrement le pronostic : mais l'accord sur l'interprétation de la situation présente est d'ordre intellectuel tandis que le refus de prolonger dans l'avenir les tendances actuelles relève en quelque mesure de la conviction idéologique ou de la conscience morale. La planification française n'a rien de démocratique mais l'on peut espérer qu'elle prendra un jour cette caractéristique : le point est que nous ne connaissons pas les moyens qui garantiraient la participation du citoyen à l'élaboration de ces décisions.

Le livre d'Ellul, en tout cas, contraste heureusement avec les dissertations moralisantes sur l'avenir de la démocratie dont le trait caractéristique est de proposer des remèdes superficiels pour la solution de problèmes de fond ou même de passer ceux-ci sous silence. Appartient à cette catégorie un récent ouvrage du Center for the Study of Democratic Institutions dans lequel W. Reuther propose, pour limiter l'influence du grand capital sur le pouvoir, d'instituer une limitation plus rigide des contributions versées par les affaires aux partis et hommes politiques point sur lequel, ajoute Reuther de manière involontairement comique, les États-Unis ont beaucoup à apprendre de la Grande-Bretagne ¹.

L'ouvrage que viennent de publier le docteur André Gros et Michèle Aumont sur la crise du citoyen et la possibilité de la surmonter témoigne certes de plus de finesse ² : l'ambition en est de définir les conditions d'un nouveau dialogue entre les hommes et les dirigeants (« passage d'une phase [p. 65] technocratique temporaire à une phase démocratique renouvelée »). Mais pour qui vient de s'en pénétrer, l'argumentation d'Ellul ôte beaucoup de leur portée aux solutions suggérées. L'ouvrage est intéressant sans emporter pour autant la conviction. Le reproche le plus grave qu'on puisse lui faire est de situer le problème dans le cadre des rapports sociaux établis alors que ceux-ci ont pour fonction et en tout cas pour conséquence de limiter (domaine politique) et d'empêcher (domaine économique) la participation de la très grande majorité des hommes aux décisions qui les concernent. Que la reconstruction du citoyen soit subordonnée à une transformation de l'organisation sociale, c'est un point qu'il n'est pas possible d'ignorer et qu'il conviendrait en tout cas de discuter dans une étude de ce problème.

À cet égard, l'ouvrage de Marc Paillet, *Gauche, année zéro* ³, a le mérite de placer au centre du problème de la rénovation du parti du mouvement le débat entre

meritocracy, 1870-2033, Londres, Thames and Hudson, 1958 (republié dans les Penguin Books en 1961).

¹ REED (E.), ed., *Challenges to democracy*, The next ten years New-York-Londres, Praeger, 1963.

² *La reconstruction du citoyen*, Paris, Fayard, 1964.

³ Paris, Gallimard, 1964 (Idées). Voir également dans cette perspective, l'étude de POPEREN (J.), « Unification socialiste ou technocratie autoritaire », *Cahiers du Centre d'Études Socialistes*, n° 30-31, 1^{er}-15 juillet 1963. Pour Poperen, la menace de notre temps est la « social-technocratie ».

technocratie et socialisme ¹. Mais, quoique l'auteur témoigne de beaucoup d'assurance dans son propos, on voit mal comment il envisage le passage de la technocratie à la démocratie économique qui paraît constituer son idéal pour les prochaines décennies. Disant et répétant que l'avènement mondial de sociétés technocratiques représente le devenir le plus probable de l'humanité, Paillet entend fonder sur cette « amère constatation », l'hypothèse d'un « renouveau véritable » par une mise en cause de la « nécessité historique ». La définition qu'il suggère de l'Union Soviétique [« une gigantesque société par actions dont les titres seraient de façon variable distribués aux bureaucrates et qui aurait étendu ses tentacules sur tous les prolétaires des villes et des champs ») donne la mesure du ton de ce livre. Au surplus, il est difficile de critiquer un raisonnement qui, sous prétexte de nous fournir « la clef », procède par affirmations péremptoires et discontinues sans jamais apporter une authentique démonstration des propositions ou critiques faites (ainsi l'affirmation que le régime présidentiel est le seul qui corresponde aux exigences de la dé-[p. 66] mocratie moderne). Il est infiniment peu probable qu'un nouveau parti de la gauche – car Paillet lui aussi caresse l'espoir de la constitution d'une telle formation – ait beaucoup d'éléments à tirer de ce livre.

*
* *

L'un des traits habituels de l'esprit technocratique est de dévaloriser les hommes politiques ou ce qui revient au même d'accuser ceux-ci de faire obstacle aux transformations exigées par la mutation technologique ². Jean Baretts va plus loin en annonçant *La fin des politiques* ³ : « L'homme politique des Républiques, nous confie-t-il, produit du hasard, mal préparé à la terrible fonction d'homme d'État, ignorant des problèmes internationaux et économiques, dupé par sa propre facilité de parole, ne peut agir en homme d'action efficace. Il sera vaincu par les faits » ⁴.

Selon Baretts, l'avenir appartient à la « jeunesse tertiaire » qui constitue la force réaliste du monde de demain : « Le drame de notre époque réside dans le développement important de ce secteur décisionnaire sans qu'il réalise sa prise de conscience par l'intermédiaire d'une nouvelle morale politique ». L'auteur lui propose à cet effet « l'objectivisme », c'est-à-dire une « science objective de l'action ». Quant à l'objectivisme, il tend progressivement vers la perfection mais ne croit qu'aux faits et jamais à la théorie.

¹ On trouvera une analyse approfondie du phénomène technocratique in : JANNE (H.), MORSA (J.), DELRUELLE-VOSSWINKEL (N.), COEIREN (J.), *Technique, développement économique et technocratie*, Bruxelles, Institut de Sociologie Solvay, 1963.

² Dans une interview accordée au *Nouveau Candide* (3 juillet 1963, p. 9), Louis ARMAND, qui interprète son élection à l'Académie française comme « l'entrée, bannière au vent, de la technique », estime que « les hommes politiques doivent changer ». Malheureusement, ce point de vue reste à l'état d'affirmation péremptoire.

³ Paris, Calmann-Lévy, 1962.

⁴ *Op. cit.*, p. 113.

Le lecteur un peu informé du mouvement des idées retrouvera aisément dans l'« objectivisme » un écho, bien affaibli d'ailleurs, de la politique expérimentale chère aux positivistes du XIX^e siècle. J. Baretts, qui veut « remplacer l'outil "raisonnement" de Descartes, introduit par erreur beaucoup trop tôt dans la politique, par l'outil de l'action expérimentale observée objectivement » (substitution de Claude Bernard à Descartes) se serait épargné bien des efforts en consultant les œuvres de ses prédécesseurs ¹.

Après la publication de son livre, J. Baretts a fondé un [p. 67] groupe appelé Technique et Démocratie, en vue d'assurer le dialogue entre les politiques et les technocrates. Parmi les objectifs fixés au groupe qui, lors de sa première manifestation publique, bénéficia du concours de quelques personnalités, on mentionnera : pratique de la recherche opérationnelle en politique ; établissement d'une synthèse constamment mise à jour des forces qui guident le monde ; distribution d'une information appropriée à la jeunesse et aux cadres techniques qui repoussent l'abstraction philosophique mais ne renoncent pas à la gestion de l'État.

J'ignore les résultats acquis par ce mouvement qui, au départ, semblait se préoccuper de la mise en place d'un « État prévisionnaire objectiviste », mais par la suite J. Baretts a publié un second livre dans lequel il ne craint pas de s'attaquer au problème des forces motrices des civilisations et des forces globales de l'évolution politique ². Selon le procédé bien connu de ceux qui veulent se donner pour des maîtres en se dispensant de l'apprentissage, Baretts conteste en bloc l'œuvre de tous ceux qui, depuis que les hommes réfléchissent à leur destin, ont essayé de percer les secrets de cette évolution : « Ce que l'on baptise, de nos jours, "science politique", écrit-il, ne contient malheureusement que fort peu de science, beaucoup de passions et beaucoup d'actions expérimentales. Pour que la politique devienne une science, nous devons lui imposer un corset scientifique ». L'argument serait plus convaincant s'il n'était clair à examiner les spéculations de cet auteur, qu'il n'a rien lu de ce qu'il rejette en bloc. Si le lecteur de cet essai est curieux de savoir comment et pourquoi « la sociologie est à l'économie ce que le volant est à l'automobile », il peut se reporter au livre de Baretts où il trouvera de nombreuses formules de même type. Il y découvrira au surplus un exemple quasi-parfait de ce verbalisme que J. Baretts attribue, si généreusement, aux politiciens traditionnels.

Sorte d'utopie technocratique à laquelle ne fait pas défaut une proclamation d'amour du genre humain ³, la thèse de J. Baretts présente l'avantage d'exprimer sans

¹ Ainsi DONNAT (Léon), *La politique expérimentale*, Paris, C. Reinwald, 1885. « Il est nécessaire, nous dit Donnat (p. 12), de démontrer les vérités politiques comme on démontre les vérités scientifiques » : vu les insuffisances de l'observation, « l'expérimentation telle que Claude Bernard l'expose pour la physiologie, est un élément indispensable de la méthode à suivre en politique » (p. 37).

² *Nouvelles équations politiques*, Paris, Calmann-Lévy, 1964.

³ « ... L'amour de l'homme ne constitue, chez les littéraires, qu'un amour platonique, non créateur de vie humaine. Le technicien aime l'homme, d'un amour plus charnel et veut continuer à choyer l'être qu'il aime. Il tentera donc de le protéger » in *Revue de Défense Nationale*, mai 1963, p. 886. J. BARETS annonce également la fin de la lutte des classes, qui « se terminera par l'incorporation

finesse les op-[p. 68] positions habituelles des techniciens au monde politique : « Organiser un État, écrit-il, n'est pas tellement plus difficile que d'organiser la General Motors »¹. Souhaitons simplement que pour sa tranquillité d'esprit et la pureté de sa doctrine, J. Baretts n'ait jamais à exercer les fonctions de maire d'une petite commune rurale². Mais, en définitive, le vœu de Baretts ne risque-t-il pas d'être satisfait par l'entrée dans la politique d'une nouvelle série de « compétences » ?

4. INTERVENTION DES SAVANTS

[Retour à la table des matières](#)

Parmi les points susceptibles d'affecter le mode de gouvernement des hommes, figure celui du rôle et de l'influence des savants³. Aujourd'hui ceux-ci interviennent principalement au niveau de la détermination des moyens (en particulier dans le cadre de la défense nationale) mais on peut se demander s'ils n'ont pas également vocation à prendre en mains la sélection des fins. Ce serait, si la thèse de C.P. Snow sur les deux cultures a quelque validité, le triomphe final de la culture scientifique-technique sur la culture littéraire-humaniste⁴. Au bout de cette évolution, les appareils politiques habituels céderaient la place à des savants armés de calculatrices électroniques⁵.

progressive de toute la population dans une seule classe, comprise dans le secteur tertiaire, ..., la disparition de cette lutte devant permettre le développement de la seule opposition réelle, celle de l'opposition de fonction... (*La fin des politiques, op. cit.*, p. 61).

¹ *Ibid.*, p. 117.

² C'est dans le même esprit qu'il convient d'aborder l'ouvrage de Gilbert BEVILLE, *Technocratie moderne*, Paris, Librairie Générale de Droit et de jurisprudence, 1964. On y trouvera quelques pages, plutôt réjouissantes, sur les « régimes post-socialistes » (notre monde en étant aujourd'hui, selon Beville, à l'ère du socialisme). Sachons en tout cas que pour celui-ci « l'avenir sera mieux qu'on ne peut l'imaginer : les grandes vacances, des vacances à perpétuité ». Mentionnons aussi l'ouvrage de Christian PERROUX, *Le crépuscule des parlements*, Paris, Gallimard, 1964. Dans ce livre qui répond fort peu à son titre, l'auteur semble admettre que nous vivrons demain dans un régime d'inspiration néo-positiviste où le peuple sera à la fois souverain et sujet. Il nous assure que « le conflit de la gauche et de la droite prendra fin en même temps que les forces sociales que l'une et l'autre représentent, auront cédé le pouvoir à la nouvelle classe des producteurs ».

³ Le thème de la science fait désormais partie de la culture mondaine comme le montre le numéro spécial de *Réalités* (juin 1963) sur « les carrefours de la science » (Présentation de L. Armand).

⁴ *The two cultures and a second look*, Cambridge, University press 1964. Sans entrer dans la discussion de cette thèse, il semble que Snow tend à exagérer l'opposition entre les deux manières d'envisager le monde et les hommes. On trouvera une intéressante discussion de ces problèmes in HUXLEY (A.), *Literature and science*, Londres, Chatto, 1963. C.P. Snow vient de publier un ouvrage – *Corridors of power*, Londres, Macmillan, 1964 – qui, dans le cadre d'un roman, donne un tableau précis et, semble-t-il, conforme au modèle des luttes pour le pouvoir entre les ministres, les hauts fonctionnaires et les conseillers scientifiques.

⁵ Signalons pour mémoire la satire d'anticipation d'Arno SCHMIDT, *La république des savants*, traduit de l'allemand, Paris, Julliard, 1964 (un journaliste visite en l'an 2009 une île sur laquelle la

À court terme, la question des rapports entre la politique et la science est celle de l'adaptation de l'appareil gouvernemental à l'impact grandissant de la science dans notre vie sociale ¹. C'est pour étudier de tels problèmes que le Conseil de l'Europe a réuni, conjointement avec l'OCDE, des Conférences Parlementaires et Scientifiques dont la deuxième s'est tenue à Vienne en mai 1964. À plus long terme, le problème est celui de l'autonomie ou du degré d'autonomie que les politiciens paraissent capables de conserver vis-à-vis des savants dans un monde soumis aux impératifs et aux séductions de la science. Nous disposons désormais pour l'étude de ces relations d'un important ouvrage qui exprime le point de vue des savants eux-mêmes sur le rôle qu'ils ont joué ou, du [p. 69] moins, qu'ils estiment avoir joué durant la période 1945-1962. Ce livre, composé à partir du *Bulletin of the Atomic Scientists*, s'apparente donc davantage à une analyse rétrospective qu'à un exposé prospectif : il ouvre cependant de précieuses avenues pour la compréhension du problème qui nous occupe ici ².

L'histoire de cette période montre que les savants ont été bien mieux écoutés des gouvernants quand ils leur suggéraient d'augmenter le potentiel militaire que quand ils leur proposaient de placer l'énergie nucléaire sous contrôle international ou de désarmer. Le succès relatif des conférences de Pugwash s'explique par des modifications préalables dans les rapports internationaux sans que ces changements aient été favorisés ou facilités par de telles manifestations ³. Quant au *Bulletin of the Atomic Scientists*, il montre certes que les savants ont tendance à se prendre un peu trop au sérieux comme élément de la vie internationale (sous réserve que les auteurs de ces articles ne sont peut-être pas représentatifs de toute la catégorie). Mais il établit

vieille Europe a mis à l'abri ses savants et ses penseurs les plus notoires avant de succomber sous un bombardement atomique).

¹ Consulter sur ce point le rapport de l'OCDE, *La science et la politique des gouvernements*, Paris, 1963. Ce thème suscite aujourd'hui de très nombreuses publications : voir en particulier le numéro de janvier 1964 de la *Revue Économique* sur « La recherche » et le n° 12 de *Prospective* sur « La recherche scientifique, l'État et la Société ». Rappel de l'ouvrage de PIGANIOL (P.), VILLECOURT (L.), *Pour une politique scientifique*, Paris, Flammarion, 1963. En ce qui concerne les pays sous-développés, voir : GRUBER (R.), ed., *Science and the new nations*, Londres, Deutsch, 1963.

² GRODZINS (M.), RABINOVITCH (E.), ed., *The atomic age. Scientists in national and world affairs*, Articles from the Atomic Scientists, New York, Basic Books, 1963. Autre ouvrage utile pour l'étude des rapports entre la politique et la science : GOWING (M.), *Britain and atomic energy, 1939-1945*, Londres, Macmillan, 1964. On trouvera quelques déclarations intéressantes de savants européens in : CAVALLARI (A.), *L'Europa intelligente*, Milan, Rizzoli, 1963. Voir enfin : DEAN (G.), *Ère atomique*, Naissance de l'industrie atomique aux États-Unis et dans le monde, traduit de l'anglais, Paris, La Table Ronde, 1953, ainsi que GOLDSCHMIDT (B.), *L'aventure atomique*, Paris, Fayard, 1962.

³ Voir sur ces conférences : ROTBLAT (J.), *Science and world affairs*, History of the Pugwash Conferences, Londres, Dawson's of Pall Mall, 1962. Lire dans cette perspective l'ouvrage de Leo SZILARD, *The voice of the Dolphins and other stories*, New York, Simon and Schuster, 1961 (livre où, dans le cadre d'un récit, d'allure un peu voltairienne, l'auteur suggère des moyens permettant d'éviter la guerre atomique pour les vingt-cinq prochaines années ...).

aussi que ce ne sont pas les savants qui préconisent que le pouvoir politique leur soit remis : bien rares sont ceux qui font acte de candidature à cet égard ¹.

Jusqu'à présent, la politique s'est plutôt bien défendue à l'égard de la science ². Mais il n'est pas certain qu'elle y parvienne de la même manière dans l'avenir. Deux facteurs paraissent susceptibles d'éroder la capacité d'action et la liberté de manœuvre des politiciens : la complication des objets sur lesquels portent les décisions ou en fonction desquels celles-ci sont arrêtées ; l'emploi de techniques complexes pour la réalisation des choix. Ces particularités, plus que la volonté délibérée des savants, paraissent capables d'augmenter le poids relatif de ceux-ci dans les appareils gouvernementaux.

5. RÔLE DE LA SCIENCE POLITIQUE

[Retour à la table des matières](#)

Quand on parle de savants, c'est surtout des adeptes des sciences physiques et naturelles qu'il est question. Les spécialistes en sciences sociales, et particulièrement les analystes politiques, ne semblent pas présenter les mêmes risques pour l'autonomie des gouvernants. Le point est de déterminer si ces disciplines, et notamment la science politique, parviendront à acquérir assez de rigueur pour que les avis ou conseils formulés par leurs adeptes tendent à lier et, au minimum, à inspirer les gouvernants. Beaucoup en doutent mais non pas certes Harold Lasswell qui vient de publier sur l'avenir de la science politique un livre que l'on peut qualifier de fracassant ³.

Pour lui, la science politique est la discipline suprême, la science fondamentale, dont le rôle propre est d'utiliser les matériaux de toutes les autres disciplines en vue de résoudre les tâches impliquées dans la recherche des solutions et la réalisation des choix à n'importe quel niveau de gouvernement (tâches que Lasswell ramène à cinq : *goal, trend, condition, projection, alternative*). Actuellement, cette discipline n'est nullement en état d'assumer de pareilles missions ; elle doit être entièrement

¹ Bertrand de JOUVENEL a présenté d'intéressantes observations sur ce thème in « The political consequences of the rise of science », *Bulletin of the Atomic Scientists*, décembre 1963, pp. 2-8. Voir aussi les remarques de J.E. CHARON sur les chances d'une unification de nos sociétés qui se réaliserait conformément à l'unification en train de s'opérer dans l'ordre de la connaissance scientifique. *De la physique à l'homme*, Paris-Genève, Gonthier, 1956, pp. 106-122.

² Tel est en tout cas le point de vue de Lord HAILSHAM in *Science and Politics*, Londres, Faber, 1963 (livre écrit à l'époque où l'auteur était ministre de la Science). Comparer avec les remarques faites sur les fonctions sociales de la science, par HOGBEN (L.), *Science in authority*, Londres, Unwin University Books, 1963 (chapitre 7). Pour un exposé des problèmes dans le cadre américain : DUPRÉ (J.-S.), LAKOFF (S.-A.), *Science and the nation*, Policy and politics, Englewood Cliffs (N.J.), Prentice-Hall, 1962.

³ *The future of political science*, New York-Londres, Prentice Hall, 1963 (The American Political Science Association Series).

réorganisée pour travailler de manière systématique à l'échelle nationale et même internationale, réorganisation impliquant aussi bien un effort étendu de conceptualisation que le recours aux instruments de calcul les plus modernes (*computers* compris bien entendu). En bref, la principale caractéristique de ce livre, écrit dans un langage partiellement ésotérique, est une croyance presque fanatique en la possibilité d'étendre aux sciences humaines les méthodes de la recherche expérimentale et les techniques d'investigation qui ont fait leurs preuves dans les sciences physiques et naturelles ¹.

Le lecteur non familiarisé avec les projets grandioses déjà lancés ou suggérés par H. Lasswell prendra probablement connaissance avec quelque effroi de son programme de création de Centers for Advanced Political Science dans lesquels doivent coopérer tous les genres de savants, y compris les astronomes (car, selon Lasswell, nous entrons dans une phase où les adeptes de l'astronomie vont avoir beaucoup plus d'in-[p. 71] térêts communs avec les *political scientists* que ce ne fut le cas au temps des générations précédentes) : ainsi se dégage le grand dessin de Lasswell qui est de confier à la science politique le soin d'organiser le cosmos et pour commencer d'examiner les implications d'une éventuelle découverte de la vie en d'autres parties de l'univers.

Le livre de Lasswell est-il une géniale anticipation ou un simple rêve éveillé ? Il ne serait pas difficile de soutenir successivement chacune de ces positions. Le point important est que, pour l'instant, nous ne savons pas soumettre les phénomènes humains au traitement suggéré par Lasswell et que nous n'apercevons même pas (y compris ceux qui se réclament de telles méthodes) les moyens qui permettraient de rapprocher nos recherches de ces procédés. On nous fixe comme objectif de participer à l'invention des structures de gouvernement du cosmos alors qu'il nous reste encore tant à apprendre sur la gestion municipale. Mais l'ouvrage de Lasswell, quel que soit le jugement que l'on porte sur lui, mérite d'être lu car il émane d'un homme qui possède une grande culture et a toujours fait des efforts pour élever le statut de la science politique. On apprend toujours quelque chose en lisant Lasswell, même si nous n'en savons pas assez ou si nous en savons déjà trop pour être impressionnés par ses gigantesques constructions.

¹ Notons que Louis Armand tient pour acquise une convergence des sciences physiques et humaines dans laquelle il voit, de manière abrupte, la source d'un nouvel humanisme, d'après *Le Monde*, 6 janvier 1965. À ce point, il faut évoquer la cybernétique qui vient de faire l'objet d'un livre d'Aurel DAVID qui, tout en se voulant de vulgarisation, contient beaucoup d'observations très fines et ouvre de fort intéressantes perspectives : *La cybernétique et l'humain*, préface de Louis Couffignal, Paris, Gallimard, 1965 (Idées). L'auteur souligne que la part de la pensée algorithmique ou asservie ne cesse de croître mais il affirme que la machine manquera toujours de la capacité de fixer les buts (pensée heuristique). Ainsi Aurel David s'efforce-t-il de conserver l'irréductibilité de l'homme comme sujet ou, si l'on préfère, de sauvegarder une part du spiritualisme traditionnel face à l'offensive des systèmes d'information mécaniques.

6. ÉVOLUTION DES RAPPORTS INTERNATIONAUX

[Retour à la table des matières](#)

Les spéculations sur la situation du monde dans les prochaines décennies sont de plus en plus centrées sur « l'explosion démographique »¹ : dans la mesure où diminue, au moins en apparence, l'obsession d'un conflit nucléaire², beaucoup tendent à penser que le gigantesque accroissement des masses humaines représente le plus grand des périls menaçant l'humanité. Ils y voient un obstacle absolu à la croissance économique des pays sous-développés, ceux-ci se trouvant contraints d'utiliser toutes leurs ressources disponibles [p. 72] pour satisfaire les besoins primaires de leurs membres et faire face à la nécessité d'augmenter les investissements démographiques d'urgence immédiate. Ils redoutent que les charges financières entraînées par cette prolifération ne compromettent l'exécution de tâches aussi pressantes que l'amélioration et l'extension de l'enseignement. Ils craignent enfin que la plupart des pays en proie à cette poussée ne s'en tiennent à des formules politiques de type autoritaire ou totalitaire. La conclusion de ces auteurs est que le monde de demain semble peu propice à l'établissement et à la consolidation d'un ordre démocratique, l'accentuation de l'écart qui sépare les États riches (les États pauvres aggravant les difficultés de construction d'une organisation mondiale à la taille des nécessités.

Au même moment, pourtant, Ernst Jünger nous prévient que « l'État universel ... est en marche » et il ajoute que cet État projette une ombre au devant de lui qui « fait pâlir les images anciennes, vide les justifications familières, celles surtout de l'État historique et de ses exigences »³. Jünger a d'ailleurs une idée très haute de cet État : selon lui, « la terre commence à s'agiter, d'une façon toute nouvelle dans l'histoire humaine et à se tendre vers l'unité, non pas seulement politique mais telle qu'elle engloberait toute vie et ferait entrer en jeu son caractère d'organisme ... »⁴. L'idée maîtresse de Jünger est en somme que l'humanité est en train de subir une mutation profonde qui doit rapidement conduire à l'interruption des luttes entre les États et à la fusion des grands rivaux d'aujourd'hui dans un État universel.

Sans s'avancer aussi loin sur la voie de l'utopie, Evan Luard s'efforce d'établir que l'évolution historique frappe d'obsolescence la formule de l'État-nation qui a convenu à l'Europe du milieu du XIX^e siècle mais ne répond plus aux besoins des hommes

¹ FABRE-LUCE (A.), *Six milliards d'insectes, Les hommes de l'an 2000* (Paris, Arthaud, 1962).

² Pour une présentation générale de ces problèmes : BEAUFRE (Général), *Dissuasion et stratégie*. Paris, A. Colin, 1964.

³ In *L'État universel*, Organisme et organisation, traduit de l'allemand, Paris, Gallimard, 1962.

⁴ *Op. cit.*, p. 105.

dans un monde dont les divers éléments connaissent une interdépendance croissante ¹. Un tel dépassement est en cours de réalisation en quelques secteurs géographiques et pour quelques problèmes : pourtant, selon Luard, cette situation intervient que dans la mesure où elle procure des [p. 73] bénéfices ou avantages supplémentaires aux États déjà les plus riches et les mieux organisés. En d'autres termes, seuls ces derniers ont su employer les formules d'union et d'échange dont les États les plus pauvres auraient tant besoin pour améliorer leur condition. Luard propose la création d'organisations internationales plus puissantes et plus vastes que celles d'aujourd'hui. Après tant d'autres, il suggère que les pays riches augmentent considérablement leur contribution aux institutions internationales mais rien ne nous est dit de précis ou de sérieux sur les moyens qui pourraient conduire les premiers à faire preuve d'un tel altruisme.

Apparemment, Fritz Baade ne s'est pas posé un tel problème ou, plus exactement, il le suppose résolu en déclarant que les jeunes États du monde sous-développé trouveront d'ici l'an 2000 auprès des États socialistes, les concours qui leur sont nécessaires ². La version originale allemande parue en 1960 a déjà connu plusieurs éditions car l'ouvrage fournit exactement le genre de prophéties et de formulations simplistes dont le grand public est particulièrement friand. L'auteur, qui est un spécialiste des problèmes agricoles et énergétiques, apporte certainement des données techniques intéressantes. Il estime que le camp socialiste est très bien équipé pour affronter la compétition économique avec le capitalisme et que l'écart dans le développement des forces productives (notamment entre les États-Unis et l'U.R.S.S.) ira grandissant. Selon lui, cette supériorité s'explique par le recours, sur une large échelle, à la planification à long terme. Baade insiste aussi beaucoup sur la supériorité soviétique dans le domaine de l'enseignement et de la science.

Il y a certainement beaucoup d'éléments valables dans ce plaidoyer mais celui-ci aurait été plus convaincant si l'auteur avait montré davantage d'esprit critique à l'égard d'une expérience qui a aussi ses lacunes et ses insuffisances (dont plusieurs exigent pour être comblées, à échéance rapide, le concours du monde capitaliste qui ne semble pas décidé à le marchander).

[p. 74] En quelques années, l'ouvrage qui pourtant vise l'an 2000, a beaucoup vieilli et il n'est même pas sûr qu'il exprime correctement l'état actuel du problème. À lire Baade, on ne comprend pas les raisons qui ont pu pousser jusqu'à présent l'Union Soviétique à marquer tant de discrétion, une discrétion frisant parfois la complaisance, à l'égard de plusieurs entreprises impérialistes des États-Unis à travers le monde. Le rapport des forces est probablement plus complexe que ne le laissent supposer les démonstrations statistiques, un peu sommaires, de Baade. Au surplus, les vues de celui-ci sur les moyens propres à éviter l'affrontement nucléaire ne dépassent guère le niveau d'une prédiction moralisante. Il déclare en conclusion de son livre que « s'il est permis d'espérer que la Terre reste entière ... cet espoir ne peut aller sans

¹ *Nationality and wealth*, A study in world government, Oxford University Press, 1963.

² *La course à l'an 2000* Notre avenir : un paradis ou l'autodestruction de l'humanité, traduit de l'allemand, Paris, Presses Universitaires, 1964.

l'assurance que seuls les doux posséderont la Terre ». Or l'époque prévisible paraît peu propice à l'affirmation de l'influence des doux.

D'une autre facture est le dernier ouvrage de Max Lerner qui porte, en gros, sur les chances et les moyens de survie de notre monde à l'époque des engins nucléaires ¹. Deux grandes révolutions viennent ou sont en train de se produire : la révolution technologique et la révolution politique (accès des pays colonisés à l'indépendance). Lerner pense que les deux révolutions sont indépendantes l'une de l'autre et qu'elles auraient pu se produire l'une sans l'autre. Il souligne que la fin de l'impérialisme n'entraîne pas, bien au contraire, la fin de l'*imperium*. Les chances du communisme dans le monde de demain lui semblent moins bonnes que celles des « sociétés ouvertes » du monde occidental. Les grandes puissances post-impériales se sont, il est vrai, montrées incapables de résoudre le problème de l'assimilation idéologique des pays placés dans leur mouvance. Lerner n'est pas loin de penser qu'une Europe unie sur des bases fédéralistes serait mieux placée pour jouer un rôle stabilisateur dans l'équilibre mondial.

Autre ouvrage digne d'attention : celui de Michael Barrat Brown qui, sous un titre laconique *After imperialism*, esquisse les conditions d'établissement d'une économie mondiale et [p. 75] d'une association politique construite au même niveau ². Brown a voulu écrire un ouvrage qui soit accessible au non-spécialiste mais son exposé reste significatif dans la mesure où il présente, sous une forme élaborée, une quantité considérable de faits sans toujours d'ailleurs en hiérarchiser correctement la portée. Mais si le diagnostic paraît souvent acceptable – encore que l'auteur ait tendance à minimiser le rôle du capital de monopole britannique dans l'exploitation des pays de l'Empire – les remèdes qu'il suggère correspondent, en gros, aux panacées que d'innombrables conférences d'experts internationaux n'ont cessé de nous rabâcher depuis vingt ans. Au moins admet-il qu'il s'agit là d'une grave question ³.

¹ *The age of overkill*, Londres, Heinemann, 1964.

² Londres, Heinemann, 1964.

³ Tel n'est pas tout à fait le cas du petit livre de Brian CROZIER, *Néo-colonialisme*, A background book, Londres, Bodley Head, 1964. Selon lui, la notion de néo-colonialisme est un outil de la propagande communiste qui ne cadre pas avec les faits. Il suffira pour illustrer l'esprit de ce pamphlet de dire qu'il contient tout un chapitre à la gloire de l'esprit social et de l'élan désintéressé des compagnies minières du Copperbelt. Pour une vue mieux équilibrée de la question, se reporter à : LACOUTURE (J.), BAUMIER (J.), *Le poids du tiers monde*, Un milliard d'hommes, Paris, Arthaud, 1962, (spécialement la première partie).

7. POSITION DE L'EUROPE

[Retour à la table des matières](#)

Le problème de l'unification européenne a suscité la publication d'un grand nombre d'ouvrages faisant en général peu de place aux préoccupations de l'analyse politique. La principale exception à cette lacune est l'ouvrage d'un chercheur américain sur la position des grandes forces socio-politiques vis-à-vis de l'unification européenne ¹. Les ouvrages publiés en France sur ces questions ne dépassent pas en moyenne le niveau d'une information journalistique et se signalent, couramment, par un conformisme assez plat vis-à-vis des thèses ou démarches de l'idéologie européiste ². Dans certains cas, le parti-pris de l'auteur est si marqué que l'œuvre en perd toute signification objective : ainsi en va-t-il du livre de Pierre Drouin qui nous fait savoir que le Marché Commun donne des « complexes » aux dirigeants soviétiques, ce qui est simplement comique et, ce qui est plus grave, trouve au Trade Expansion Act de 1962 un « aspect révolutionnaire » que, selon lui, l'on ne peut manquer d'apprécier ³. Walter Lippmann est certes plus direct quand il déclare que « la participation des États-Unis à une vaste zone d'échanges à tarifs douaniers réduits ... (est) ... fondée sur les réalités impitoyables du monde de l'après-guerre » ⁴.

[p. 76] Il existe sur la tendance des pays ayant une capacité de production excédentaire et un chômage permanent à forcer leurs exportations vers les pays solvables, une vaste littérature que P. Drouin aurait bien fait de consulter avant de proclamer le caractère révolutionnaire du Trade Expansion Act, ce banal instrument d'un impérialisme du type le plus classique.

¹ HAAS (E.), *The uniting of Europe, Political, social and economical forces, 1950-1957*, Londres, Stevens, 1958 (ouvrage imparfait sous l'angle méthodologique et dont le contenu a beaucoup vieilli).

² Citons à titre d'exemple : FARINE (Ph.), *L'Europe en devenir*, Paris, Éditions du Centurion, 1964. Adeptes de la fuite en avant, qui caractérise en moyenne l'idéologie européiste, l'auteur écrit que « c'est en regardant au-delà de l'Europe que les Européens retrouveront ... le véritable sens et l'enjeu de la construction européenne ... C'est bien dans cette perspective que l'Europe communautaire prend toute sa signification, à la fois exemple de ce qui peut être fait et étape vers ce qui doit être fait, à la fois pierre d'attente et relais vers cet ordre universel qui donnera à l'histoire des hommes tout son sens » (pp. 161-162).

³ *L'Europe du Marché Commun*, Paris, Julliard, 1963 (en particulier les chapitres IV et V de la quatrième partie).

⁴ In *L'unité occidentale et le Marché Commun*, traduit de l'américain, Paris, Julliard, 1962, pp. 55-56. Et il précise sa pensée en disant que « les États-Unis ont besoin de cette zone de libre échange pour y développer leur commerce extérieur et gagner ainsi l'argent indispensable au financement des tâches, civiles autant que militaires, qu'ils ont dû assumer un peu partout dans le monde ». Voici les consommateurs européens conviés sans trop de courtoisie, à financer l'impérialisme américain qu'il s'agisse du soutien de Tshombé ou de la prise du contrôle de la Compagnie Bull.

Il est vrai que pour P. Drouin « les Américains ont vite compris ... que la défense et le rayonnement du monde occidental reposaient sur une collaboration entre égaux... »¹. Tel n'est pas le sentiment que l'on a en lisant l'ouvrage d'un journaliste américain sur l'attitude des États-Unis vis-à-vis des essais d'unification européenne² : on y trouve un exposé, rapide mais bien informé, des hésitations américaines à abdiquer quoi que ce soit du leadership des États-Unis au profit des alliés européens, la restauration de ce leadership ayant constitué l'ambition initiale du Président Kennedy.

L'un des traits de la littérature sur l'Europe est l'effroi de tant de nos contemporains à l'idée d'une Europe qui s'écarterait de la mouvance anglo-saxonne. Dans la perspective de l'avenir européen, il ne sera pas mauvais de citer quelques-unes de ces positions de combat idéologique. Mentionnons par exemple le procès d'intention livré par R. Courtin au général de Gaulle pour avoir parlé un jour d'une Europe qui rassemblerait tous les pays de notre continent³. Mentionnons aussi le point de vue de R. Nathan qui commence un ouvrage intitulé *Vers l'Europe des réalités*⁴ en se moquant assez lourdement de ceux qui tiennent l'Angleterre pour une île séparée du continent européen : il reconnaît d'ailleurs ensuite que « Philippe II, Napoléon et Hitler ont dû méditer quelles différences présentent entre elles une île et une presque-île »⁵. Nathan voit l'avenir de l'Europe dans un démantèlement de la protection communautaire et une « mondialisation » des marchés (libre échange dont l'entreprise de colonisation par les États-Unis des branches de production européennes les plus chargées d'avenir ou les plus rentables nous donne une juste idée).

[p. 77] Citons enfin le cas de Bernard Baudry qui se prononce d'emblée pour une *Euro-America*⁶ fondée sur une philosophie qui contient en pratique tous les thèmes du capitalisme américain (y compris l'idée que les mots de capitalisme et de socialisme ne conviennent plus pour rendre compte des résultats de l'économie occidentale). Baudry n'oublie même pas le maccarthysme en proposant comme seule solution pour « rétablir la possibilité d'une vraie démocratie fondée sur l'alternance au pouvoir de deux partis » une déclaration générale d'inéligibilité des candidats communistes⁷.

Il ne paraît pas utile d'allonger la liste de ces témoignages en raison de la communauté d'idées qui caractérise les auteurs de cette tendance. Signalons toutefois un ouvrage de Pierre Uri, *Dialogue des continents*⁸. Publié sous les auspices de l'Institut Atlantique, ce livre, d'un niveau intellectuel bien supérieur aux précédents, propose une action conjointe de l'Europe et de l'Amérique en matière économique

¹ *Op. cit.*, p. 322.

² KLEIMAN (R.), *Crise atlantique*, La diplomatie américaine face à l'Europe renaissante, traduit de l'américain, Paris, Trévise, 1964 (spécialement le chapitre VII).

³ *L'Europe de l'Atlantique à l'Oural*, Paris, L'Esprit Nouveau, 1963.

⁴ Paris, Plon, 1963.

⁵ *Op. cit.*, p. 13.

⁶ Paris, Plon, 1962.

⁷ *Op. cit.*, p. 104.

⁸ Paris, Plon, 1963.

tout en marquant fortement la différence entre la Communauté Européenne et l'Interdépendance Atlantique. Il suggère la création d'une institution commune qui réunirait, sur un pied d'égalité, l'Amérique d'une part, la Communauté Européenne de l'autre. Mais Uri a-t-il vraiment le sentiment que l'Amérique, aujourd'hui ou dans un avenir prévisible, est décidée en un domaine quelconque à traiter avec l'Europe sur un pied d'égalité ? On répondra que les Européens n'ont qu'à s'unir pour imposer aux Américains une telle position : encore faudrait-il, sans oublier d'autres difficultés, que les seconds cessent dans leurs rapports avec les premiers de jouer des uns contre les autres (ainsi que cela a été le cas, de façon massive et ostensible, dans les rapports franco-allemands). En somme, bien que la puissance des États-Unis dans le monde ait décliné par rapport à celle d'autres nations, ce pays se résigne mal à ne plus exercer, selon l'expression de W. Lippmann, le « commandement suprême »¹. Mais si Lippmann perçoit correctement la situation et en tire, au moins partiellement, les [p. 78] conséquences, tel ne semble pas être encore le cas des dirigeants politiques et économiques américains.

Au surplus, toute la construction d'Uri perd son sens si l'on se refuse à admettre que le capitalisme américain, avec toutes ses entreprises impérialistes, constitue un partenaire idéal ou simplement acceptable pour une quelconque forme d'union. Il est bien difficile, à la lumière de l'expérience acquise depuis 1945, de ne pas interpréter la présence américaine en Europe comme un instrument de protection de l'ordre capitaliste. En d'autres termes, l'Interdépendance Atlantique ne saurait être acceptée que si l'on a décidé, une fois pour toutes, de renoncer à la construction d'un socialisme européen d'inspiration neutraliste (l'une des premières démarches faites à ce titre devant être de mettre fin à la pénétration du *big business* dans nos pays et de placer sous un contrôle national les exploitations américaines en Europe)².

Étudiant les rapports futurs entre l'Amérique et l'Europe³, S. Hoffmann suggère avec beaucoup de force que la seconde n'est pas nécessairement vouée à demeurer la créature docile de la première. Les jeux ne sont pas faits, souligne Hoffmann qui ne craint pas de déclarer que notre continent faillirait totalement à sa vocation en se bornant à l'imitation des idéaux et pratiques de la vie américaine. On ne saurait certes mieux penser et mieux dire mais, compte tenu du rétrécissement de la zone où peut se déployer, avec des chances raisonnables de rentabilité et de sécurité, l'investissement capitaliste, il est peu vraisemblable que les États-Unis relâchent spontanément leur pression sur les marchés et les économies d'Europe Occidentale. Or cette pression, qui est l'un des facteurs essentiels de l'américanisation de nos pays, a jusqu'à présent, malgré quelques désaccords superficiels, répondu aux vœux des groupes dirigeants européens. Tant que, d'une manière ou d'une autre, cette convergence n'aura pas été brisée – et elle ne peut l'être que par un sursaut populaire – il reste douteux que

¹ Dans une déclaration faite au journal *Le Soir*, 16 mai 1964, p. 7.

² On trouvera quelques idées intéressantes, malheureusement gâchées par une légèreté de ton systématique, dans le dernier pamphlet de J. GAGLIARDI, *La décolonisation de l'Europe*, Paris, Plon, 1964 (dans ce même livre : *Querelle des continents*, par J. PASCAL).

³ In « Le silence de l'Europe », *Esprit*, novembre 1964, pp. 722-753, et décembre 1964, pp. 915-944.

l'Europe retrouve la capacité de procéder à des aménagements sociaux de portée originale.

[p. 79] L'indignation qui s'est emparée des groupes capitalistes européens (britanniques, hollandais, suisses...) à l'annonce de la signature d'un accord franco-soviétique sur la télévision en couleur illustre mieux qu'un long discours les difficultés de l'indépendance européenne dans le cadre des structures capitalistes. La presse au service de ces groupes a immédiatement affirmé qu'il s'agissait là d'une opération politique sans justification technique suffisante. Toutefois, le point important reste que l'accord, bien qu'il soit un acte de lèse-majesté vis-à-vis des intérêts américains (et aussi d'ailleurs de ceux de Philips), ait pu être signé. Il n'est plus certain aujourd'hui que les intérêts américains en Europe soient à l'abri de la contestation.

En définitive, plusieurs des travaux cités à propos de l'Europe, comme aussi dans le cadre des précédentes rubriques, ressortent finalement du combat idéologique bien plus qu'à l'analyse théorique. Plusieurs apportent ainsi une contribution, parfois involontaire, au courant aveniriste dont voici maintenant l'analyse.

III. UTILISATION DE L'AVENIR

[Retour à la table des matières](#)

Pour prendre d'emblée un document expressif de l'avenirisme, nous mentionnerons un récent numéro spécial de *Réalités* : « L'avenir est déjà parmi nous »¹. Le titre de cette livraison est révélateur de ce courant car il invite à considérer l'avenir comme une sorte de messie venu au milieu des humains pour alléger leurs peines : il s'agit de donner plus de poids, plus d'audience à l'intervention du futur comme instrument de solution de nos problèmes en lui attribuant les traits d'un interlocuteur familier. Le contenu de ce numéro n'est pas moins révélateur : il se compose, pour la plus large part, de la relation, dans le style habituel de la grande presse, d'un certain nombre de réussites ou de projets techniques [p. 80] (les jeunes prodiges du MIT ; j'apprends avec une machine ; la cité interdite de Pierrelatte...).

Le point de vue des sciences humaines est représenté dans ce numéro par A. Toynbee décrit comme « le plus célèbre des philosophes de l'Histoire ». À vrai dire, les vues de Toynbee sur l'humanité de demain consistent essentiellement en une combinaison de platitudes ou de lieux communs formulés avec une grande prudence (« Si les États-Unis et l'U.R.S.S. parviennent à s'entendre, je ne vois pas qui pourrait

¹ Numéro de juin 1964. On trouvera des points de vue plus mesurés, mieux informés des problèmes de notre monde et, partant, plus significatifs pour l'exploration de l'avenir, dans le n° 4 de *Janus* (décembre 1964-janvier 1965), qui porte sur le thème « L'Histoire a-t-elle un sens ? » C'est de la vulgarisation certes, mais elle ne manque pas de cohérence et ne se borne pas à une exposition unilatérale.

leur disputer l'hégémonie du monde » ou encore « Il vaut mieux envoyer à ses voisins du blé et des artichauts que des bombes et des obus »). Selon Toynbee, beaucoup d'Anglais préféreraient renforcer leurs liens avec les États-Unis plutôt qu'avec le Marché Commun : mais il se demande, avec quelque nostalgie, si les Américains souhaitent un tel renforcement. Quant à l'Europe, elle doit « passer du stade colonisateur au stade éducateur » : et Toynbee précise que « nous avons une immense tâche à accomplir. Nous devons être les civilisateurs du monde. Notre rôle ici pourrait se comparer à celui que jouèrent les Grecs dans l'Empire romain ». En somme, le fardeau de l'homme blanc doit continuer en quelque mesure à peser sur nos épaules.

Toujours tiré de ce numéro, mentionnons un texte intitulé « 7 jeunes scientifiques européens scrutent le futur ». Ces jeunes gens que l'on fait s'exprimer en style télégraphique – cette économie de mots étant probablement censée nous suggérer un comportement orienté vers l'efficacité – sont déjà, à tous égards, des bien-pensants – il n'est aucune de leurs formules que les grands quotidiens du soir ne pourraient utiliser pour remplir leurs colonnes en cas de défaillance de l'actualité ou que des candidats à une élection de conseil général, se trouvant à court d'idées, ne pourraient employer pour meubler les vides de leur profession de foi. Louis Armand commente ainsi ce texte dans lequel il n'y a pas un seul commencement d'idée neuve, pas une seule velléité de défi à l'égard de l'ordre établi : « Heureusement pour elle, l'eau [p. 81] qui jaillit aux sources de la Seine ne se préoccupe pas de savoir si le fleuve sera pollué à Rouen ... Comme elle, l'élan des jeunes n'est pas freiné par les angoisses de leurs aînés ». Le monde de demain sera-t-il donc tel que l'on puisse féliciter ces jeunes scientifiques de l'aborder sans appréhensions ? L'adepte du culte de l'avenir tend à répondre de manière positive à cette question et cet optimisme est la composante de base de la position analysée en ces pages.

1. FONDEMENT DE L'AVENIRISME

[Retour à la table des matières](#)

Il tient en une seule formule : l'optimisme technicien. Notre monde connaît aujourd'hui une phase d'évolution irréversible au-delà de laquelle se dessinent des perspectives exaltantes. Au nombre des bienfaits que nous allons obtenir figure l'abondance qui dans une vue prospective, constitue, selon L. Armand et M. Drancourt – et sans qu'ils éprouvent le besoin de définir ce terme équivoque – une promesse certaine : ceux-ci ne craignent même pas d'ajouter que « les pays sous-développés peuvent espérer, souvent au prix d'efforts relativement peu coûteux, développer la quantité de leurs ressources en quelques années »¹. C'est là une vue qui

¹ *Op. cit.*, p. 52. Sur le rôle du mythe de l'abondance dans les spéculations humaines, voir les observations qui sont toujours d'actualité d'A. SAUVY in *Le pouvoir et l'opinion*, Essai de psychologie politique et sociale, Paris, Payot, 1949, pp. 57-63. « Le mythe de l'abondance est le

a aujourd'hui divers adeptes : étudiant les possibilités qui découlent de l'automatisme industriel, D.O. Woodbury présente ses réflexions sous le titre significatif de *Les Machines s'en chargeront*¹. Et R. Calder, professeur à l'Université d'Édimbourg, après avoir brossé une large fresque de l'évolution technique, nous propose un panorama de l'avenir qui, combinant les acquisitions scientifiques actuelles et prévisibles, laisse l'impression que d'ici un siècle l'homme aura acquis la pleine maîtrise de l'univers physique et géographique². Il est vrai que pour le destin des pays sous-développés, Calder est sensiblement moins optimiste que les auteurs de *Plaidoyer pour l'avenir*.

Ici encore l'histoire des idées socio-politiques montre aisément que cet hymne à la production, qui est le trait majeur de [p. 82] l'optimisme technicien, n'est pas une invention de notre temps. Si l'industrialisme est, selon Barbara Ward, l'une des cinq idées qui changent le monde³, il y a plus d'un siècle qu'elle fut exprimée par Saint-Simon et ses disciples avec la plus grande netteté. Depuis lors, ce courant dont l'idée dernière est que le but de la politique doit être d'encourager la production, n'a jamais cessé de tenir une place, plus ou moins large selon les époques, dans la pensée française comme aussi dans celle de tous les pays atteints par la révolution industrielle. L'optimisme technicien de notre époque ne saurait être tenu pour neuf que par oubli d'une déjà longue tradition.

Cet optimisme prend toutefois chez ses plus ardents propagandistes deux traits qui lui donnent une couleur particulière. Le premier est l'insistance mise à proclamer la nécessité d'une rupture totale avec les pratiques et les idées du passé. L. Armand et M. Drancourt n'hésitent pas à affirmer qu'il conviendrait de repenser toute l'histoire en tenant compte des données de la technique⁴. Ce rejet des époques révolues, cette volonté de dépassement qui est l'une des constantes de l'avenirisme est, en une large mesure, le résultat de l'ignorance historique et de la confusion intellectuelle qui marquent ce courant. Ainsi s'explique que l'on puisse à la fois proclamer que Marx est démodé et adopter pour point de départ du raisonnement l'une des bases essentielles du marxisme (rôle moteur des transformations techniques dans l'évolution sociale).

pendant du mythe du passé béni, souligne Sauvy. Le premier séduit plus les esprits avancés, le second les conservateurs » (p. 63). Mais, de nos jours, le progressisme technique se combine fort bien avec le conservatisme social.

¹ Titre complet du livre : *Les machines s'en chargeront*, Une histoire de l'automatisme et des cerveaux électroniques, traduit de l'anglais, Paris, Dunod, 1959.

² In *L'homme et ses techniques*, De la préhistoire à nos jours, traduit de l'anglais, Paris, Payot, 1963 (deuxième partie).

³ *Five ideas that change the world*. Londres, Hamish Hamilton, 1959.

⁴ Il me paraît utile de mettre sous les yeux du lecteur une pensée de Marc Bloch qui est l'un de ceux qui ont le plus fait pour introduire dans l'explication historique le facteur « outillage technique » : « La leçon de l'évolution des techniques ... enseigne ... que raconter ... la société entière sans l'outil c'est assembler de vaines nuées. Mais elle révèle aussi qu'il n'existe point de train d'ondes causales privilégié ; point d'ordre de faits toujours et partout déterminants... ; qu'au contraire toute société, comme tout esprit, est issue de constantes interactions. Le vrai réalisme en histoire, c'est de savoir que la réalité est multiple » (dans l'ouvrage collectif *L'homme, la technique et la nature*, Paris, Rieder, 1938, p. 38).

Quant à Malthus, il suffit à Armand et Drancourt d'une ligne pour l'exécuter au nom des tissus que l'on pourra tirer des gaz perdus des gisements de pétrole ¹. Pourtant, soyons certains que l'on aura depuis longtemps oublié le nom des seconds alors que l'on continuera d'accorder au premier l'attention et l'importance que méritent les esprits dont les spéculations survivent, par leur puissance et leur originalité, aux circonstances dans lesquelles elles prirent naissance. Il est douteux qu'en l'an 2000 Malthus ne soit pas d'une plus grande actualité que l'avenirisme pour l'explication des phénomènes socio-économiques du sous-continent indien.

Un second aspect de l'hymne à la production que chantent aujourd'hui les adeptes de l'avenirisme, comme le fit un Loucheur au lendemain de la première guerre mondiale, est d'admettre, au moins implicitement, que les structures sociales du capitalisme doivent permettre d'utiliser au plein et d'une manière optimale pour les hommes les forces libérées par les progrès technologiques. Sans doute les adeptes de l'avenirisme signalent-ils volontiers les obstacles susceptibles de compromettre ou de ralentir l'expansion et proposent-ils, de manière généralement vague d'ailleurs (propension de ce courant au verbalisme), des mesures capables d'écarter ces résistances. Mais à y regarder de près, on s'aperçoit qu'il s'agit de dispositifs de portée principalement technique qui ne s'attaquent en rien aux rapports de production.

C'est ainsi que l'on nous incite, à longueur de discours et d'articles, à tenir compte de la dimension, à décompartmenter, à être synthétique... Ce sont là certes d'utiles conseils pour augmenter l'efficacité de la production mais par eux-mêmes ces perfectionnements ne nous sont pas d'un grand secours quand il s'agit de répondre à la question, fondamentale pourtant, de savoir que produire et pour qui. Or, en ce domaine, réserve faite d'une référence rituelle aux procédés de la planification dite souple – dont la portée est celle d'une vaste enquête de marché réalisée gratuitement pour le patronat par les services de l'État – les tenants de l'optimisme technicien ne nous disent rien et à les lire on pourrait même ne pas soupçonner qu'il existe une question.

Cette attitude, dont les aspects démagogiques sont manifestes, diffère de celle adoptée par de nombreux esprits qui, enclins à lier le progrès humain au développement de la production, ont estimé toutefois que cette expansion ne saurait être totalement réalisée ou réussie sans de profondes réformes de structure. Bornons-nous ici à quelques exemples : celui de l'industriel belge Ernest Solvay, qui estimait impossible l'application des formules productivistes exactes sans la destruction des inégalités de départ entre les hommes (d'où la nécessité d'une reprise progressive des héritages par l'impôt) et sans la suppression de la monnaie ; celui de l'industriel allemand W. Rathenau, qui fondait sa doctrine sociale de la production sur la confiscation des monopoles et des héritages ; celui du socialisme de l'abondance des années trente, si proche de l'optimisme technicien par la confiance placée dans les

¹ *Op. cit.*, p. 38.

machines, mais si éloignée de lui par son programme de modification radicale de l'organisation socio-économique ¹.

À quelques retouches de détail près, le culte de l'avenir s'accommode parfaitement du maintien en place des hommes et de la conservation des méthodes du capital de monopole. Ce respect du grand capitalisme ne donne pas une très haute idée de la capacité novatrice de ce courant dès que l'on passe du domaine de la technique à celui des rapports sociaux. J'ai d'ailleurs le sentiment que chez plusieurs des prophètes de l'avenir, cette acceptation des valeurs conservatrices répond à un calcul d'opportunisme et que, si le vent en arrivait à tourner, le sens du message aveniriste pourrait bien connaître quelques modifications. Il est possible après tout que la variété technicienne du conservatisme social, ne serait-ce que par l'assise solide et profitable que lui vaut le capitalisme d'État, reste de conviction plus fragile que d'autres espèces (celle en particulier qui repose sur la grande propriété privée).

En attendant les éventualités propices à un tel ajustement des positions, l'optimisme qui caractérise le culte de l'avenir ignore entièrement les conclusions ou observations pessimistes pour le destin de l'humanité que des auteurs ont pu précisément tirer de cette aptitude des hommes à dominer la nature par la technique (domination susceptible d'aller jusqu'à l'effacement des divergences humaines par des opérations biochimiques appropriées). On sait que cette tendance s'est épanouie à notre époque dans des ouvrages qu'il est habituel de traiter d'anti-utopies ou de contre-utopies et dont la caractéristique est justement de supposer que la réalisation des [p. 85] anticipations faites par les techniciens s'avèrera possible dans un avenir plus ou moins lointain ². En somme, le reproche que les anti-utopistes font aux prédictions techniciennes est d'avoir des chances de s'accomplir sans que leurs auteurs se fassent une idée du prix que les hommes paieront en échange de telles satisfactions. Aldous Huxley, George Orwell et, au moins en quelque mesure, Arthur Koestler sont pour l'époque récente les écrivains les plus représentatifs de cette tendance, le premier ayant publié peu avant sa mort un nouvel ouvrage (non encore traduit en français), *Island*, qui donne une vue un peu moins désespérée du sort qui attend les hommes du fait des perfectionnements techniques ³. Sans tenir ces auteurs pour des connaisseurs parfaits de notre destin, leurs ouvrages contiennent des vues et des avertissements que les adeptes du culte de l'avenir seraient bien inspirés de méditer.

Au surplus, les tenants de l'avenirisme, même s'ils préfèrent ignorer les alarmes des anti-utopistes, pourraient au moins tenir compte des remarques faites pour une échéance moyenne par les conjecturistes, spécialement dans le cadre du programme Futuribles. Plusieurs des notes publiées par les auteurs de cette série sont bien

¹ Pour étudier la pensée de J. DUBOIN qui, trente ans après, reste beaucoup plus solide et plus actuelle que le nouvel évangile de l'avenir, voir : *La Grande Révolution qui vient*, Paris, Éditions nouvelle, 1934 ; *Kou l'ahuri*, même éditeur, 1935, et *Demain ou le socialisme de l'abondance*, Paris, éditions OCIA, 1940.

² Voir sur la question : BARLOW (G.), « L'anti-utopie moderne », *Esprit*, mars 1961, pp. 381-396.

³ Londres, Chatto, 1962.

éloignées de cette vision idyllique du futur que tente de nous imposer l'avenirisme ¹. Compte tenu de l'axe de cet essai, nous mentionnerons tout particulièrement la note de M. Massenet sur « L'avenir de la liberté politique » ² : dans cette étude d'un assez grand pessimisme, Massenet examine les éléments de notre civilisation qui paraissent susceptibles de contrarier l'épanouissement des régimes démocratiques et il classe parmi ces éléments plusieurs facteurs qui découlent directement des perfectionnements techniques (ainsi l'expansion des grands moyens d'information dont il est si difficile d'organiser un usage démocratique).

Or, à tout moment, nous apprenons la mise en service de procédés, d'une utilité immédiate incontestable sous l'angle administratif mais pouvant un jour être transformés en au-[p. 86] tant d'instruments d'oppression : ainsi la décision prise récemment en Belgique de créer un registre électronique national reprenant toutes les indications que comporte actuellement la carte d'identité. Dès sa naissance, chaque Belge y sera répertorié et doté d'un indicatif personnel composé de 9 chiffres. Grâce à ce fichier, les organismes publics disposeront aisément de toutes les informations dont ils peuvent avoir besoin (liste des enfants en âge de scolarisation, listes électorales, distribution des habitants par quartiers, détenteurs de permis de conduire...). On imagine sans peine le profit que les Allemands auraient pu tirer d'un tel répertoire quand ils occupaient la Belgique.

Il faudrait un long volume pour énumérer les causes de déchéance de l'être humain qu'entraîne la civilisation technicienne. « Chaque jour des êtres sombrent en dépit de nos puissants moyens, écrit J. Belin-Milleron, parce que la civilisation industrialisée et concentrée est dispensatrice de fléaux sociaux autant que de paradis artificiels... » ³. Et Belin-Milleron rappelle l'ouverture à Paris en septembre 1959 du premier Congrès international de prophylaxie sociale en vue d'étudier les incidences de la technique sur la criminalité et les névroses. Il ne serait pas difficile de montrer aussi que la civilisation technique comporte un risque de dépersonnalisation de l'homme, un danger de glissement de celui-ci vers le pôle de la quantité, de l'uniformité et de l'irresponsabilité.

La prise de conscience de ces périls a donné lieu à la fondation en 1960, sur l'impulsion d'un professeur à la Faculté de médecine de Paris, d'un Institut de la Vie dont la préoccupation paraît être d'assurer l'existence des générations futures.

¹ Je mentionnerai en particulier : HETMAN (François), « Bien-être et Liberté en 1970 », *Bulletin Sedeis*, n° 811, 10 février 1962 (« L'homme occidental de 1960-1970 travaille et se détend dans un univers grégaire auquel il se fait adapter par des techniques et des schémas de pensée grégaire ») ; – ELLUL (Jacques), (« L'homme occidental en 1970 », même revue, n° 802, 10 novembre 1961 (« L'homme occidental de 1970 se trouve nanti d'un bonheur matériel certain. Malgré tout ... il n'est pas heureux ») ; – HOGGART (Richard), « Mes voisins en 1970 », même revue, n° 805, 10 décembre 1961 (qui, raisonnant sur la Grande-Bretagne, fait sien le point de vue F. Zweig : « Les barrières économiques entre les classes tombent rapidement, mais il s'en érige de nouvelles, plus hautes et plus puissantes, celles de l'instruction et de la culture »).

² *Bulletin Sedeis*, n° 838, 10 décembre 1962, et n° 839, 20 décembre 1962.

³ In *La conscience contemporaine et ses problèmes devant les faits*, Bruxelles, Institut de Sociologie, 1963, p. 127.

L'Institut part de l'idée que désormais l'homme se trouve en situation, grâce aux progrès scientifico-techniques, d'altérer la plupart des facteurs d'équilibre de l'espèce humaine. D'où des problèmes absolument nouveaux comme l'apparition de moyens pour agir sur le psychisme humain et la survenance de dangers de contamination de la biosphère. Mais jusqu'à présent, l'Institut, qui aurait déjà en France [p. 87] 4.500 membres et s'est installé en plusieurs autres pays, n'a pas dépassé le niveau des exhortations moralisantes sur le supplément d'âme ou la nécessité que la conscience de l'homme grandisse en proportion de sa puissance. Or, ni les discours ni les congrès ne suffisent pour agir sur le cours de l'évolution sociale.

En présentant de telles observations, on court toujours le risque de passer pour un laudateur du bon vieux temps contre le monde nouveau et il est vrai que chaque génération a toujours eu tendance à faire la critique de sa propre époque. Le reproche volontiers adressé à de telles réserves par les esprits portés à l'optimisme est de souffrir « d'un certain manque de souffle historique »¹. Par ailleurs, il faut admettre que les essais de bilan des avantages et inconvénients de la technique ont généralement peu de sens surtout quand ils s'achèvent par des conseils simplement moralisants : ainsi ceux qui nous sont donnés par R. Duchet sous le titre « Tu es engagé » (« Notre destin reste un destin ouvert, il dépend encore de nous de ne plus sombrer dans l'abîme, il dépend de nous de créer un monde meilleur plus juste et plus naturel »)². De tels bilans n'ont en général d'autre portée que de mettre en repos, à peu de frais, la conscience de leurs auteurs³.

En réalité, il serait absurde de mettre l'avenir en accusation au nom d'un passé qui apporta si peu de bonheur et de tranquillité aux hommes. Le seul problème en cause est de savoir si nous disposons déjà ou disposerons plus tard de structures socio-politiques permettant de tirer le maximum d'avantages de tous ordres des perfectionnements technologiques. La démarche technique n'est pas une finalité en soi mais un moyen venant à l'appui d'un projet : l'analyse de ses conséquences directes ou indirectes ne saurait être réalisée abstraction faite du contexte où l'opération technique prend place. Autrement dit, l'on ne saurait définir une civilisation par ses seules dimensions techniques. Quelle est à cet égard la position de l'avenirisme ?

¹ Selon l'expression de R. F., BEHRENDT in *L'homme à la lumière de la sociologie*, Paris, Payot, 1964, p. 117.

² In *Bilan de la civilisation technicienne*, Anéantissement ou promotion de l'homme, Toulouse-Paris, Privat-Didier, 1955, p. 233, Les suggestions qui suivent les exhortations de l'auteur sont d'une extrême banalité et même d'une certaine puérité (« Qui peut dire tout ce que la télévision nous apporte ?... Nous faisant entendre et voir l'événement au moment même où il se produit, n'est-elle pas propre à nous donner à un degré jusqu'ici inconnu, le sentiment de la réalité dans laquelle nous vivons et de notre destinée commune ?... » p. 263).

³ Voir la discussion, entreprise en des termes qui n'ajoutent rien au débat, par Gilbert TOURNIER in *Le cœur des hommes*, Essai sur le monde actuel et la prospective de Gaston Berger, *op. cit.* (1^{ère} partie).

[p. 88]

2. CONTENU SOCIO-POLITIQUE DE L'AVENIRISME

[Retour à la table des matières](#)

Les tenants de ce courant ne s'expliquent que rarement de façon claire sur ces problèmes, peut-être par souci d'élargir au maximum l'audience dont ils disposent. En essayant d'exprimer ces positions de manière nette, on risque de leur donner plus de cohérence qu'elles n'ont réellement. Mais si le détail reste flou, on ne saurait avoir la plus légère hésitation sur les grandes tendances qui marquent, au besoin de manière implicite, le culte de l'avenir (dont ne diffère pas sensiblement sous cet angle l'univers de la fuite en avant et de la prospective). Nous rangerons ces tendances en trois catégories : consolidation du pouvoir des techniciens dans l'État ; défense des règles du jeu capitaliste ; acceptation des procédés et idéaux de la société américaine. L'un des traits de la situation reste que les intéressés ont assez souvent tendance à nier l'existence de telles affiliations et sympathies (négarion qui est généralement une simple preuve de mauvaise conscience et dont le sociologue n'a à tenir compte que pour en trouver les mobiles).

L'exaltation des techniciens, en tant que détenteurs des secrets de l'efficacité technique, est sans aucun doute la plus répandue des trois tendances étudiées ici. À côté des esprits qui s'affirment résolument partisans de la technocratie (ainsi J. Baret qui entend confier le soutien du gouvernement à un parti dans lequel n'entrerait que l'élite), on doit compter avec ceux dont les idées ont pour aboutissement naturel l'expansion des facultés technocratiques. Il est toutefois fréquent que les tenants de ce courant, surtout s'ils sont eux-mêmes des techniciens, s'efforcent d'établir la compatibilité de la technique et de la démocratie, ce qui nous vaut en particulier des couplets plus ou moins bien venus sur l'information en tant que levier de démocratisation.

Ce souci des techniciens est certes un hommage rendu à la force et au prestige que malgré tant de déceptions, les idéaux de 1789 conservent en de très larges secteurs de l'opinion. Mais le problème des rapports entre la technique et la démocratie est infiniment plus complexe que ne le soulignent ces débats. Comme le montre si bien l'ouvrage d'Ellul, il n'est pas tellement facile de concilier ces deux valeurs autrement que de manière verbale. De plus, les protestations d'attachement aux principes démocratiques n'ont pas beaucoup de portée quand elles sont précédées ou suivies d'une apologie des détenteurs de compétences et quand elles tendent à vulgariser l'idée que le savoir technique suffit pour donner les clefs de la décision politique.

La seconde tendance de l'avenirisme, probablement moins répandue que la précédente, est l'acceptation des règles du jeu capitaliste. Il est rare que la défense de

ce système soit explicite car alors beaucoup risqueraient de s'étonner que l'on propose comme cadre de l'avenir un régime auquel nous sommes redevables de tant d'abus, de gaspillages et de misères. Mais il y a deux manières de parvenir au même résultat sans le dire expressément. L'un est de déclarer que le capitalisme a depuis longtemps cessé d'être tel, qu'il a en fait subi une mutation et que l'on commet une grave impropriété linguistique en continuant à qualifier de la sorte le système socio-économique des pays occidentaux. La seconde manière très à la mode aujourd'hui est de procéder à la critique du régime des pays communistes et de déclarer que ces derniers sont en train de se conformer aux règles de l'économie de marché.

Cette manière de procéder correspond à la difficulté d'amener les hommes, et spécialement les travailleurs, à ne pas attribuer d'emblée un sens péjoratif aux termes « capitalisme » et « capitaliste ». Mais pour autant que l'ordre sous lequel nous vivons reste de type capitaliste (et malgré toutes les dissertations sur le caractère soi-disant mixte de nos systèmes, il le demeure indubitablement) la défense de cet ordre, même si elle prend un caractère un peu honteux, représente en fait une contribution au maintien du capitalisme. Certes peu nombreux sont les intellectuels français, même pénétrés [p. 90] du plus pur optimisme technicien, qui oseraient exprimer par écrit sur la valeur du capitalisme des idées semblables à celles de Milton Friedman, professeur de science économique à l'Université de Chicago ¹ : mais, en définitive, de tels points de vue ont quelque audience au niveau de la pratique. Les reproches que l'on s'attire – y compris de la part des fonctionnaires du Commissariat du plan – pour toute proposition tendant à l'établissement d'une planification authentique, établissent le point sans équivoque.

La défense de semblables positions a été sans nul doute facilitée par la capacité du régime capitaliste depuis la fin de la seconde guerre mondiale d'éviter les crises générales de fonctionnement. L'idée qu'il n'y a plus à redouter de fluctuations graves de la conjoncture gagne certes beaucoup de terrain jusque dans les milieux socialistes. Et dès lors, les avis ou avertissements des sceptiques risquent de ne pas obtenir beaucoup d'attention ². Est-ce là une évaluation correctement fondée ? On peut en douter. Certes le capitalisme a affermi son avenir ou conquis un sursis le jour où les dirigeants publics et privés ont compris, selon le mot profond d'A. Sauvy, qu'il ne pouvait fonctionner qu'à la hausse (en Suisse, pays capitaliste témoin, les prix ont plus que doublé depuis 1939 et la tendance ne cesse de s'élever au rythme de 3 à 4 points par an). Sans entrer dans une controverse récente, disons que l'un des effets du retour à l'étalon-or serait de priver les dirigeants d'une partie des facultés nécessaires à la poursuite d'une expansion haussière mais probablement au prix d'un retour à des crises de style ancien.

¹ *Capitalism and freedom*, Chicago, University of Chicago Press, 1962.

² Signalons à ce propos l'intéressante étude d'Ernest Mendel « L'apogée du néo-capitalisme et ses lendemains » dans le numéro des *Temps Modernes* sur les « Problèmes du mouvement ouvrier », pp. 193-210. Il semble difficile de donner tout à Mendel quand il écrit que la capacité excédentaire reste le « memento mori » du régime capitaliste. Voir aussi « Crise du capitalisme », *Recherches internationales à la lumière du marxisme*, n^{os} 35-36, janvier-avril 1963.

Un autre facteur a raffermi, durablement ou provisoirement, le capitalisme : la prise en charge par l'État, au titre du budget de guerre, de tout le progrès technologique de pointe et l'incitation qui en résulte pour les industries de ce type, à se vouer, sans réserve, à un perfectionnement technique qui retentit ensuite sur tout le reste de l'économie. Il est hors de doute que la poursuite de la guerre froide a aidé [p. 91] gouvernement américain à maintenir un niveau d'emploi élevé et à améliorer le niveau de vie du pays ¹.

En définitive, ces deux facteurs appuient la thèse ou le souhait d'une croissance sans crise mais ils ne suffisent pas à la rendre irrécusable. Actuellement, en tout cas, ce mode de fonctionnement du capitalisme, surtout si l'on n'est pas très curieux ou très exigeant quant à la nature des moyens employés pour favoriser ou maintenir l'expansion, apporte quelque crédit à la vision du monde de demain – un monde perfectionné ou perfectionnable, sans combats sociaux – qui est l'apport spécifique de l'avenirisme dans l'ordre des rapports du travail. Il faut au surplus admettre que la disparition ou l'affaiblissement des luttes sociales en plusieurs pays, plus exactement la cessation des conflits sur la forme de la société et la concentration des disputes sur des problèmes de rémunération matérielle (directe ou indirecte) consolide en quelque mesure la vue prospective des adeptes de l'avenir. Mais le dernier mot a-t-il été dit en ce domaine comme l'on tente de nous le faire croire ?

On entend répéter aujourd'hui que si la société de classe reste, la conscience de classe, elle, tend à disparaître, ce qui revient à admettre que les intéressés, c'est-à-dire les hommes des classes inférieures, perdent progressivement le sentiment de leur appartenance objective. Il est probable que cette dissociation tend aujourd'hui à se faire sous l'influence de divers facteurs, en particulier le conformisme des moyens d'information et des loisirs (télévision). La période d'observation reste toutefois bien trop courte pour permettre de décider s'il s'agit d'une fluctuation épisodique ou de l'apparition d'une nouvelle causalité.

J'en arrive au troisième trait de l'avenirisme qui est l'acceptation des procédés et idéaux de base de la société américaine. Compte tenu de la faiblesse du crédit moral dont jouissent désormais les Américains en tant de pays, la défense ouverte des valeurs du capitalisme américain est encore plus difficile à assumer que celle du système capitaliste en général. [p. 92] Il existe certes en France, comme dans les autres pays capitalistes, un solide parti ou clan américain dont l'étude sociologique devrait bénéficier d'une haute priorité : mais au cours des dernières années, la marge de manœuvre et la capacité d'influence de ce groupe ont été sensiblement réduites. On ne saurait donc s'étonner que les tenants du culte de l'avenir, sensibles à de telles réticences, adoptent d'emblée des positions critiques vis-à-vis de certains excès ou

¹ Sur les aspects politiques et sociaux de la militarisation de l'économie américaine, il faut lire, malgré diverses outrances, l'ouvrage de COOK (F.J.), *Les vautours de la guerre froide*, Étude sur le militarisme américain, traduit de l'américain, Paris, Julliard, 1964. Il est regrettable, car cela risque de donner une idée fautive du livre, que l'on ait choisi pour la version française un titre à sensation, alors que le titre original, dans sa sobriété même, *The warfare state*, est beaucoup plus significatif.

égarements de la vie aux États-Unis sans aller d'ailleurs aussi loin sur cette voie que des auteurs américains eux-mêmes ¹.

Cependant, en règle générale, ces essais d'éloignement restent à l'état de simples velléités. Certes l'on se donne bonne conscience en dénonçant la civilisation des *gadgets*, mais on laisse en place ou on consolide les mécanismes de pouvoir qui y conduisent inmanquablement. Certes, l'on nous dit que l'Europe doit bâtir sa propre civilisation si elle veut échapper à l'emprise américaine et l'on affirme qu'elle le peut : mais à regarder de plus près le contenu assigné à une éventuelle civilisation européenne, on s'aperçoit qu'il est simplement la transposition, à peine adaptée à nos mœurs, des idées et pratiques de l'expérience américaine. Le livre étrangement ambigu de M. Drancourt, *Les clés du pouvoir* ², est une bonne illustration de cette manière de prédire notre destin.

Or cette acceptation ouverte ou tacite du modèle américain – à laquelle la dissolution du pacte atlantique ne mettrait pas nécessairement fin – oublie en premier lieu qu'il n'est peut-être pas transposable dans nos pays, ne serait-ce que parce que ceux-ci, même si l'expansion économique se poursuit à un rythme régulier, ne seront jamais en mesure de s'offrir l'immense gaspillage de ressources de tous ordres, humaines et matérielles, grâce auquel il est possible, aux États-Unis, de donner une apparence de démocratie ou d'équité sociale au régime capitaliste. Cette acceptation oublie aussi que le progrès social ne va pas nécessairement de pair avec les perfectionnements technologiques et qu'en de nombreux secteurs des rapports sociaux la « grande société » reste sin-[p. 93] gulièrement sous-développée et en retard sur des pays beaucoup moins riches. Les Américains s'efforcent en général de dissimuler ces points à l'aide d'une offensive idéologique dont l'ampleur et l'intensité sont sans précédent ³ : cependant l'évolution actuelle de la société américaine rend chaque jour plus difficile de la présenter comme un modèle pour l'homme.

¹ Voir à ce propos le récent ouvrage de Bernard D. NOSSITER, *The mythmakers, An essay on power and wealth*, Boston, Houghton Mifflin, 1964.

² Paris, Fayard, 1964. L'ouvrage s'achève par une « Conclusion » de Louis ARMAND dont il suffira, pour caractériser le style et déterminer la portée, de citer la première phrase : « Pour jouer le rôle qui doit véritablement être le sien à l'époque moderne, la France doit surmonter un certain nombre de contradictions ». Armand déclare aussi que la mutation nécessaire est profondément souhaitée par ceux « qui pensent et voyagent » sans préciser si dans son idée les deux démarches sont inséparables ou dissociables.

³ Il suffit, pour s'en convaincre, de feuilleter les documents de l'enquête menée sur ces problèmes par le Comité des Affaires Étrangères de la Chambre des Représentants du 88, Congrès (1963-1964) sous le titre : *Winning the cold war : the U.S. ideological offensive*. En préparant cet essai, je suis tombé sur un ouvrage relativement ancien qui montre bien que les problèmes ainsi évoqués ne datent pas d'aujourd'hui : DENNY (L.), *L'Amérique conquiert l'Angleterre*, Paris, Gallimard, 1933. L'auteur écrit (p. 263) : « L'américanisation de l'Europe et du monde avance. Les nations sont fascinées par l'éclat du vainqueur, parfois tout en le détestant ». Évaluant en conclusion l'état des rapports américano-britanniques, il souligne que « l'Angleterre, sur sa petite île, pourrait avoir des raisons de devenir impérialiste. Notre impérialisme à nous, qui avons tout un continent pour nous faire vivre, est injustifiable. Mais nous ne manquons pas d'astuce. Nous ne commettrons pas la faute de l'Angleterre. Trop sages pour essayer de gouverner le monde, nous nous contenterons de le posséder ... Notre suprématie ne sera pas pire que celles qui l'ont précédée. Nos armes sont l'argent

En réalité, le trait spécifique de l'expérience américaine – celui qui, en dépit d'un anti-américanisme épidermique, vaut aux États-Unis une position de respect dans les milieux conservateurs du monde entier – est de jouir du plus haut niveau d'industrialisation tout en garantissant aux détenteurs de moyens de production et aux bénéficiaires de la situation une tranquillité et une sécurité analogues à celles dont ils jouissaient en France sous Louis-Philippe : or ce résultat, comme le marque A. Sauvy, n'a pas été acquis par la saturation des besoins, le progrès technique donnant lieu aux États-Unis comme ailleurs à une vague de revendications et de frustrations ¹.

En définitive, si l'on accepte la vision du futur que tentent de nous inculquer les adeptes de l'avenirisme, il faut admettre que les Américains sont entrés dans l'avenir bien avant que ne s'affirme le culte de celui-ci. Ne serait-ce pas que l'avenirisme, loin de constituer un effort original pour orienter le déroulement du futur, est en réalité une version accommodée à la sauce technologique du vieux et toujours puissant courant de la conservation sociale ? ²

3. SENS DE L'AVENERISME

[Retour à la table des matières](#)

Le culte de l'avenir et les attitudes que nous lui avons assimilées constituent une idéologie d'inspiration foncièrement conservatrice et de nature mystificatrice. Ce courant est mystificateur, non parce qu'il est conservateur, mais parce qu'il est conservateur sans le dire ou en disant le contraire. Compte tenu de [p. 94] toutes les explications déjà données dans cet essai, il ne faudra que quelques mots pour établir ces deux points.

En première analyse, il peut paraître étrange de qualifier de conservateur un mouvement ayant l'habitude d'utiliser le langage le plus progressiste qui soit. Signalons une fois encore les éléments les plus caractéristiques de ce message : le

et les machines. Les autres nations en veulent. Notre matérialisme vaut le leur. C'est pourquoi notre triomphe est si facile et inévitable » (p. 265).

¹ In *Le Monde*, 9 septembre 1964, p. 14.

² En examinant dans ses dispositions concrètes le programme de la « Nouvelle Frontière », on s'aperçoit qu'il ne sortait nullement d'un tel cadre. Il faudra étudier un jour en détail les mobiles et les ressorts de la campagne, conduite avec de très puissants moyens financiers, qui tendit à présenter J. F. Kennedy, politicien essentiellement conservateur et fervent défenseur de l'impérialisme américain, comme un esprit progressiste ouvert aux problèmes de ce temps. L'image adoptée de Kennedy, sans aucun esprit critique, par tant de milieux de la gauche européenne avait pour résultat de donner des États-Unis une notion dont la suite des événements a montré qu'elle était totalement inexacte. Mais pour le moment, nous en sommes encore au stade de la littérature hagiographique, propension à laquelle n'échappe pas, malgré sa prétention à l'objectivité scientifique, l'ouvrage dépourvu de sens critique de Charles-Melchior de MOLÈNES, *La carrière du président Kennedy et la vie politique américaine*, préface d'André Maurois, Paris, Cujas, 1963.

progrès industriel ne connaît pas en ce moment un simple développement mais une véritable métamorphose ; la mutation de l'équipement suscite dans tous les domaines une mutation des dimensions et des échelles ; la qualité devient le sous-produit de la quantité ; pour changer de vitesse, il faut changer de dimension ; dans les nations anciennes comme la France, le processus du progrès est freiné par le retard de l'organisation sur l'équipement et l'inadaptation des structures à ce moment actuel de la technique ; il faut établir une articulation entre la dimension nationale et des ensembles plus vastes (Europe) ; l'accélération impose le décloisonnement, la précision générale, la flexibilité ; la mutation de l'enseignement conditionne la mutation des structures ; la vulgarisation doit obtenir ses lettres de noblesse ; le rôle de la presse doit être d'informer ses lecteurs des sujets d'intérêt collectif ; la réussite de ce programme suppose que l'on sache déclencher l'enthousiasme des Français... En apparence, les adeptes de ce courant sont bien éloignés du capitalisme classique puisqu'ils admettent et revendiquent une régulation de l'économie pour éviter à celle-ci les désordres et récessions brutales – une régulation dont ils ajoutent qu'elle doit se substituer à l'antagonisme libéralisme-socialisme scientifiquement anachronique.

C'est en se fondant sur ce double rejet que les techniciens croient pouvoir repousser l'imputation de conservatisme. Mais le refus de l'un et l'autre terme n'a pas la même portée. Le libéralisme, celui du capitalisme concurrentiel, est mort depuis longtemps sous les coups que lui ont portés, avant l'extension de la réglementation publique, la concentration monopolistique du capital et le dirigisme professionnel. La régulation des marchés est une vieille pratique des grandes [p. 95] affaires et le problème qui se pose aujourd'hui aux groupes dirigeants est de déterminer les formes optimales de celle-ci sans toucher au mobile dominant du régime. La querelle entre les libéraux et les techniciens de la régulation centrale porte sur le mode de gestion du régime auquel les seconds sont enclins à donner des aspects technocratiques qui ne plaisent pas toujours aux premiers. Mais c'est une querelle de famille.

Le rejet du socialisme a, par contre, un tout autre sens : il implique le refus des transformations qui mettraient en cause la distribution du pouvoir et des avantages ; il signifie le rejet de réformes dont l'un des objectifs serait de placer les techniciens sous le contrôle des producteurs et des consommateurs. En réalité, le renvoi dos à dos du libéralisme et du socialisme, qu'en divers pays tendent aujourd'hui à avaliser les leaders socio-démocrates, c'est l'acceptation du capitalisme plus la technocratie, moins le socialisme.

Replacé dans le contexte de la bataille idéologique contemporaine, l'avenirisme est un simple aspect de l'idéologie du déclin ou de la mort des idéologies. Il se fonde, sans aucun effort particulier d'élaboration, sur la thèse de l'unification des sociétés industrielles. Les États-Unis et l'Union Soviétique relèvent selon ce courant de la même formule puisque ces deux pays se trouvent nantis d'une dimension technique analogue. Bien entendu, toutes les subtilités et réserves que comporte la notion de société industrielle dans les présentations universitaires sont résolument ignorées dans les exposés aveniristes. Il n'est pas excessif de dire que ce courant utilise, de façon plus ou moins consciente, l'analogie technique pour minimiser ou dissimuler les différences dans l'organisation sociale.

En définitive, l'avenirisme prend place dans le traditionnel et vaste courant du conservatisme social, son originalité, toute relative d'ailleurs, étant d'utiliser les magies de la technique et les promesses du futur pour dissuader les hommes de mettre en cause l'ordre des choses. À quoi bon la collectivisation [p. 96] des biens de production ou la planification des besoins puisque l'adoption d'une dimension adéquate et le décroissement constituent de meilleures recettes pour fonder l'avenir, un avenir qui d'ailleurs est déjà parmi nous... C'est le conservatisme à l'ombre de la pile atomique.

Dans son dernier livre ¹, James Burnham – cet ancien trotskiste devenu selon les termes d'un commentateur britannique *an old-fashioned Tory or whatever is the American equivalent* – définit la pensée idéologique comme un système intellectuel préconçu auquel la réalité doit être ajustée coûte que coûte. L'idéologie sert ainsi de moyen de preuve et permet à son auteur ou à son adepte d'échapper à la pression de la réalité. Elle aboutit à la création d'un monde imaginaire auquel l'on finit par croire comme si cet univers existait réellement. Selon Burnham, la pensée libérale, bien entendu au sens anglo-saxon du mot « libéralisme », constituerait une authentique idéologie qu'il qualifie d'ailleurs d'idéologie du suicide occidental mais l'on ne saurait taxer d'idéologique la pensée qui s'oppose au courant libéral car elle n'apporte pas une vision toute faite du monde et elle ne fournit pas de réponses uniformes aux thèses du libéralisme, c'est-à-dire, uniformément partagées par les adversaires de celui-ci.

L'exposé de Burnham est certes brillant mais selon un procédé dont nous avons vu de multiples applications dans cet essai, il se borne, sur ce point, à retrouver une très vieille « idée neuve » – celle des hommes de droite quand ils affirment que leurs positions ne sont pas de nature idéologique puisqu'elles s'inspirent de l'expérience, du respect des faits et du seul souci de gouverner efficacement. C'est en vertu du même procédé de désignation que la thèse du déclin des idéologies est présentée par ses auteurs comme d'inspiration purement sociologique et que le culte de l'avenir nous est donné pour extérieur ou supérieur aux luttes idéologiques. Mais ce mode de discrimination entre les courants idéologiques n'a aucun fondement scientifique. Les conservateurs, aveniristes compris, ont une vision du monde en fonction de laquelle ils [p. 97] portent un jugement sur la réalité et sélectionnent les démarches à entreprendre : si leurs positions sont d'apparence moins rigoureuse et moins dogmatique que celles des idéologies du mouvement, c'est simplement parce que, partisans d'assurer le maintien de l'ordre établi, ils n'ont pas besoin d'élaborer, autrement qu'à titre de riposte éventuelle, un programme détaillé.

L'avenirisme est une idéologie et une idéologie de la conservation sociale. C'est une position parfaitement légitime ou, plus exactement, c'est une position qui le serait si ses adeptes avouaient clairement leurs préférences au lieu de les camoufler, avec plus ou moins de bonheur, sous un vaste étalage de progressisme technique. L'idéologie de l'avenir est une idéologie mystificatrice parce qu'elle tend à dissuader

¹ *Suicide of the West*, New York, John Day, 1964.

les hommes de s'occuper de la réalité sociale présente en aiguillant leurs aspirations vers les problèmes encore confus et obscurs de l'avenir.

*
* *

Sous réserve de ne pas trop appuyer sur le rapprochement, il convient d'évoquer à propos du culte de l'avenir l'engouement pour le fantastique et la fiction dont l'exceptionnel succès rencontré par l'entreprise *Planète* en plusieurs secteurs de l'opinion atteste l'intensité. On trouve des éléments d'ordre très divers dans les publications de cette entreprise mais on y relève de nombreuses orientations sur la politique qui sont assez voisines de celles adoptées par des auteurs mentionnés en cet essai.

Considérons par exemple le numéro du *journal de Planète* (« plus de choses sur plus de choses ») qui figure à la fin du numéro 20 de la revue *Planète*¹. La première nouvelle (« Extra-terrestre : a-t-on capté des signaux venant d'ailleurs ? ») ne concerne pas, sauf dans une perspective à la Lasswell, l'analyse politique mais un peu plus loin nous découvrons un compte rendu du livre de J. Baret, *Nouvelles équations politiques* sous le titre : « La pensée politique n'est pas [p. 98] adulte » ; l'auteur de cette analyse n'hésite pas à présenter la méthode de Baret comme « lourde d'une révolution ». On peut penser qu'un tel éloge n'a pas beaucoup de portée venant d'une revue qui diffuse sur les phénomènes politiques les plus extraordinaires nouvelles². Mais *Planète* a bien plus de lecteurs que toutes les revues européennes de science politique réunies³.

L'appui ainsi donné aux thèses des techniciens était perceptible dès le début de l'entreprise. On peut lire en effet dans le numéro 1 de *Planète* (date d'octobre-novembre 1961) un article de R. Jungk intitulé « L'intelligence prend le pouvoir »⁴. L'auteur estime lui aussi que « le doute positif et la convergence des disciplines de la connaissance qui constituent les fondements d'un optimisme à l'échelle de la civilisation à venir » ne peuvent pas ne pas avoir de conséquences politiques et ne pas conduire à un éloignement des idéologies en cours. Et il déclare avoir assisté en 1958 à une réunion entre savants américains et soviétiques où il vit « les forces du doute positif et de la convergence sapant les idéologies ». Jungk déclare qu'en cette

¹ Numéro daté de janvier-février 1965, pp. 129-158.

² Sous le titre « Le vrai visage de l'histoire actuelle », on lira, p. 71 du n° 20, que « Les deux hommes les plus puissants de cette planète nous sont totalement inconnus ... (Ils) ont, bien entendu, la même profession. Ils sont des « évaluateurs »... Une évaluation en américain ... est une intégration et une mise en valeur des renseignements de niveau le plus supérieur. Ces évaluations sont faites toutes les six heures : un seul destinataire aux États-Unis : le président Johnson ; un seul destinataire en U.R.S.S. : le président Kossyguine ».

³ On n'a pas oublié les incroyables spéculations de L. PAUWELS et J. BERGIER sur tant de sujets de la politique in *Le matin des magiciens*, Introduction au réalisme fantastique, Paris, Gallimard, 1960. Or, selon les auteurs, le tirage atteindrait pour l'Europe, au début de 1965, le niveau de 500.000.

⁴ Pp. 15-17.

occasion, les savants soviétiques affirmèrent, comme les savants anglo-saxons, leur volonté de se maintenir hors des problèmes politiques. Qu'elles aient ou non un caractère fantaisiste – et il est difficile de croire qu'elles ne l'aient pas – de telles déclarations appuient la thèse de la réconciliation des hommes sur l'autel de la science et dès lors, car tout se tient, consolident la thèse de l'inutilité de la lutte sociale.

On trouve dans l'introduction de ce numéro de départ, sous la signature de L. Pauwels qui recommande d'appliquer une attitude « martienne », c'est-à-dire ouverte à l'égard des sciences humaines, des formules qui semblent sortir tout droit de l'idéologie aveniriste : « ... Ce qui est de notre domaine, c'est surtout ce qui nous semble propre à éveiller dans notre esprit l'idée que nous ne sommes pas seulement contemporains de notre époque mais encore, en cette époque de ruptures et d'accélération, contemporains du futur... » ; « ... C'est notre [p. 99] culture tout entière qui cesse d'être adaptée au mouvement accéléré des connaissances, à la planétarisation de la société humaine, aux changements dans la conscience de l'humanité... » ; « Tel est le rôle que nous nous assignons : témoins des maquis où s'élaborent les nouvelles formes d'action et de pensée. À la recherche, dans le train de l'histoire, de la correspondance pour le monde à venir » ¹.

Il est impossible de passer sous silence de telles convergences qui ont également des aspects chronologiques : sans leur attribuer une valeur décisive, elles tendent à renforcer l'idée que l'avenirisme est une idéologie de type mystificateur qui risque de faire oublier aux hommes que s'il est utile et indispensable de préparer le futur, le monde présent demeure la réalité avec laquelle ils doivent compter chaque jour. C'est le présent qui est parmi nous et c'est sur lui qu'il convient d'agir si nous voulons, dès maintenant, avoir un monde meilleur, ce monde meilleur n'étant pas et ne pouvant être, M. Duverger le souligne avec raison dans son dernier livre, un âge d'or ².

*
* *

On mesure bien la pauvreté intellectuelle et la partialité idéologique de l'avenirisme en lisant l'ample fresque du monde de demain brossée par le professeur Étienne Antonelli comme conclusion à ses études d'économie humaniste ³. L'ouvrage est résolument orienté vers l'avenir mais il est nourri de l'expérience historique et de la profonde connaissance qu'a l'auteur de la pensée de ses devanciers – quand il critique les vues de Marx sur l'accomplissement du devenir social, c'est après les avoir méditées et en proposant des compléments ou rectifications qui trouvent leur origine dans un mouvement de la raison. Antonelli connaît fort bien les données de la civilisation technicienne mais au lieu d'éblouir ou d'aveugler le lecteur par l'épopée de [même symbole grecque₂, voir note p.14, MB], il s'attache à préciser les contours d'un

¹ Citations extraites des pp. 7-13.

² In *Introduction à la Politique*, Paris, Gallimard, 1964 (Idées) pp. 343-351 « L'impossible âge d'or »).

³ *Nouvelles études d'économie humaniste*, tome III, Regards sur demain, Montpellier, Imprimerie J. Reschly, (1959).

cadre institutionnel qui permettrait à l'homme de tirer le parti maximal de l'évolution technique : contrairement aux tenants [p. 100] de l'avenirisme dont la philosophie se borne à exalter les techniques de demain dans le cadre social d'hier, Antonelli part de l'idée que la tâche principale de l'avenir est d'inventer des formes de société neuves ou, si l'on préfère, de penser les problèmes de demain dans un cadre qui soit à leur mesure.

Dirai-je que je trouve la vision d'Étienne Antonelli – spécialement quand il nous dépeint la démocratie humaniste dans le monde – un peu trop optimiste, un peu trop portée à sous-estimer des obstacles que le monde n'est encore jamais parvenu à vaincre ? Oui certes. Mais il s'agit d'un optimisme de l'homme qui, tout en repoussant l'idée que l'antagonisme social ne saurait prendre fin que par le triomphe brutal du plus fort, repose sur l'idée que le seul moyen d'éviter l'irréparable est le combat pour l'homme nouveau, l'engagement dans une lutte totale. C'est à ce prix que selon Antonelli la France connaîtra ses destins les plus féconds dans le monde de demain.

Quel soulagement, après la lecture de tant de livres où notre monde apparaît comme une usine dont il faut tirer le rendement maximum, de retrouver une œuvre, puissante, pure et si totalement désintéressée, dans laquelle confluent les traditions et les courants les plus nobles de la pensée humaine, une œuvre qui part de l'homme et, mettant d'emblée les techniques à son service, ne le quitte jamais ! Mais si le professeur Antonelli bénéficie chez ses pairs de la plus haute estime, il n'a pas accès aux grands moyens de communication et dès lors son message n'aura pas dans l'immédiat l'audience qu'il mérite. Il est pourtant de ceux qui, malgré les terribles leçons de l'aventure humaine, aident à ne pas perdre tout espoir dans la construction d'un monde qui soit à la fois plus juste et plus efficace.

[p. 101]

CONCLUSION

[Retour à la table des matières](#)

LES COURANTS de pensée dont j'ai entrepris l'analyse en cet essai ne me semblent guère susceptibles d'apporter, c'est le moins que je puisse écrire, un grand enrichissement à l'étude sociale. Il me paraît bien douteux au surplus que ces conceptions soient susceptibles d'exercer une influence durable sur la conduite des hommes. Si j'avais mieux mesuré au départ le vide intellectuel de ces ambitieuses constructions, j'aurais probablement laissé à d'autres le soin d'en répertorier et d'en évaluer le contenu. Cependant le travail ayant été entrepris, il m'a paru utile de le mener à sa conclusion et de faire bénéficier les auteurs de mon expérience. Telle est la seule justification de ce petit livre qui, pour beaucoup des travaux retenus, aboutit à un constat de pauvreté ou de fantaisie intellectuelle. Tout citoyen, fut-il un technicien, a le droit d'exprimer son point de vue sur les affaires de la vie sociale mais l'exercice de cette faculté ne devrait pas le conduire à se considérer comme porteur d'un message destiné à assurer le bonheur du genre humain – un message dont il y a d'ailleurs toutes les chances qu'il ait fait préalablement l'objet de plusieurs divulgations.

*
* *

Cette appréciation mérite à mon avis d'être appliquée, et sans aucune restriction, aux travaux que j'ai classés sous les rubriques de la fuite en avant et du culte de l'avenir (sans [p. 102] oublier, malgré le discrédit de la notion, l'exaltation du secteur tertiaire). Elle convient également à divers travaux publiés sous le pavillon de la prospective dont il est difficile de comprendre, quand on considère l'aspect rudimentaire de sa méthodologie, la vogue qu'elle connaît en divers secteurs du monde gouvernemental et privé. Au surplus, la prospective a des attaches trop nombreuses avec les milieux patronaux pour que l'on soit tenté le moins du monde d'y voir un instrument impartial de prévision sociale. Le collège des directeurs du Centre d'Études Prospectives comprend plusieurs représentants du patronat privé (dont le Président du CNPF) mais on n'y relève le nom d'aucun syndicaliste ou militant ouvrier.

L'avenirisme doit son succès relatif, et probablement temporaire, à un certain nombre de circonstances de l'époque, en particulier l'angoisse des hommes devant la

montée des périls nucléaires. Quand le présent semble si menaçant – et il le reste malgré les apaisements que nous procurent ou du moins que nous proposent les théoriciens de la dissuasion – l'avenir est une bonne position de repli. Et puis le développement de la consommation de masse, aussi bien par les jouissances qu'il procure que par les aliénations qu'il suscite, facilite l'intervention des prophètes de l'avenir. Mais, à moins d'admettre que la perte du sens critique est inscrite dans l'évolution future, un jour viendra où les hommes feront mieux qu'aujourd'hui le compte de ce qu'on leur propose et ce jour là l'avenirisme ne pèsera pas très lourd – éventualité susceptible de provoquer des ajustements opportunistes dans la position des techniciens.

Si les adeptes du culte de l'avenir font en général bon marché de la pensée sociale antérieure, ils ne manquent pas en général de témoigner d'un respect ostensible pour le système de Teilhard de Chardin. Il ne serait pas sans intérêt d'établir un bilan précis de ce que le vocabulaire de l'avenir doit aux concepts et synthèses de celui-ci. La notion de planétisation comme fondement de l'avenir ou si l'on préfère l'idée de la convergence des hommes en direction de leur unité sort tout [p. 103] droit des écrits du Père. Encore que de tels emprunts soient généralement superficiels, ils sont révélateurs de l'aptitude des technocrates à se saisir de tous les éléments intellectuels susceptibles de consolider de près ou de loin le primat de la technique dans l'organisation sociale. Mais Teilhard de Chardin avait à un degré suprême ce qui manque tant aux doctrinaires de l'avenirisme : le sens des très longues perspectives et des très lentes évolutions. Et il y a quelque abus à se recommander d'une pensée aussi complexe et aussi profondément engagée dans la spiritualité pour légitimer les consignes de l'ajustement de la dimension technique et du décloisonnement des services ¹.

Le culte de l'avenir occupera en définitive dans les manuels futurs d'histoire de la pensée politique beaucoup moins de place qu'il ne lui en a été accordé dans cet essai. Les livres de science politique réserveront-ils le même sort à l'art de la conjecture ?

*
* *

J'ai souligné à plusieurs reprises l'intérêt du projet *Futuribles* pour l'analyse politique. Ce n'est pas certes que j'en approuve tous les aspects. Ce projet est actuellement financé par la Fondation Ford qui est l'un des instruments les plus actifs de l'impérialisme culturel américain et qui a soutenu tant d'entreprises réactionnaires à travers le monde. Il est administré par un Conseil qui comprend également, sans que d'ailleurs le fait soit expressément mentionné sur la liste des membres, des représentants du monde capitaliste. Toutefois ces caractéristiques ne semblent pas avoir affecté outre-mesure le choix des collaborateurs de la recherche. À l'exception

¹ Teilhard de Chardin fait désormais l'objet de nombreux emplois abusifs. Voir, par exemple, le livre de THORBECKE (W.J.), *A new dimension in political thinking*, Leide, Sythoff, 1965 (l'auteur cherchant dans la pensée du Père une nouvelle inspiration pour mieux défendre l'Occident contre le communisme).

de quelques-unes qui relèvent ouvertement du combat idéologique, les notes de cette série s'efforcent de conjecturer honnêtement le probable. Les résultats acquis justifient-ils cet effort et surtout pouvons-nous espérer, par une patiente amélioration des méthodes employées, obtenir de la sorte une amélioration décisive de la prévision politique ?

[p. 104] Bertrand de Jouvenel a raison de souligner que la prévisibilité politique a toujours été recherchée et de donner, comme exemple de cette propension, l'adoption du principe de légitimité pour déterminer l'ordre de succession au trône dans l'ancienne France. Il est certain que la vie des États comporte de nombreux éléments de régularité sans lesquels toute possibilité de gestion raisonnable disparaîtrait et qui sont, des lors, autant de bases solides pour une démarche prévisionnelle. Ces éléments tiennent au respect des normes institutionnelles et plus largement des règles du jeu dont beaucoup, bien que non écrites, ne sont pratiquement pas violées. Ils tiennent aussi à la permanence des habitudes contractées par les administrations et suivies ou acceptées par les administrés : un repérage systématique effectué à ce propos auprès des services en contact avec le public (ainsi transports et fiscalité, peut-être même administration de la justice) procurerait probablement de précieux éléments pour la connaissance du comportement des hommes vis-à-vis de l'État. Toutes choses égales, le recours par les organes intéressés à des modes de gestion de type mathématique (files d'attente, grandeur aléatoire, déterminisme statistique...) ne peut qu'améliorer la qualité de cette source.

Notons aussi qu'en dépit de ses imperfections présentes, la sociologie électorale met en lumière des éléments ou facteurs de stabilité relative qui survivent en plusieurs cas aux changements de régime. Et il est possible qu'une utilisation systématique de la notion psycho-sociologique de rôle permette de dégager de multiples « modèles d'attente » dont la connaissance pourrait aider les auteurs de prévision ¹.

Tous ces points sont certains et justifieraient à eux seuls un examen systématique de la place que tiennent de telles régularités dans les décisions des gouvernants et les anticipations des gouvernés. Mais le problème est de savoir s'il est possible d'aller plus loin en étudiant les phénomènes qui ne sont pas couverts ou susceptibles de l'être par ces normes de conduite ainsi que les perspectives de rupture ou de modification profonde des règles établies. Nous avons consacré de longs développements aux analyses portant sur des questions de cet ordre, les études déjà faites n'ayant pas encore beaucoup contribué à lever les incertitudes qui affectent notre vue de l'avenir. Sans adopter pour autant l'idée que la volonté de prédire l'avenir constitue la forme la plus gratuite de la folie humaine, je confesse garder une certaine dose de scepticisme à l'égard de telles entreprises.

¹ Sur la théorie du rôle, voir : ROCHEBLAVE-SPENLÉ (A.-M.), *La notion de rôle en psychologie sociale*, Étude historico-critique, Paris, Presses Universitaires, 1962. Pour une application à l'analyse politique : DIEBUYST (F.), « La notion de rôle en politique », *Courrier hebdomadaire du Centre de Recherche et d'Information Socio-politiques* (Bruxelles), n° 273-274, 12 février 1965.

On cite volontiers à l'encontre de cette opinion les prédictions justes réalisées par un certain nombre d'hommes et on en tire l'idée que les esprits bien informés et doués de pénétration ont toujours réussi à prédire le cours de la vie politique nationale et internationale. Ainsi, selon Ossip K. Flechtein, Engels a-t-il prévu dès 1887 les événements de la première guerre mondiale en s'appuyant sur sa profonde connaissance des forces motrices et des problèmes vitaux de l'époque. Engels aurait même compris que le conflit prendrait la forme d'une longue guerre de tranchées¹. On cite aussi la prophétie faite par divers esprits des le temps de Louis-Philippe que la croissance des États-Unis et de la Russie finirait par réduire à des rôles mineurs les vieilles puissances de l'Europe. Ces exemples de réussite ne m'impressionnent guère car ils sont extraits d'un tel cimetière de prédictions fausses que l'on peut se demander si les auteurs de pronostics heureux ont dû leur succès à un calcul systématique ou au simple hasard.

L'enseignement que livre la lecture de la série Futuribles est que nous ne disposons encore, en aucune mesure, de l'appareil conceptuel et des techniques d'investigation qui nous permettraient de passer du stade du pari à celui de la prévision raisonnable. C'est ainsi que nous ne savons pas, ou que nous savons mal, diviser le temps politique en périodes servant chacune de support à des prévisions d'échéance différente (conjoncture ou changements de courte période ; évolution plus lente ou changements de longue période ; tendance de très longue période). Par ailleurs, pour aucune de ces situations, nous ne sommes encore capables de dresser un tableau complet des variables en cause ou facteurs de condi-[p. 106] tionnement et, moins encore, de pondérer l'influence respective de ces divers éléments. De façon plus large, nous manquons toujours dans la majorité des cas de travaux approfondis sur les diverses pièces du processus politique, cette carence concernant aussi bien la morphologie des groupes qui y participent que les mécanismes de leur intervention. Au total, nous ne savons pas très bien ni ce qu'il faut chercher ni comment le trouver.

L'objet de ces remarques n'est nullement d'accabler le secteur de la prévision politique car ces lacunes ou insuffisances sont celles de l'explication politique dans son ensemble. Mais précisément, on peut se demander si la prévision est capable de progresser mieux et plus vite que l'explication. De toute manière de longues recherches préalables, en particulier dans l'ordre méthodologique (mise au point d'indicateurs du changement) me paraissent indispensables avant qu'il ne soit possible d'avoir une juste idée de nos possibilités de prévision politique et de leurs limites.

*
* *

L'une des plus graves erreurs pouvant être commises par ceux qui s'attachent à améliorer la prévision politique serait de prendre au sérieux, si peu que ce soit, les anticipations ou prophéties des fondateurs et adeptes du culte de l'avenir. J'écris ce

¹ Remarques faites dans un papier inédit sur la prévision de l'avenir remontant à plusieurs années et dont je remercie Flechtein de m'avoir donné communication.

propos en pensant, sans trop d'appréhension, au jugement que pourrait formuler sur lui un érudit de l'an 2000 entre les mains duquel ce livre viendrait à tomber. L'accélération présente du progrès technique, directement liée à l'exécution d'un gigantesque effort d'armement, est certes un phénomène lourd de conséquences : il est très douteux que le mouvement suffise pour provoquer une véritable mutation de l'humanité. Il suffit pour s'en convaincre d'observer la conduite et le mode de vie du citoyen américain qui, d'après les canons de l'avenirisme, se trouve dans un monde en avance sur le nôtre d'une vingtaine d'années. Il a une vie matérielle [p. 107] un peu plus large que la nôtre mais il ne connaît pas l'abondance – celle-ci constituant un objectif inaccessible – sauf si l'on parvient un jour à limiter la quantité et la qualité des besoins que l'individu peut demander à la société de satisfaire. Et à tout prendre, les problèmes personnels et familiaux du citoyen américain ne sont pas très différents des nôtres ¹.

Le monde a en revanche enregistré en plusieurs de ses secteurs de considérables transformations socio-politiques qui ont abouti à un rétrécissement très sensible de la zone de déploiement du pouvoir capitaliste. On ne saurait dire que dans la plupart des cas ces changements aient été la conséquence ou le résultat du progrès technologique. Ces modifications me paraissent constituer une mutation bien plus grande que la fusée lunaire, l'avion supersonique, la télévision en couleurs et même la chimie alimentaire. Or nul ne saurait affirmer, sauf par inclination idéologique, que l'ère de ces transformations a pris fin.

Maurice Duverger souligne ce point en observant que notre monde va « vers le socialisme » : il conclut toutefois qu'il est à exclure que, sous l'influence unifiante du progrès technique, l'Est et l'Ouest « aboutissent finalement au même type de régime » ². Ainsi la généralisation du socialisme dans les pays industrialisés – les raisons de défendre la propriété privée des biens de production disparaissant l'une après l'autre selon Duverger – s'accompagnerait d'une diversité qualitative dans les régimes socio-politiques.

Il me semble en tout cas que l'une des tâches essentielles de la prévision politique est d'examiner les modalités de la lutte que vont se livrer dans le siècle à venir les divers types de systèmes socio-politiques et les chances respectives de victoire de chacun. C'est dans la mesure où ils ne dépendent d'aucun intérêt particulier, national ou étranger, que les chercheurs sont susceptibles de peser et d'évaluer correctement ce

¹¹ Il est banal d'observer à ce propos que les conditions réelles d'existence de l'Américain moyen diffèrent considérablement de l'image très idéalisée qu'en donnent les magazines à grand tirage. V. PACKARD cite à cet égard l'observation de Clare Barnes selon lequel, « si l'Américain moyen, après avoir admiré cette image si embellie et déformée de lui-même, se regarde devant la glace, il verra probablement un pauvre raté en caleçon mangeant un œuf devant un frigidaire de 1932 », in *Les obsédés du standing*, traduit de l'américain, Paris, Calmann-Lévy, 1960, p. 278.

² *Op. cit.*, p. 380.

problème qui, en dépit des essais de diversion entrepris par l'avenirisme, reste notre problème numéro un ¹.

¹ Ont été publiés trop tard pour être utilisés dans la préparation de cet essai les deux livres suivants : CHEVERNY (J.), *Les deux stratégies du communisme*, Paris, Juillard, 1965, et MINGUET (R.), *Histoire du futur. La France dans vingt ans*, Paris, Entreprise Moderne d'Édition, 1965.